FIERA CAPITAL

Corporation Fiera Capital
Rapport de gestion



—

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le
30 septembre 2026

Table des matières

Mode de présentation et déclarations prospectives 1
Transactions stratégiques 4
Faits saillants financiers 5
Vue d'ensemble 10
Responsabilité d'entreprise 14
Revue des marchés, de la conjoncture économique et de la stratégie de placement 16
Perspectives 27
Résultats financiers 28
Résultats d'exploitation et performance globale – Actifs sous gestion et produits 30
Résultats d'exploitation et performance globale – Charges 51
Résultats d'exploitation et performance globale – Résultat net 57
Mesures non conformes aux IFRS 59
Situation de trésorerie et sources de financement 66
Sommaire des résultats trimestriels 74
Événements postérieurs à la date de clôture 82
Renseignements importants 84

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

MODE DE PRÉSENTATION ET DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Mode de présentation

Le présent rapport de gestion, daté du 11 novembre 2026, contient une analyse de la situation financière et des résultats d'exploitation consolidés de Corporation Fiera Capital (la « Société » ou « Fiera Capital ») au 30 septembre 2026 et pour le trimestre et la période de neuf mois clos à cette date. Ce rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et les notes y afférentes pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2026, les états financiers consolidés annuels audités et les notes y afférentes pour les exercices clos le 31 décembre 2025 et le 31 décembre 2024, ainsi que les rapports de gestion annuels connexes. Les renseignements figurant sur tout site Web mentionné dans le présent rapport de gestion, ou accessibles par l'intermédiaire de celui-ci, ne sont pas intégrés par renvoi dans le présent rapport de gestion et n'en font pas partie et ne devraient pas être considérés comme tels, à moins qu'ils ne soient expressément intégrés par renvoi dans le présent rapport de gestion.

La Société prépare ses états financiers consolidés résumés intermédiaires conformément à la Norme comptable internationale (l'International Accounting Standard ou l'« IAS ») 34 *Information financière intermédiaire* publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). Par conséquent, ils n'incluent pas l'ensemble des informations à fournir pour les états financiers consolidés annuels selon les Normes internationales d'information financière (les International Financial Reporting Standards, ou « IFRS »). Les méthodes comptables adoptées sont identiques à celles utilisées par la Société dans ses états financiers au 31 décembre 2025 et pour l'exercice clos à cette date, à l'exception de l'incidence de l'adoption des normes, interprétations et modifications décrites à la note 3 afférente aux états financiers consolidés résumés intermédiaires. Les états financiers consolidés résumés intermédiaires comprennent les comptes de la Société et des autres entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle, ce qui peut nécessiter l'exercice d'un jugement important. La participation ne donnant pas le contrôle dans le résultat net et les capitaux propres des filiales est présentée séparément dans les états consolidés de la situation financière, du résultat net, du résultat global et des variations des capitaux propres. Tous les montants sont présentés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Certaines données comparatives ont été reclassées pour que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée.

La Société présente le résultat avant intérêts, impôts et amortissements (le « BAIIA »)[1)], le BAIIA ajusté[1)], la marge du BAIIA ajusté[1)], le BAIIA ajusté par action[1)], le résultat net ajusté[1)], le résultat net ajusté par action[1)], les flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois[1)], les flux de trésorerie disponibles par action des 12 derniers mois[1)] et la dette nette[1)] comme mesures de la performance non conformes aux IFRS. Ces mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et elles pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. La définition de ces mesures non conformes aux IFRS et le rapprochement avec les mesures conformes aux IFRS les plus comparables sont présentés à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » du présent rapport de gestion.

[1)] *Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » qui commence à la page 59 et aux tableaux de rapprochement connexes aux pages 75 à 78.*

Mode de présentation et déclarations prospectives

Déclarations prospectives

Le présent rapport de gestion renferme des déclarations prospectives se rapportant à des événements futurs ou au rendement futur, lesquelles rendent compte des attentes ou des opinions de la direction concernant des événements futurs, y compris, sans s'y limiter, les conditions, tendances et perspectives économiques, la croissance de Fiera Capital ainsi que ses résultats d'exploitation, son rendement, ses politiques en matière de dividende, ses possibilités ou occasions d'affaires, ses objectifs, ses plans et priorités stratégiques et ses initiatives, dont celles liées à la durabilité, ainsi que d'autres énoncés qui ne se rapportent pas à des faits historiques. Les déclarations prospectives peuvent comprendre des observations concernant les objectifs de Fiera Capital, les stratégies qu'elle emploie pour les atteindre, ses résultats financiers prévisionnels, ses dividendes attendus et les perspectives quant à ses activités, ainsi que concernant les économies canadienne, américaine, européenne, asiatique et les autres économies mondiales. Ces déclarations prospectives reflètent les opinions actuelles de la direction et sont fondées sur des facteurs et des hypothèses que celle-ci considère comme raisonnables à la lumière des renseignements dont elle dispose à l'heure actuelle. Ces déclarations prospectives peuvent généralement être repérées par l'emploi de mots ou d'expressions comme « hypothèse », « continuer », « estimer », « prévision », « but », « orientation », « probable », « plan », « objectif », « perspective », « potentiel », « prévoir », « projet », « stratégie » et « cible », ou d'autres mots ou expressions similaires, ou par l'emploi de verbes au futur ou au conditionnel (y compris dans leur forme négative), tels que « viser », « anticiper », « croire », « pouvoir », « s'attendre à », « prévoir », « avoir l'intention de », « planifier », « prédire », « chercher à », « devoir », « s'efforcer de » et « vouloir ».

Par leur nature, les déclarations prospectives comportent des risques et des incertitudes inhérents et reposent sur plusieurs hypothèses susceptibles de faire en sorte que les résultats ou événements réels diffèrent considérablement des attentes de la direction et que les prévisions, projections, attentes, conclusions ou énoncés se révèlent inexacts. Par conséquent, la Société ne garantit pas que les déclarations prospectives se réaliseront et les lecteurs sont priés de ne pas se fier indûment à celles-ci. Les déclarations prospectives sont présentées dans le but d'aider les investisseurs et les autres parties intéressées à comprendre certains éléments clés des objectifs, des stratégies, des attentes, des plans et des perspectives commerciales de la Société, ainsi que le contexte d'exploitation prévu. Les lecteurs sont toutefois avertis que ces informations peuvent ne pas être appropriées à d'autres fins.

Les événements, les résultats ou le rendement réels pourraient différer sensiblement des prédictions, des prévisions, des projections, des attentes, des conclusions ou des énoncés formulés dans les déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de facteurs de risque et d'incertitudes importants, dont bon nombre sont indépendants de la volonté de Fiera Capital, notamment, sans toutefois s'y limiter, les risques liés aux éléments suivants : le rendement des placements et les placements des actifs sous gestion (les « ASG »), la concentration des ASG en lien avec les stratégies sous-conseillées, les employés clés, le secteur de la gestion d'actifs et les pressions concurrentielles, les atteintes à la réputation, les litiges, la conformité réglementaire, la fidélité des clients et les rachats, la dépendance vis-à-vis les technologies de l'information et les systèmes de télécommunications ainsi que leurs éventuelles pannes et interruptions, l'inconduite et les erreurs du personnel, la couverture d'assurance, les relations avec les tiers, les conflits d'intérêts, les enjeux de protection de la vie privée, l'évaluation et le modèle de placements, les limites de la gestion du risque d'entreprise, les enjeux environnementaux et sociaux, les acquisitions et les cessions, le rythme de croissance des ASG de Fiera Capital, l'endettement, les taux et cours de marché, l'inflation, les fluctuations des taux d'intérêt, la récession, le crédit, la liquidité et la fiscalité, la structure de propriété et la possibilité de dilution, ainsi que les autres risques et incertitudes décrits dans la notice annuelle de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 à la rubrique « Facteurs de risque et incertitudes » ou présentés dans d'autres documents que la Société dépose de temps à autre auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières et qui sont disponibles sur SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.ca.

Mode de présentation et déclarations prospectives

Les renseignements contenus dans les déclarations prospectives sont fondés sur certains facteurs et hypothèses importants qui ont été appliqués pour tirer une conclusion ou faire une prévision ou une projection, notamment, sans toutefois s'y limiter : la perception par la direction des tendances historiques, des conditions actuelles et des évolutions futures prévues, la clôture réussie d'opérations stratégiques, d'acquisitions, de cessions ou d'autres stratégies de croissance ou d'optimisation, l'exactitude des estimations, des hypothèses et des jugements selon les normes comptables applicables et l'absence de tout changement important dans les normes et les politiques comptables applicables à la Société, l'absence de variation importante des taux d'intérêt, l'absence de tout changement important au taux d'imposition effectif de la Société, les rendements sur les placements correspondant aux attentes de la Société et étant conformes aux tendances historiques, l'absence de changements inattendus dans l'environnement économique, concurrentiel, juridique ou réglementaire, ou dans le secteur de la gestion d'actifs et l'absence de mesures des autorités réglementaires qui pourraient avoir une incidence importante sur les activités de la Société ou de ses partenaires commerciaux, l'absence de fluctuations importantes du taux de change entre le dollar canadien et certaines autres devises (y compris le dollar américain et la livre sterling), et l'absence de réalisation des facteurs de risque ou autres facteurs mentionnés ci-dessus ou dont il est question dans la notice annuelle de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 ou dans d'autres documents déposés par la Société auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières de temps à autre, lesquels sont disponibles sur SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.ca, susceptibles d'influencer la performance ou les résultats de la Société.

Les lecteurs sont avertis que la liste précédente de facteurs de risque et d'incertitudes n'est pas exhaustive et que d'autres risques et incertitudes pourraient avoir une incidence sur la Société. D'autres risques et incertitudes, y compris ceux dont Fiera Capital n'a pas connaissance à l'heure actuelle ou qu'elle juge actuellement négligeables, pourraient également avoir une incidence défavorable importante sur les activités commerciales, la situation financière, les liquidités, les activités d'exploitation ou les résultats financiers de la Société. Lorsqu'ils se fient aux déclarations prospectives contenues dans le présent rapport de gestion ou dans toute autre communication faite par Fiera Capital, les investisseurs et les autres parties intéressées devraient examiner attentivement les risques et les incertitudes énumérés ci-dessus, ainsi que d'autres événements potentiels qui pourraient avoir une incidence sur la situation financière, les activités d'exploitation, le rendement ou les résultats de la Société.

Sauf indication contraire, les déclarations prospectives contenues dans le présent rapport de gestion décrivent les attentes de la direction en date des présentes et, par conséquent, sont susceptibles d'être modifiées après cette date. Fiera Capital ne s'engage pas à mettre à jour ou à réviser les déclarations prospectives verbales ou écrites qui peuvent être formulées de temps à autre par elle ou en son nom afin de tenir compte de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou de circonstances futures, ou pour un autre motif, sauf si elle y est tenue en vertu des lois applicables.

Transactions stratégiques

Exercice 2026

Transaction portant sur les capitaux propres avec un actionnaire minoritaire

Le 19 mars 2026, la Société a convenu de régler un conflit d'actionnaires à l'égard de Fiera Infrastructure Inc. (« FII »), une filiale de la Société. En vertu de l'entente de règlement, la Société a accepté d'acquérir une participation ne donnant pas le contrôle de 25 % dans FII, de sorte que la Société détient 100 % de FII. Par conséquent, la Société consolide désormais entièrement FII.

Le prix d'achat de la participation ne donnant pas le contrôle correspond à la somme de la juste valeur de marché de cette participation au 26 août 2025, qui sera établie par des évaluateurs indépendants, et de 25 % du bénéfice net gagné par FII inclusivement du 27 août 2025 au 20 avril 2026, soit la date de clôture. La Société a versé un paiement initial de 17,5 millions de dollars à la date de clôture et est ainsi devenue propriétaire à 100 % de FII. Par conséquent, la Société a comptabilisé un montant correspondant dans les capitaux propres.

Le solde restant du prix d'achat, déduction faite du paiement initial de 17,5 millions de dollars, sera payable à l'achèvement de l'évaluation.

Depuis la clôture de la transaction, le 20 avril 2026, le résultat net de FII, qui aurait auparavant été attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle, est maintenant comptabilisé à titre de résultat net attribuable aux actionnaires de la Société, soit un montant de 0,2 million de dollars et de 0,8 million de dollars pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2026, respectivement.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

Faits saillants financiers trimestriels

(en millions de dollars, à moins d'indication contraire)	Trimestres clos les			Variation d'un trimestre à l'autre		Variation d'un exercice à l'autre	
	30 septembre 2026	30 juin 2026	30 septembre 2025	$	%	$	%
ASG à la clôture de la période (en milliards de dollars)							
Gérés directement	**104,7**	110,4	107,6	(5,7)	(5,2) %	(2,9)	(2,7) %
Sous-conseillés	**24,7**	30,8	37,3	(6,1)	(19,8) %	(12,6)	(33,8) %
Total	**129,4**	141,2	145,0	(11,8)	(8,4) %	(15,6)	(10,8) %
Marchés privés	**21,9**	22,3	22,0	(0,4)	(1,8) %	(0,1)	(0,5) %
Total des ASG à la clôture de la période	**151,4**	163,5	166,9	(12,1)	(7,4) %	(15,5)	(9,3) %
Total des ASG moyens[2)]	**155,5**	162,3	163,7	(6,8)	(4,2) %	(8,2)	(5,0) %
Produits	**150,4**	155,1	167,1	(4,7)	(3,0) %	(16,7)	(10,0) %
Frais de vente et charges générales et administratives	**106,6**	117,6	122,5	(11,0)	(9,4) %	(15,9)	(13,0) %
Résultat net[3)]	**6,7**	3,5	5,8	3,2	91,4 %	0,9	15,5 %
Résultat par action, de base	**0,06**	0,03	0,05	0,03	100,0 %	0,01	20,0 %
Résultat par action, dilué	**0,06**	0,03	0,05	0,03	100,0 %	0,01	20,0 %
BAIIA ajusté[4)]	**42,9**	42,0	50,3	0,9	2,1 %	(7,4)	(14,7) %
Marge du BAIIA ajusté[4)]	**28,5 %**	27,1 %	30,1 %	1,4 %		(1,6) %	
Résultat net ajusté[3), 4)]	**23,9**	23,9	25,0	—	— %	(1,1)	(4,4) %
Résultat ajusté par action, de base	**0,23**	0,23	0,23	—	— %	—	— %
Résultat ajusté par action, dilué	**0,19**	0,21	0,23	(0,02)	(9,5) %	(0,04)	(17,4) %
Flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois[4)]	**90,2**	92,9	87,1	(2,7)	(2,9) %	3,1	3,6 %
Dette nette[4)]	**689,4**	723,3	679,7	(33,9)	(4,7) %	9,7	1,4 %
Ratio de la dette nette[4)]	**3,78 x**	3,81 x	3,53 x	(0,03) x		0,25 x	

1) *Les totaux partiels peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.*
2) *Les actifs sous gestion trimestriels moyens pour une période donnée correspondent à la moyenne de la valeur des actifs sous gestion à la fin de chaque mois de la période.*
3) *Attribuable aux actionnaires de la Société.*
4) *Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » qui commence à la page 59 et aux tableaux de rapprochement connexes aux pages 75 à 78.*

- Les actifs sous gestion ont diminué de 12,1 milliards de dollars, ou 7,4 %, par rapport au 30 juin 2026 pour s'établir à 151,4 milliards de dollars, en raison principalement de la croissance interne négative de 7,7 milliards de dollars liée aux stratégies sur les marchés publics, essentiellement imputable aux actifs sous gestion sous-conseillés, ainsi que de l'incidence défavorable des marchés de 3,8 milliards de dollars, principalement dans les stratégies fondées sur les titres à revenu fixe, ce qui reflète la hausse des taux d'intérêt au cours du trimestre.

- La croissance interne nette négative de 5,2 milliards de dollars des actifs sous gestion sous-conseillés liés à PineStone comprend des contributions nettes négatives de 3,0 milliards de dollars liées aux clients actuels et des mandats perdus de 2,2 milliards de dollars. Les mandats perdus comprennent des actifs sous gestion d'environ 1,5 milliard de dollars qui ont été transférés directement à PineStone, comme il a été annoncé précédemment.
- La croissance interne nette négative des actifs sous gestion directement gérés s'est chiffrée à 2,5 milliards de dollars et s'explique principalement par les mandats perdus et les contributions nettes négatives des stratégies Actions canadiennes à grande capitalisation.
- La croissance interne nette négative liée aux stratégies sur les marchés privés au troisième trimestre est principalement attribuable aux remboursements de capital et à la décision d'un client au Royaume-Uni d'internaliser la gestion d'un mandat axé sur l'immobilier.
- Les actifs sous gestion de clôture ont diminué de 12,1 milliards de dollars, ou 7,4 %, tandis que les actifs sous gestion moyens ont diminué de 6,8 milliards de dollars, ou 4,2 %, en raison du moment où les retraits ont eu lieu et où les incidences du marché ont été ressenties.

- Les produits se sont chiffrés à 150,4 millions de dollars, en baisse de 4,7 millions de dollars, ou 3,0 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la baisse des honoraires de gestion liés aux mandats sous-conseillés pour les stratégies liées aux marchés publics et de la baisse des honoraires de performance. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par l'augmentation de la quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées.
  - Les produits se sont chiffrés à 150,4 millions de dollars, soit une diminution de 16,7 millions de dollars, ou 10,0 %, par rapport à la période correspondante de 2025. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse des honoraires de gestion provenant des mandats sous-conseillés pour les stratégies liées aux marchés publics ainsi qu'à la baisse des honoraires de performance.
- Au troisième trimestre de 2026, les frais de vente et charges générales et administratives se sont établis à 106,6 millions de dollars, en baisse de 11,0 millions de dollars, ou 9,4 %, par rapport au trimestre précédent. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse de la charge de rémunération du personnel, des frais de déplacement et de marketing et des honoraires de sous-conseiller. Au cours du troisième trimestre de 2026, une charge de rémunération fondée sur des actions de 3,3 millions de dollars et des charges de rémunération variable de 2,8 millions de dollars qui avaient été comptabilisées auparavant ont fait l'objet de reprises. Ces reprises sont attribuables aux changements précédemment annoncés au sein de l'équipe Actions canadiennes à grande capitalisation et au départ de certains employés. Les frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la charge de rémunération fondée sur des actions, se sont établis à 107,4 millions de dollars, en baisse de 5,7 millions de dollars, ou 5,0 %, par rapport au trimestre précédent.
  - Au troisième trimestre de 2026, les frais de vente et charges générales et administratives se sont chiffrés à 106,6 millions de dollars, en baisse de 15,9 millions de dollars, ou 13,0 %, par rapport à la période correspondante de 2025. La diminution est essentiellement attribuable à la baisse de la charge de rémunération du personnel, aux initiatives continues en matière d'optimisation des coûts et à la baisse des honoraires de sous-conseiller. Les frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la charge de rémunération fondée sur des actions, se sont établis à 107,4 millions de dollars, en baisse de 9,4 millions de dollars, ou 8,1 %, par rapport à la période correspondante.

- Le BAIIA ajusté s'est chiffré à 42,9 millions de dollars, soit une augmentation de 0,9 million de dollars, ou 2,1 %, par rapport au trimestre précédent, en raison de la baisse des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la charge de rémunération fondée sur des actions, contrebalancée en partie par la baisse des produits.
    - Le BAIIA ajusté s'est chiffré à 42,9 millions de dollars, soit une diminution de 7,4 millions de dollars, ou 14,7 %, par rapport à la période correspondante de 2025. Cette diminution s'explique principalement par la comptabilisation d'honoraires de performance moins élevés pour le trimestre considéré, puisque la baisse des produits tirés des honoraires de gestion pour les actifs sous gestion sous-conseillés a été largement contrebalancée par la baisse des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la charge de rémunération fondée sur des actions.
- Le résultat net ajusté s'est chiffré à 23,9 millions de dollars, soit un montant comparable à celui du trimestre précédent, puisque la baisse des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la charge de rémunération fondée sur des actions, a été contrebalancée par la baisse des produits et la hausse des intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières.
    - Le résultat net ajusté s'est chiffré à 23,9 millions de dollars, en baisse de 1,1 million de dollars, ou 4,4 %, par rapport à la période correspondante de 2025, en raison principalement de la baisse des produits, partiellement contrebalancée par la baisse des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la charge de rémunération fondée sur des actions, par la baisse des intérêts sur la dette à long terme et les débentures, compte non tenu de l'intérêt effectif sur les débentures, ainsi que par la charge d'impôt sur le résultat.
- Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société s'est chiffré à 6,7 millions de dollars, en hausse de 3,2 millions de dollars, ou 91,4 %, par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la baisse des frais de vente et charges générales et administratives, partiellement contrebalancée par la baisse des produits.
    - Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société s'est chiffré à 6,7 millions de dollars, en hausse de 0,9 million de dollars, ou 15,5 %, par rapport à la période correspondante de 2025, principalement en raison de la diminution des frais de vente et charges générales et administratives et de la baisse des intérêts sur la dette à long terme et les débentures, facteurs partiellement contrebalancés par la baisse des produits.
- Les flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois se sont chiffrés à 90,2 millions de dollars, soit une diminution de 2,7 millions de dollars, ou 2,9 %, par rapport au trimestre précédent. La diminution est principalement attribuable à la hausse des intérêts versés sur la dette à long terme et les débentures, combinée à la hausse des dividendes versés aux détenteurs de la participation ne donnant pas le contrôle, facteurs partiellement contrebalancés par la hausse des distributions reçues des coentreprises et entreprises associées.
    - Les flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois se sont chiffrés à 90,2 millions de dollars, soit une augmentation de 3,1 millions de dollars, ou 3,6 %, par rapport à la période correspondante de 2025. L'augmentation est principalement attribuable à la baisse des paiements de loyers, combinée à la baisse des intérêts versés sur la dette à long terme et les débentures, facteurs partiellement contrebalancés par la hausse des dividendes versés aux détenteurs de la participation ne donnant pas le contrôle.

Faits saillants financiers depuis le début de l'exercice

(en millions de dollars, à moins d'indication contraire)	Périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2026	30 septembre 2025	Variation $	Variation %
ASG moyens[2] (en milliards de dollars)	**160,4**	162,4	(2,0)	(1,2) %
Produits	**458,8**	492,9	(34,1)	(6,9) %
Frais de vente et charges générales et administratives	**338,3**	366,9	(28,6)	(7,8) %
Résultat net[3]	**13,1**	31,4	(18,3)	(58,3) %
Résultat par action, de base	**0,12**	0,29	(0,17)	(58,6) %
Résultat par action, dilué	**0,12**	0,27	(0,15)	(55,6) %
BAIIA ajusté[4]	**127,7**	139,4	(11,7)	(8,4) %
Marge du BAIIA ajusté[4]	**27,8 %**	28,3 %	(0,5) %	
Résultat net ajusté[3], [4]	**71,3**	77,7	(6,4)	(8,2) %
Résultat ajusté par action, de base	**0,67**	0,72	(0,05)	(6,9) %
Résultat ajusté par action, dilué	**0,64**	0,63	0,01	1,6 %

1) *Les totaux partiels peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.*
2) *Les actifs sous gestion trimestriels moyens pour une période donnée correspondent à la moyenne de la valeur des actifs sous gestion à la fin de chaque mois de la période.*
3) *Attribuable aux actionnaires de la Société.*
4) *Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » qui commence à la page 59 et aux tableaux de rapprochement connexes aux pages 75 à 78.*

- Les actifs sous gestion se sont chiffrés à 151,4 milliards de dollars, en baisse de 12,7 milliards de dollars, ou 7,7 %, par rapport au 31 décembre 2025, en raison principalement de la croissance interne nette négative de 16,6 milliards de dollars au sein des stratégies liées aux marchés publics, principalement pour les actifs sous gestion sous-conseillés, et de la clôture de la stratégie Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core » au cours du premier trimestre, laquelle a réduit les actifs sous gestion de 0,7 milliard de dollars. Ces diminutions ont été compensées en partie par une incidence favorable du marché et de la conversion des monnaies étrangères de 5,3 milliards de dollars.
    - La croissance interne nette négative de 11,1 milliards de dollars des actifs sous gestion sous-conseillés comprend des mandats perdus de 5,9 milliards de dollars et des contributions nettes négatives de 5,1 milliards de dollars liées aux clients actuels. Sur les mandats perdus de 5,9 milliards de dollars, une tranche de 4,2 milliards de dollars se rapporte à d'importants clients des Marchés institutionnels et des Intermédiaires financiers qui, à notre connaissance, ont transféré leurs actifs sous gestion directement à PineStone. La direction n'a connaissance d'aucune autre demande de clients souhaitant un transfert d'actifs sous gestion à PineStone et s'attend à ce que les transferts d'actifs sous gestion pour 2026 soient inférieurs aux transferts de mandats de 5,9 milliards de dollars en 2025.
    - La croissance interne nette négative des actifs sous gestion directement gérés s'est chiffrée à 5,6 milliards de dollars et est principalement attribuable aux stratégies fondées sur les actions.
    - Les actifs sous gestion liés aux stratégies sur les marchés privés sont demeurés essentiellement inchangés par rapport à la période comparative.
- Les produits se sont chiffrés à 458,8 millions de dollars, en baisse de 34,1 millions de dollars, ou 6,9 %, en raison principalement de la diminution des honoraires de gestion sur les marchés publics découlant essentiellement des mandats sous-conseillés, de la diminution des honoraires de performance et de la diminution de la quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées. Ces diminutions ont été partiellement contrebalancées par la hausse des honoraires de gestion liés aux actifs sous gestion gérés directement.

- Les frais de vente et charges générales et administratives se sont chiffrés à 338,3 millions de dollars, en baisse de 28,6 millions de dollars, ou 7,8 %. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse de la charge de rémunération du personnel découlant des initiatives continues en matière d'optimisation des coûts ainsi qu'à la baisse des honoraires de sous-conseiller. Au cours du troisième trimestre de 2026, une charge de rémunération fondée sur des actions de 3,3 millions de dollars et des charges de rémunération variable de 2,8 millions de dollars qui avaient été comptabilisées auparavant ont fait l'objet de reprises. Ces reprises sont attribuables aux changements précédemment annoncés au sein de l'équipe Actions canadiennes à grande capitalisation et au départ de certains employés. Les frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la charge de rémunération fondée sur des actions, se sont établis à 331,1 millions de dollars, en baisse de 22,4 millions de dollars, ou 6,3 %, par rapport à la période correspondante.
- Le BAIIA ajusté s'est chiffré à 127,7 millions de dollars, en baisse de 11,7 millions de dollars, ou 8,4 %, principalement en raison de la baisse des produits, partiellement contrebalancée par la baisse des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la charge de rémunération fondée sur des actions.
- Le résultat net ajusté s'est chiffré à 71,3 millions de dollars, en baisse de 6,4 millions de dollars, ou 8,2 %, en raison principalement de la baisse des produits, partiellement contrebalancée par la baisse des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la charge de rémunération fondée sur des actions, et par la baisse des intérêts sur la dette à long terme et les débentures, compte non tenu de l'intérêt effectif sur les débentures.
- Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société s'est établi à 13,1 millions de dollars, en baisse de 18,3 millions de dollars, ou 58,3 %, par rapport à l'exercice précédent. Les résultats de l'exercice précédent comprennent un profit de 12,7 millions de dollars à la réévaluation d'un placement lié à l'acquisition d'une participation donnant le contrôle dans une plateforme de placement immobilier. De plus, la baisse des produits a été partiellement contrebalancée par la baisse des frais de vente et charges générales et administratives ainsi que par un revenu additionnel de 0,8 million de dollars provenant de l'acquisition par la Société de la participation restante de 25 % dans Fiera Infrastructure Inc. le 20 avril 2026.

VUE D’ENSEMBLE

Vue d’ensemble de la Société

Fiera Capital est une société de gestion de placement indépendante de premier plan jouissant d’une présence mondiale en croissance dont les actifs sous gestion se chiffraient à 151,4 milliards de dollars au 30 septembre 2026. La Société offre des solutions multi-actifs personnalisées tirant parti d’un vaste éventail de catégories d’actifs sur les **marchés publics** et **privés**. Nos stratégies s’adressent à la clientèle des **Marchés institutionnels**, des **Intermédiaires financiers** et de la **Gestion privée** d’investisseurs individuels établie au **Canada**, aux **États-Unis**, en **Europe**, au **Moyen-Orient**, en **Afrique** (« **EMOA** ») et dans les principaux marchés d’**Asie**.

Au 30 septembre 2026, la Société comptait environ 763 employés permanents, dont environ 217 professionnels des placements.

Philosophie de placement et équipes de placement

Fiera Capital croit qu’une analyse disciplinée et méthodique, combinée à un processus de placement rigoureux, constitue la pierre d’assise de rendements supérieurs. Le modèle de gestion active de la Société met l’accent sur le travail d’équipe ainsi que sur le libre échange d’idées au sein d’une équipe chevronnée de professionnels en placement.

La recherche est au cœur de la philosophie de placement de la Société et sert de fondement aux décisions tout au long du processus de gestion de portefeuille. Les capacités de recherche de Fiera Capital sont intégrées à l’ensemble de l’organisation et s’expriment par l’intermédiaire d’équipes et de pratiques spécialisées. Une recherche indépendante fondamentale ascendante sous-tend les stratégies de la Société fondées sur les actions et ses approches en revenu fixe orientées vers le crédit. Les équipes de placement effectuent chaque année un contrôle diligent des entreprises, incluant des visites chez les émetteurs et des rencontres avec leurs équipes de direction. Une recherche fondamentale descendante rigoureuse, non liée à l’analyse de courtiers externes ni à celle des agences de notation, constitue la pierre d’assise des stratégies à revenu fixe gérées activement. Cette approche se traduit par des opinions indépendantes des tendances du marché.

Une recherche interne à l’échelle macroéconomique et sur les marchés est au cœur du processus de répartition de l’actif de la Société, lequel a été conçu pour assurer l’équilibre entre les objectifs de rendements et la préservation du capital, et ce, quel que soit le contexte du marché. La gestion du risque est intégrée à l’ensemble du cycle de vie des placements, de la prise ferme initiale et de la constitution du portefeuille jusqu’au suivi et à l’examen continus. La Société applique un cadre rigoureux conçu pour repérer, évaluer et gérer les risques significatifs, dans le but de maintenir les portefeuilles à l’intérieur d’une fourchette de paramètres de risque définis et de respecter les contraintes imposées par les clients et les organismes de réglementation.

Le Bureau de placement mondial (le « BPM ») exerce une surveillance indépendante du risque de placement de façon à séparer le réexamen et la gouvernance de la fonction de gestion de portefeuille. Le BPM surveille un large éventail d’indicateurs de risque dans le portefeuille, vérifie les concentrations de risque et les expositions à ceux-ci et soutient les processus d’escalade hiérarchique et de correction, au besoin, ce qui contribue à l’application uniforme des normes de gestion du risque et à une solide gouvernance des placements.

Fiera Capital et ses professionnels des placements, y compris les gestionnaires de portefeuille et leurs équipes, sont tenus d'agir de manière professionnelle, responsable et diligente, dans l'intérêt supérieur des clients, en vue de créer une valeur durable à long terme. Les professionnels en placement de Fiera Capital constituent un vaste bassin de compétences en gestion d'actifs dont le mandat consiste à générer le meilleur rendement possible pour la clientèle tout en respectant les contraintes de risque de chaque politique de placement.

Plateformes de placement

Fiera Capital adopte une approche centrée sur la création de valeur et l'optimisation des processus pour gérer ses plateformes de placement sur les marchés publics et privés, ce qui se traduit par une gestion stratégique et tactique de la répartition du capital au sein des deux plateformes à l'échelle mondiale, l'objectif étant de générer des rendements supérieurs et durables pour ses clients.

- **Marchés publics :** La gamme mondiale de placements et de solutions de Fiera Capital sur les marchés publics comprend un large éventail de stratégies couvrant les actions, les titres à revenu fixe et les stratégies équilibrées de différents styles de placement. Ces stratégies sont gérées grâce à des processus d'investissement rigoureux, tant de type ascendant que descendant. Ces stratégies s'étendent aux marchés nationaux et internationaux, couvrant un large éventail de capitalisations boursières, de qualités de crédit, d'échéances et d'autres critères essentiels propres à chaque catégorie d'actifs.

- **Marchés privés :** Dans le domaine des marchés privés, la plateforme de placement diversifiée de Fiera Capital continue de se développer à un rythme constant, en offrant aux clients des produits adaptés à des profils de risque et de rendement différenciés et durables, grâce à une gamme de stratégies de placement spécialisées. La plateforme des marchés privés de Fiera Capital propose aux clients une gamme complète de stratégies, chacune visant à atteindre des objectifs de placement spécifiques, tout en favorisant la diversification du portefeuille et l'amélioration des rendements à long terme.

Réseaux de distribution

Fiera Capital reconnaît que des relations solides avec les investisseurs sont cruciales pour sa croissance et son succès à long terme. Par l'intermédiaire de ses réseaux de distribution, la Société s'efforce de prodiguer des conseils de premier plan personnalisés et adaptés aux besoins particuliers de chaque client. Ses activités de service à la clientèle s'articulent autour de trois réseaux de distribution principaux :

- **Marchés institutionnels :** Fiera Capital dessert une clientèle institutionnelle diversifiée à l'échelle mondiale qui comprend des régimes de retraite de grandes sociétés et institutions financières, des fonds de dotation, des fondations, des communautés des Premières Nations, des organisations religieuses et organismes de bienfaisance, ainsi que des fonds du secteur public d'importantes municipalités et universités. Ces comptes sont gérés sur une base séparée et groupée, offrant des solutions sur mesure pour répondre aux besoins diversifiés des investisseurs institutionnels.

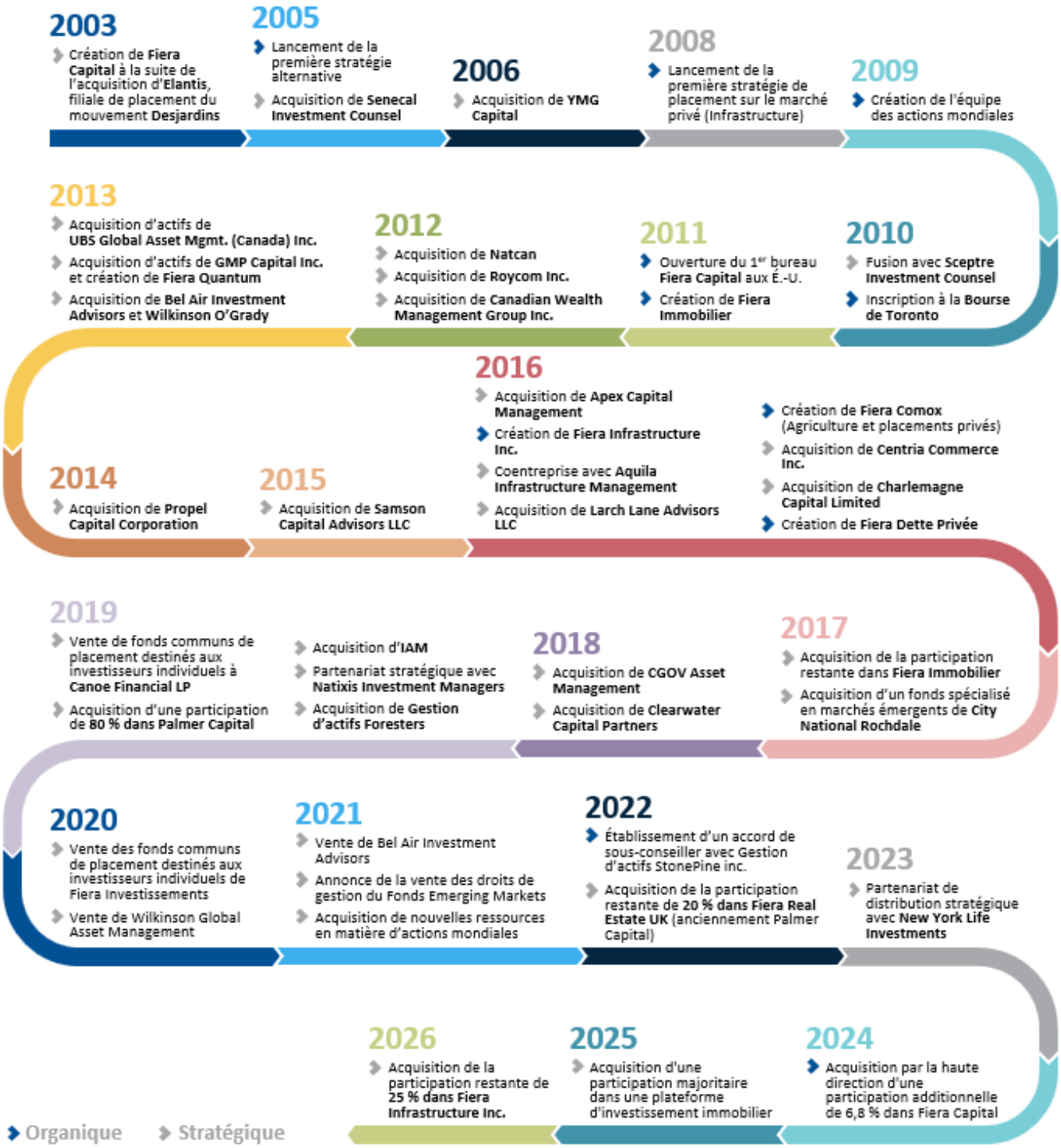
- **Intermédiaires financiers :** Fiera Capital entretient des relations avec des institutions financières et des intermédiaires financiers à l'échelle mondiale, comme des banques et les membres de leur groupe, des compagnies d'assurance et des réseaux de conseillers financiers indépendants. La Société agit à titre de sous-conseillère relativement à la gestion de leurs fonds communs de placement, portefeuilles modèles, fonds en gestion commune et fonds négociés en bourse dans diverses catégories d'actifs. Les relations de sous-conseil permettent aux investisseurs de détail et aux investisseurs fortunés d'accéder aux stratégies de placement complètes de la Société et de bénéficier de son expertise approfondie des secteurs. Fiera Capital met également ses propres fonds et stratégies à la disposition des intermédiaires financiers au moyen d'ententes de courtage et de distribution.

- **Gestion privée :** Fiera Capital offre également des solutions de gestion de patrimoine sur mesure pour les particuliers fortunés et les bureaux de famille, ainsi que pour les fondations familiales, les fonds de dotation et les fiducies et les successions, et ce, tant au Canada qu'aux États-Unis. Ce volet se concentre sur la réalisation de rendements absolus tout en préservant le capital. Pour atteindre ces objectifs, Fiera Capital adopte une approche globale qui combine des stratégies de placement sur les marchés publics et privés, incluant l'analyse des placements existants et de la situation personnelle des clients, l'élaboration de politiques de placements sur mesure, ainsi que la prise de décisions éclairées en matière d'allocation tactique et stratégique des actifs.

Fiera Capital a également conclu des partenariats de sous-conseillers et de distribution pour distribuer certaines stratégies, ce qui lui permet d'étendre sa portée dans les régions et les segments de clientèle ciblés.

Évolution de la Société

Le diagramme suivant présente les principaux développements des activités depuis la création de la Société en 2003.



RESPONSABILITÉ D'ENTREPRISE

Investissement durable

En tant que gestionnaire de placement mondial, Fiera Capital reconnaît qu'il lui incombe d'attribuer efficacement le capital de façon à générer de la valeur durable à long terme pour ses clients tout en contribuant positivement aux collectivités et aux marchés dans lesquels elle exerce ses activités. L'engagement de la Société en matière d'investissement durable est un élément central de son approche visant à favoriser la création d'une richesse durable pour ses clients.

Pour ce faire, Fiera Capital a élaboré une stratégie d'investissement durable fondée sur trois piliers clés grâce auxquels elle intègre les facteurs liés à la durabilité dans ses activités et ses décisions de placement.

Résilience : Nous bénéficions d'une plateforme d'investissement résiliente et innovante, en répondant aux défis grâce à une gouvernance et à des processus efficaces.

Responsabilité : Nous cherchons à exploiter nos activités de manière responsable, et à tenir compte de notre impact sur la planète et les personnes.

Engagement : Nous croyons qu'il est crucial de favoriser la collaboration et l'inclusion pour atteindre les objectifs de durabilité de la Société. La compréhension et l'intégration des points de vue des parties prenantes sont essentielles à son succès.

Grâce à la stratégie de durabilité de Fiera Capital, la Société est prête à gérer les risques et à profiter d'occasions de création de valeur à long terme. La Société est d'avis que les organisations qui comprennent et gèrent adéquatement les facteurs significatifs liés à la durabilité, ainsi que les risques et les occasions connexes, ont tendance à créer des entreprises et des actifs plus résilients et de meilleure qualité, et sont donc mieux positionnées pour produire une valeur économique durable à long terme. Par conséquent, Fiera Capital estime que pour être en mesure de remplir son obligation fiduciaire et d'exercer son mandat, il est essentiel qu'elle intègre les facteurs liés à la durabilité et des critères de saine gouvernance à son analyse et à ses processus décisionnels en matière de placements.

Depuis 2009, Fiera Capital est signataire des Principes pour l'investissement responsable des Nations Unies, dont l'objectif est de favoriser l'acceptation et la mise en œuvre de ces principes au sein de l'industrie des placements. La Société collabore avec les parties prenantes dans l'ensemble de la chaîne de valeur des placements, participe activement à de nombreux réseaux et initiatives d'investissement durable, et adhère aux politiques et aux codes d'éthique établis.

Pour en savoir davantage sur l'approche de la Société en matière d'investissement durable en ce qui a trait à sa plateforme de placement, nous vous invitons à consulter la page « Investissement durable » du site Web de Fiera Capital.

Diversité, équité et inclusion (« DEI »)

La diversité des opinions et des points de vue décuple la capacité de Fiera Capital à trouver des solutions innovantes et donc à garantir la prospérité durable de tous ses clients. Pour Fiera Capital, il est indispensable de créer une culture axée sur le respect, l'inclusion et l'entraide pour pouvoir collaborer, générer des perspectives d'affaires concurrentielles et prendre des décisions plus éclairées. À mesure que la Société poursuit sa croissance, elle aspire à atteindre un degré de diversité qui constitue un reflet fidèle des collectivités et des entreprises du monde auxquelles elle fournit de l'assistance et des services.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur nos initiatives en matière de DEI, veuillez consulter la section « Responsabilité d'entreprise » du site Web de la Société ainsi que la rubrique sur la DEI dans la notice annuelle de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, laquelle est disponible sur le site de SEDAR+, à l'adresse www.sedarplus.ca, et sur le site Web de la Société.

Programme de cybersécurité

Fiera Capital a mis en place un programme complet de cybersécurité à l'échelle mondiale, guidé par une politique mondiale de sécurité de l'information et une gestion rigoureuse des risques, et qui intègre les personnes, les processus, la technologie et l'information. Le programme garantit que ses pratiques de sécurité respectent le cadre de cybersécurité du NIST (CSF), intègrent les CIS Critical Security Controls (les « contrôles CIS ») et s'alignent sur les normes ISO/IEC 27001/2; il est dirigé par le bureau du chef mondial de la sécurité des systèmes d'information et est supervisé par le comité de gouvernance de la sécurité de Fiera Capital, lequel inclut les membres de la haute direction. Le comité d'audit et de gestion des risques joue un rôle crucial dans la gouvernance du programme de cybersécurité, en assurant la surveillance aux fins de la reddition de comptes et de l'alignement stratégique. Il obtient au moins une fois par année, et de façon ponctuelle, un rapport de la haute direction sur le programme de sécurité de l'information de la Société, y compris sur les questions de cybersécurité.

Les risques liés à la cybersécurité sont pris en compte dans le cadre de gestion des risques d'entreprise, et Fiera Capital assure une surveillance et une gestion efficaces des risques liés à la cybersécurité au moyen de contrôles d'atténuation proactifs et d'une couverture d'assurance appropriée. Un cadre exhaustif de gestion des risques liés aux tiers est en place pour assurer des mesures de cybersécurité adéquates au sein de la chaîne d'approvisionnement et de l'écosystème de fournisseurs.

Afin de renforcer la sécurité et la protection de ses données, la Société a recours à une stratégie de défense en profondeur axée sur la détection, la protection et la réponse efficaces aux menaces, grâce à des moyens technologiques avancés tels que les systèmes de détection des intrusions, les protocoles de chiffrement et une protection robuste des points terminaux. L'approche proactive de Fiera Capital s'étend à la reprise après sinistre, à la planification de la continuité des activités, aux tests de pénétration annuels, aux évaluations mensuelles de la vulnérabilité et à un plan d'intervention officiel en cas d'incident couvrant toutes les étapes de la gestion des incidents. Fiera Capital passe en revue et améliore constamment son environnement afin d'optimiser la sécurité tout en favorisant la gestion des opérations.

En parallèle, Fiera Capital favorise l'adoption d'une culture de la cybersécurité au moyen d'une formation complète et de campagnes de sensibilisation. Les nouveaux employés sont tenus de suivre des programmes de sensibilisation à la sécurité, et tous les employés reçoivent une formation annuelle en matière de sécurité accompagnée d'une attestation de connaissance des politiques connexes. Des simulations d'hameçonnage fréquentes, y compris des campagnes ciblées et des formations d'appoint pour les employés fautifs et ceux exerçant des rôles à risque élevé, aident à la sensibilisation et à la préparation en matière de cybersécurité.

REVUE DES MARCHÉS, DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET DE LA STRATÉGIE DE PLACEMENT

Perspective macroéconomique – Contexte mondial

Le choc dans le secteur de l'énergie a refait surface au troisième trimestre, les espoirs d'une percée dans le conflit entre les États-Unis et l'Iran s'étant estompés et la reprise des hostilités ayant attisé les craintes de perturbations accrues de l'approvisionnement. Alors que la guerre entame son huitième mois et que les deux camps se préparent à un conflit prolongé, le risque d'un ralentissement de la croissance et d'une hausse de l'inflation s'est accru.

Les coûts de l'énergie, les investissements en IA et la politique commerciale accentuent les pressions inflationnistes. Les effets de la hausse des coûts de l'énergie ne se sont pas encore pleinement fait sentir, et les prix records du diesel pourraient entraîner des hausses de prix généralisées. Le déploiement des infrastructures d'IA exerce des pressions sur les capacités et fait grimper les coûts. Les risques commerciaux persistent : les États-Unis ont imposé de nouveaux tarifs douaniers au Canada et menacent d'en imposer d'autres, les négociations sur l'Accord Canada–États-Unis–Mexique (« ACEUM ») progressent lentement et les tensions entre les États-Unis et la Chine se poursuivent malgré la prolongation de la trêve jusqu'en janvier.

L'économie américaine est demeurée étonnamment résiliente malgré les tensions géopolitiques, les pressions persistantes sur les prix et la hausse des coûts d'emprunt. Toutefois, l'érosion du pouvoir d'achat des ménages menace la consommation et le cycle d'investissement en IA dépend de plus en plus du financement par emprunt. La croissance étant supérieure à la tendance et l'inflation se situant à un niveau nettement plus élevé que la cible de 2 % de la Réserve fédérale, la politique monétaire ne semble pas suffisamment restrictive pour faire baisser durablement l'inflation. En septembre, la Réserve fédérale a relevé ses taux pour établir la fourchette cible entre 3,75 % et 4,00 %. Son président, Kevin Warsh, a décrit cette décision comme le retrait « d'une dose de mesures accommodantes », tandis qu'un nombre croissant de responsables signalaient que d'autres hausses pourraient être nécessaires.

Après un solide premier semestre, l'économie canadienne pourrait ralentir, car les nouveaux tarifs douaniers américains et l'incertitude persistante entourant l'ACEUM pèsent sur les exportations et la confiance des entreprises. Dans un contexte de capacités excédentaires de l'économie et de faible inflation de base, la Banque du Canada a maintenu son taux à 2,25 % en septembre, tout en conservant une certaine souplesse dans un sens comme dans l'autre. L'Europe, le Royaume-Uni et le Japon subissent des pressions plus fortes en tant qu'importateurs nets d'énergie, la hausse des coûts venant éroder le pouvoir d'achat, alors même que la croissance accélérée des prix renforce les arguments en faveur d'un relèvement des taux. La Banque centrale européenne a procédé à sa deuxième hausse de taux du cycle en cours, portant le taux des dépôts à 2,50 %, tandis que la Banque d'Angleterre a maintenu son taux à 3,75 %, tout en conservant une orientation restrictive au cas où les effets de second tour de l'inflation apparaîtraient. Dans l'économie chinoise à deux vitesses, la demande extérieure de produits électroniques liés à l'IA a accéléré la production industrielle, tandis que les dépenses de consommation et les investissements ont stagné. Le risque de ne pas atteindre la cible de croissance de 4,5 % à 5,0 % a entraîné l'adoption de nouvelles mesures de relance, mais leur portée modeste laisse présager une stabilisation plutôt qu'une réaccélération.

Ces facteurs ont eu des répercussions directes sur les marchés publics. Les titres à revenu fixe ont enregistré des rendements négatifs au cours du trimestre : l'indice Bloomberg US Aggregate Bond a cédé 3,5 %, les préoccupations inflationnistes liées au pétrole ayant amené les investisseurs à anticiper un resserrement accru des banques centrales. Le rendement des obligations du Trésor américain à 10 ans a augmenté de 82 points de base pour atteindre 5,28 %, son plus haut niveau depuis 2007. Nous prévoyons que l'inflation demeurera élevée et que les banques centrales conserveront une orientation restrictive, un retour à 2 % au cours des 12 à 18 prochains mois paraissant peu probable. À moins d'une récession ou d'un essor économique désinflationniste, les risques continuent de favoriser une hausse des rendements obligataires et une baisse des prix.

Les actions mondiales ont perdu de leur élan au troisième trimestre, les prix élevés du pétrole, l'inflation tenace et la hausse des rendements obligataires ayant pesé sur les valorisations des marchés financiers et la confiance des investisseurs, bien que la forte croissance des bénéfices ait maintenu les marchés près de leurs sommets historiques. En monnaie locale, l'indice MSCI Monde tous pays a progressé de 1,7 %. L'indice S&P 500 a gagné 2,3 %, porté par une remontée de 11,1 % du groupe des « Sept Magnifiques », mais la hausse a été extrêmement concentrée : l'indice S&P 500 équipondéré a reculé de près de 2 %, et le titre médian de l'indice S&P 500 se situait à plus de 15 % sous son sommet des 52 dernières semaines. L'indice S&P/TSX a progressé de 1,6 %, grâce au rendement positif des secteurs de l'énergie et des matières, alors que l'indice MSCI EAFE a progressé de 0,9 % et les actions des marchés émergents ont reculé de 0,4 %, la remontée des titres de semi-conducteurs enregistrée au deuxième trimestre s'étant inversée. Le maintien de taux élevés pendant une période prolongée et le ralentissement modeste de la croissance constituent un double frein tant pour les évaluations que pour les prévisions de bénéfices. Comme une grande partie des bonnes nouvelles est déjà intégrée dans les cours, les actions demeurent vulnérables à une prolongation du conflit au Moyen-Orient, à une intensification de la guerre commerciale ou à l'éclatement de la bulle liée à l'IA.

Les marchés des devises et des marchandises ont reflété ces facteurs contradictoires. Le dollar américain s'est apprécié, la résilience de la croissance, l'inflation tenace et le ton restrictif de la Réserve fédérale ayant accentué l'avantage des rendements des obligations du Trésor par rapport aux autres marchés. Le dollar canadien a légèrement reculé, les écarts de taux ayant évolué en faveur du dollar américain et les tensions commerciales ayant persisté. L'euro et la livre sterling se sont également dépréciés, tandis que le yen s'est apprécié. Le prix du pétrole est monté en flèche sous l'effet de la nouvelle escalade des hostilités et du retour d'une prime de risque sur les marchés de l'énergie. Bien qu'une reprise de la circulation dans le détroit d'Ormuz limiterait le potentiel de hausse, la fragilité du contexte géopolitique et la demande de reconstitution des stocks devraient maintenir les prix au-dessus de leurs niveaux d'avant le conflit. L'or s'est stabilisé après avoir enregistré son plus important recul trimestriel en plus de dix ans, soutenu par les achats des banques centrales, même si l'augmentation des rendements des obligations du Trésor et l'appréciation du dollar américain ont réduit son attrait. Le cuivre a augmenté en raison du resserrement de l'offre, des perturbations liées à l'éventuelle imposition de tarifs douaniers américains à l'importation et de la demande liée à l'IA.

La nouvelle escalade du conflit au Moyen-Orient a augmenté le risque lié à l'inflation persistante, à la diminution de la croissance et aux taux d'intérêt élevés. Les banques centrales pourraient tolérer une inflation supérieure à la cible tant que les attentes en matière d'inflation demeurent bien ancrées. Si les attentes devaient se désancrer, le resserrement de la politique monétaire augmenterait le risque de stagflation ou de récession. Les obligations d'État pouvant s'avérer moins fiables comme valeurs refuges, le crédit privé, les actifs réels et les placements privés peuvent complémenter les placements sur les marchés publics grâce à leurs profils de rendement relativement stables, à leur volatilité moins élevée et à leur faible corrélation avec les marchés publics.

Performance des stratégies de placement – Marchés publics

Stratégies fondées sur les actions

Actions de sociétés à grande capitalisation

Les stratégies fondées sur les actions de sociétés à grande capitalisation ont enregistré des rendements absolus contrastés au cours du trimestre, les actions ayant légèrement progressé dans un marché volatil où la hausse était concentrée. La plupart des stratégies ont affiché un rendement inférieur à celui de leurs indices de référence, les gains s'étant concentrés de plus en plus dans les secteurs liés aux marchandises et une poignée de titres technologiques à très grande capitalisation, tandis que les titres de semi-conducteurs ont subi des ventes massives à la fin de juillet. Malgré ce contexte, Apex U.S. Equity Growth et Atlas Global Companies ont ajouté de la valeur.

- Les **stratégies Actions canadiennes à grande capitalisation** ont affiché des résultats divergents par rapport à l'indice S&P/TSX au troisième trimestre. La stratégie phare a affiché un rendement inférieur à celui de l'indice de référence, sa sous-pondération dans le secteur des matières ayant le plus nui au rendement alors que les sociétés aurifères et argentifères ont tiré l'indice à la hausse, facteur ayant plus que contrebalancé la sélection favorable dans le secteur de l'énergie. Le rendement de la stratégie « Core » a été globalement semblable à celui de l'indice, la sélection judicieuse des titres dans le secteur de l'énergie ayant été contrebalancée par la sélection des titres dans les secteurs des services financiers et des technologies de l'information. Les deux ont continué d'ajouter de la valeur pour les clients depuis leur création.
- La **stratégie Actions américaines « Core » Apex** a enregistré un rendement inférieur à celui de l'indice S&P 500, car la sélection des titres a pesé sur les résultats relatifs, surtout dans les secteurs des soins de santé et des biens de consommation discrétionnaire, ainsi qu'en raison du positionnement en titres liés aux semi-conducteurs dans le secteur des technologies de l'information. Une sous-pondération dans le secteur des services publics et la sélection des titres dans le secteur des services financiers ont partiellement compensé ces effets.
- La **stratégie Actions de croissance américaines Apex** a surclassé l'indice S&P 500, soutenue par une sélection judicieuse de titres dans le secteur des technologies de l'information, surtout par les placements dans les logiciels et les infrastructures infonuagiques, ainsi que par sa surpondération dans ce secteur et sa sous-pondération dans le secteur des produits industriels. La stratégie continue de générer une valeur ajoutée annualisée de plus de 200 points de base depuis sa création en 1990.
- La **stratégie Internationale « ADR » Apex** a affiché un rendement légèrement inférieur à celui de l'indice MSCI EAFE, sa surpondération dans le secteur des technologies de l'information et la sélection de titres dans les secteurs des soins de santé et des services financiers ayant pesé sur les résultats. Ces facteurs ont été largement compensés par une sélection judicieuse de titres dans les secteurs des biens de consommation discrétionnaire et des technologies de l'information.
- La **stratégie Atlas de sociétés mondiales** a enregistré un rendement supérieur à l'indice MSCI Monde grâce à une sélection judicieuse de titres dans les secteurs des produits industriels, des soins de santé et des services financiers et continue de surclasser son indice de référence depuis sa création.
- Les stratégies sous-conseillées par **PineStone** ont enregistré des rendements inférieurs à ceux de leurs indices de référence au cours du trimestre, les secteurs des biens de consommation discrétionnaire et des technologies de l'information ayant pesé sur les trois stratégies. La stratégie Actions américaines a été freinée par la sélection de titres dans le secteur des technologies de l'information, un titre de fabricant d'équipement de semi-conducteurs détenu en portefeuille ayant nui au rendement, tandis que des titres à très grande capitalisation absents du portefeuille ont progressé, facteurs partiellement compensés par une sélection judicieuse de titres dans le secteur des services financiers. La stratégie Actions internationales a été pénalisée par ses positions dans les secteurs des services financiers et des biens de consommation discrétionnaire, bien qu'une sélection judicieuse de titres dans le secteur des technologies de l'information ait apporté une compensation appréciable. La stratégie Actions mondiales a quant à elle subi l'incidence de la sélection de titres dans les secteurs des technologies de l'information et des biens de consommation discrétionnaire. Les trois stratégies continuent d'afficher un rendement supérieur à celui de leur indice de référence respectif depuis la création.

Stratégies de petite capitalisation et de moyenne capitalisation, marchés émergents et marchés frontaliers

Les résultats absolus et relatifs ont été contrastés dans ce segment au cours d'un trimestre volatil pour les investisseurs.

- La **stratégie Apex U.S. SMid Cap Growth** a surclassé l'indice Russell 2500 Growth au cours du trimestre, ayant reculé sensiblement moins que son indice de référence dans un contexte de ventes massives de titres de sociétés à petite capitalisation. Ce résultat est surtout attribuable à la sélection de titres dans le secteur des technologies de l'information, où les placements dans les logiciels ont mené le bal, facteur complémenté par la sélection de titres dans les secteurs des produits industriels et des services financiers. Cette sélection a procuré une protection appréciable contre les baisses dans un contexte difficile pour les petites sociétés. La stratégie continue de générer une valeur ajoutée annualisée de plus de 300 points de base depuis sa création en 2000.
- La **stratégie Marchés émergents** a affiché un rendement inférieur à celui de l'indice MSCI Marchés émergents, la sélection de titres à Taïwan et en Chine ayant pesé sur les résultats, ce qui a été partiellement compensé par une sélection judicieuse de titres en Corée. La stratégie continue de générer une forte valeur ajoutée depuis sa création.
- La **stratégie Marchés émergents sélects** a également été à la traîne au troisième trimestre en raison de la sélection de titres aux Émirats arabes unis et en Arabie saoudite, tandis que sa surpondération en titres de la Grèce, où les placements dans les banques ont enregistré un bon rendement, est demeurée un important facteur favorable. La stratégie demeure nettement en avance sur son indice de référence depuis sa création.
- La **stratégie Marchés frontières** a surclassé son indice de référence grâce à la répartition géographique, surtout aux expositions hors indice aux titres de la Grèce et de la Pologne, ainsi qu'à une sous-pondération en titres de la Roumanie. La stratégie continue d'ajouter une valeur annualisée appréciable depuis sa création en 2010.
- La **stratégie Opportunités des marchés émergents et frontières** a généré des rendements absolus positifs, appuyée par des positions acheteur nettes en Grèce et en Inde, et a affiché de solides rendements absolus depuis sa création en 2013.

Stratégies de revenu fixe

Les stratégies canadiennes de titres à revenu fixe ont affiché des rendements proches de ceux de leurs indices de référence au cours d'un trimestre marqué par une hausse des rendements.

- La stratégie Gestion active « Core » a affiché un rendement inférieur à celui de son indice de référence, la durée, le positionnement sur la courbe et la sélection de titres ayant plus que contrebalancé les gains attribuables aux écarts. La stratégie Gestion stratégique « Core » a pour sa part légèrement surclassé son indice de référence grâce aux écarts.
- La stratégie Gestion intégrée « Core » a affiché un rendement légèrement inférieur à celui de son indice de référence, le positionnement en matière de durée et la sélection de titres ayant plus que contrebalancé l'apport des écarts. La stratégie Universel de sociétés a affiché un rendement conforme à celui de son indice de référence, les écarts ayant compensé le positionnement en matière de durée et la sélection de titres.
- La stratégie Obligations d'infrastructure a surclassé son indice de référence, le positionnement en matière de durée, le positionnement sur la courbe et les écarts ayant plus que compensé la sélection moins favorable des titres. L'absence d'obligations provinciales à long terme figurait parmi les principaux facteurs favorables.
- La stratégie Gestion valeur relative a affiché un rendement inférieur à celui de son indice de référence au cours du trimestre, le positionnement en matière de durée et une sous-pondération des obligations fédérales ayant pesé sur les résultats, mais elle demeure en avance depuis le début de 2026.

- La stratégie Tax Efficient Core Intermediate a enregistré un rendement inférieur à celui de son indice de référence, principalement en raison d'une incidence sur les prix, les obligations de l'indice de référence qui se négocient moins fréquemment s'étant ajustées plus lentement pendant des ventes massives survenues rapidement. La stratégie Tax Efficient Core Plus a accusé un retard plus marqué, sa durée plus longue et sa surpondération des obligations à plus long terme ayant également pesé sur les résultats.
- La stratégie U.S. High Grade Core Intermediate a surclassé son indice de référence, principalement grâce à une durée plus courte avant la forte hausse des rendements survenue en septembre et à une surpondération des obligations du Trésor américain, les secteurs à écarts de taux ayant été à la traîne.
- La stratégie de revenu multisectoriel mondial a affiché un rendement inférieur à celui de l'indice Bloomberg Global Aggregate Bond (couvert en dollars canadiens), son exposition aux obligations américaines à long terme ayant nui au rendement lorsque les banques centrales ont adopté une orientation restrictive et l'élargissement des écarts ayant pesé sur les titres de crédit des marchés émergents. Elle demeure toutefois en avance sur son indice de référence depuis le début de l'année.

Dans l'ensemble des stratégies fondées sur les titres à revenu fixe étrangers et canadiens, presque toutes les stratégies demeurent en avance sur leurs indices de référence depuis leur création et toutes les stratégies canadiennes sont en avance depuis le début de l'année.

Stratégies d'investissement équilibré

Les stratégies d'investissement équilibré ont légèrement reculé au troisième trimestre. Sur le plan relatif, le rendement des stratégies sous-jacentes s'est révélé plus décevant, mais le positionnement découlant de la répartition tactique de l'actif a contribué positivement au rendement. Au-delà du trimestre, toutes les stratégies continuent d'afficher des rendements nettement positifs depuis le début de l'année et sur un an. Depuis leur création, toutes les stratégies ont généré de solides rendements annualisés et quatre des six stratégies ont surclassé leurs indices de référence.

Performance des stratégies de placement – Marchés privés

Crédit privé

Le Fonds Fiera Comox Private Credit a dégagé un rendement brut stable au troisième trimestre de 2026, ayant généré des rendements attrayants grâce au solide revenu courant provenant du portefeuille de prêts principalement à taux variable. Le revenu de placement total a continué de tirer parti des taux de base élevés, des écarts attrayants et des pratiques de souscription rigoureuses. Le Fonds a continué de privilégier les prêts garantis de premier rang et d'investir dans des secteurs résilients, notamment les soins de santé, les services financiers et les produits industriels. Le Fonds dispose déjà d'un solide bassin d'occasions de placement de grande qualité, qui lui permettra de déployer des capitaux importants au quatrième trimestre.

Dette privée

Fiera Dette Privée a resserré ses normes de souscription en adoptant des niveaux d'endettement plus prudents pour les emprunteurs et en soumettant les revenus exposés aux tarifs douaniers à des tests. L'équipe maintient des contacts étroits avec les emprunteurs afin d'évaluer les pressions qui s'exercent sur leurs activités, en portant une attention particulière aux entreprises des secteurs de l'automobile, des produits industriels et des métaux, ainsi qu'aux entreprises qui dépendent des exportations. L'effort de surveillance porte également sur les emprunteurs fortement exposés aux coûts de l'énergie et des matières premières.

Le bassin de transactions possibles a diminué, car les entreprises ont reporté leurs décisions d'investissement à la suite de la rupture des négociations commerciales entre le Canada et les États-Unis. Fiera Dette Privée a connu un ralentissement semblable l'an dernier, qui s'est traduit par des reports de transactions, sans toutefois entraîner d'annulations. Forte de cette expérience, Fiera Dette Privée s'attend à une reprise de l'activité à court terme.

Dette immobilière

Au Canada, aux États-Unis, en Europe, en Australie et en Nouvelle-Zélande, les stratégies axées sur la dette immobilière de Fiera ont continué d'afficher une performance stable, soutenues par une souscription rigoureuse, des structures de prêt prudentes et des garanties sous-jacentes de qualité. Malgré l'évolution du contexte des taux d'intérêt, le repli persistant des banques et les importants besoins de refinancement ont continué de créer des occasions de prêt intéressantes sur les principaux marchés.

- **États-Unis :** La récente hausse des taux d'intérêt a entraîné une détérioration des caractéristiques économiques liées à l'endettement pour les propriétaires immobiliers et, par conséquent, une diminution des activités d'acquisition. Les résultats des FPI spécialisées dans les prêts hypothécaires commerciaux et des fonds de dette qui accordent des prêts de plus grande taille ont fait ressortir que, aux États-Unis, les remboursements de prêts ont dépassé les nouveaux prêts consentis dans un contexte de taux d'intérêt élevés. Sur le marché intermédiaire, les propriétaires immobiliers de longue date qui ne dépendent pas d'hypothèses volatiles quant aux taux de capitalisation demeurent actifs. Par ailleurs, le volume considérable de prêts arrivant à échéance incitera les emprunteurs à privilégier les crédits-relais plutôt que le financement à long terme à taux fixe afin de composer avec les taux d'intérêt élevés.
- **Canada :** Au Canada, le rendement du portefeuille est demeuré stable, grâce à une souscription rigoureuse, à un effet de levier modéré et à une demande soutenue des emprunteurs pour les solutions de crédit privé. Même si la hausse des coûts de construction et le ralentissement des préventes des immeubles en copropriété ont incité les promoteurs à être plus sélectifs lors du lancement de nouveaux projets, les projets d'aménagement d'immeubles construits expressément à des fins locatives et financés au moyen de prêts assurés par la SCHL sont demeurés la catégorie d'actifs d'aménagement privilégiée. Toutefois, la récente hausse des taux d'intérêt à long terme a eu une incidence défavorable sur les conditions de financement de ces projets.
- **Royaume-Uni et Europe :** Au Royaume-Uni et en Europe, les marchés du financement sont demeurés liquides au troisième trimestre, même si les pressions inflationnistes ont entraîné une hausse des taux des swaps à moyen terme et amené les économistes à prévoir des hausses des taux de base. Malgré l'accroissement de la liquidité sur les marchés de la dette, le volume considérable de prêts à refinancer et la sélectivité persistante des prêteurs continuent de créer des occasions intéressantes pour les prêteurs immobiliers de premier rang. Les banques demeurent axées sur les transactions à moindre risque, ce qui entraîne un important déficit de financement pour les actifs en transition, les stratégies de création de valeur et les projets d'aménagement. Cette situation permet aux prêteurs privés d'obtenir une tarification avantageuse et une protection solide au moyen de clauses restrictives, pour des prêts assortis d'un effet de levier prudent. Nous continuons de repérer des occasions de prêt intéressantes en Espagne et explorons activement les possibilités en Allemagne, où le désengagement des banques à l'égard de certaines activités de prêt et les besoins de refinancement stimulent la demande pour d'autres sources de capitaux. Le contexte actuel demeure propice aux stratégies de prêt rigoureuses axées sur la protection contre les baisses et la génération de revenus.
- **Australie et Nouvelle-Zélande :** La stratégie a maintenu ses distributions mensuelles et continué d'enregistrer des remboursements de prêts par les emprunteurs, malgré les hausses de taux de la Reserve Bank of Australia (RBA) et de la Reserve Bank of New Zealand (RBNZ) effectuées en septembre. Un solide bassin d'occasions de prêts hypothécaires de premier rang a continué de soutenir la stabilité des rendements.

Obligations d'infrastructure
La stratégie axée sur la dette d'infrastructure a continué d'afficher un bon rendement au cours de la période, tout en maintenant des rendements ajustés en fonction du risque attrayants. Ce rendement a été soutenu par des flux de trésorerie contractuels à long terme, un effet de levier prudent et des structures de financement garanties de premier rang, dont l'octroi repose sur une analyse approfondie du crédit et des facteurs de durabilité.

Dans l'ensemble, le portefeuille offre un rendement conforme aux attentes. Le niveau élevé des taux de base a continué de soutenir une génération de revenu solide, et la faible corrélation de la stratégie avec les catégories traditionnelles d'actifs a amélioré la diversification dans un contexte de volatilité sur les marchés boursiers et obligataires. La stratégie continue de tirer parti d'un portefeuille diversifié qui génère des flux de trésorerie stables et offre une solide protection contre les baisses.

Actifs réels

Immobilier
Au troisième trimestre de 2026, la reprise du marché immobilier commercial canadien s'est manifestée de plus en plus clairement dans les données sous-jacentes. Bien que les tarifs douaniers ciblés imposés par les États-Unis et l'incertitude commerciale généralisée continuent de faire obstacle à court terme, le regain de dynamisme du secteur manufacturier, la vigueur accrue des investissements nationaux et la poursuite du rapatriement des chaînes d'approvisionnement essentielles créent des conditions plus favorables à la demande immobilière. Les conditions de liquidité et de financement s'améliorent également, les volumes de transactions se normalisent et les valorisations commencent à se redresser à la suite de l'importante correction des valeurs des dernières années. Les facteurs fondamentaux du marché industriel continuent de se stabiliser, tandis que le taux de disponibilité atteint un sommet et que l'offre de nouveaux locaux ralentit. Parallèlement, le secteur des immeubles à logements multiples continue de tirer parti de l'insuffisance structurelle de l'offre de logements, tandis que le secteur du commerce de détail profite toujours d'une demande résiliente pour les biens essentiels. Les marchés des immeubles de bureaux connaissent également un resserrement graduel, bien que la reprise demeure concentrée dans les actifs de grande qualité. Dans un contexte où les coûts de remplacement dépassent largement la valeur des actifs existants dans plusieurs secteurs et où les nouveaux projets d'aménagement se heurtent à des contraintes croissantes, les stratégies axées sur l'immobilier au Canada et au Royaume-Uni demeurent bien positionnées pour tirer avantage de la prochaine phase du cycle, grâce à l'accent mis sur les immeubles industriels, logistiques et résidentiels et les actifs de grande qualité.

Infrastructure
La stratégie axée sur l'infrastructure a enregistré un rendement positif au cours du troisième trimestre de 2026, soutenue par la stabilité de la performance dans l'ensemble du portefeuille. Bien que le rendement ait varié d'un actif à l'autre, le portefeuille a continué de bénéficier de sa diversification, de revenus contractuels à long terme, de mécanismes liés à l'inflation et de structures de financement rigoureuses.

L'équipe est demeurée orientée sur l'expansion des plateformes existantes, qui lui permettent de déployer des capitaux supplémentaires dans des actifs et des secteurs qu'elle connaît bien, souvent dans un contexte moins concurrentiel que celui des processus d'acquisition traditionnels. Les considérations en matière de durabilité ont continué d'orienter les décisions de placement et la gestion des actifs, dans une optique de création de valeur à long terme.

Agriculture

La stratégie axée sur l'agriculture mondiale a généré des rendements modérés au troisième trimestre. Les conditions de croissance favorables des cultures dans certaines régions de l'Australie, conjuguées à l'augmentation des prix de plusieurs d'entre elles, ont contribué au rendement, tandis que la baisse des coûts des engrais a partiellement contrebalancé l'augmentation des coûts de l'énergie. Le portefeuille dans son ensemble a généré des résultats contrastés, puisque la forte production et les prix avantageux obtenus par plusieurs actifs ont été contrebalancés en partie par les conditions météorologiques défavorables et la sécheresse dans certaines régions. La stratégie a aussi effectué plusieurs acquisitions complémentaires, étendant sa présence agricole en Australie et en Californie. Soutenue par la demande non discrétionnaire et les besoins à long terme en matière de sécurité alimentaire, la diversification par culture et par région a contribué à atténuer la volatilité propre à certains actifs.

Terres forestières durables

La stratégie de Terres forestières durables a affiché d'assez bons résultats au troisième trimestre malgré une conjoncture économique mondiale morose. West Coast Forests a continué de réduire sa production dans un contexte de hausse des coûts du carburant, et la stabilité de la demande combinée à la diversification de ses marchés de vente asiatiques ont soutenu ses marges. Agness Timberlands a reporté sa récolte de 2026 en raison de la faiblesse du marché immobilier résidentiel américain. La gestion active des récoltes et l'accès à divers marchés finaux continuent de soutenir la résilience globale du portefeuille. Par ailleurs, les arbres dont la récolte a été reportée poursuivent leur croissance, ce qui permettra aux actifs de tirer parti de l'amélioration des conditions du marché, le moment venu.

Placements privés

La stratégie de placements privés a enregistré un rendement relativement nul au cours du troisième trimestre de 2026. La solidité des résultats d'exploitation et la résilience des flux de trésorerie disponibles ont permis à plusieurs sociétés du portefeuille d'enregistrer un rendement positif. Ce rendement a toutefois été contrebalancé par la diminution de la rentabilité d'une des sociétés du portefeuille dans un contexte de ralentissement de la demande sur le marché des services de placement de personnel en TI. La stratégie se trouve en très bonne posture pour profiter de la normalisation de l'activité de sortie sur le marché des placements privés, puisque plusieurs sociétés du portefeuille arriveront naturellement au point de sortie à court ou à moyen terme.

Tableau 1 – Taux de rendement au 30 septembre 2026 pour les Marchés publics

Stratégies de placement – Marchés publics	Indice de référence	Date de création	Devise	T3 2026			Cumul annuel			1 an			3 ans			5 ans ou depuis la création* (si cette date se situe à l'intérieur des 5 dernières années)		
				Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile	Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile	Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile	Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile	Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile
Répartition d'actifs – Gestion tactique																		
Répartition d'actifs – Gestion tactique	Indice de référence mixte[1)]	Janv. 2006	CAD	0,97	0,72	s.o.	9,08	(0,03)	s.o.	11,30	0,10	s.o.	12,54	(1,16)	s.o.	8,26	(0,03)	s.o.
Stratégies d'investissement équilibré																		
Équilibré diversifié	Indice de référence mixte[2)]	Janv. 2004	CAD	(0,23)	0,39	2	4,80	(1,61)	4	5,41	(2,53)	4	8,86	(4,39)	4	5,69	(3,32)	4
Équilibré éthique	Indice de référence mixte[3)]	Avr. 1993	CAD	(0,15)	(0,31)	2	4,54	(3,25)	4	5,14	(4,87)	4	9,83	(4,90)	4	7,19	(2,32)	3
Croissance équilibrée	Indice de référence mixte[4)]	Févr. 1997	CAD	(0,92)	(1,41)	3	1,50	(7,71)	4	1,56	(9,78)	4	6,95	(9,36)	4	3,12	(7,16)	4
Équilibré marchés publics	Indice de référence mixte[5)]	Janv. 1988	CAD	(1,64)	(1,56)	4	5,10	(3,35)	3	5,37	(5,01)	4	11,01	(4,99)	4	7,08	(2,01)	3
Équilibré intégré	Indice de référence mixte[6)]	Avr. 2013	CAD	(1,55)	(1,57)	4	5,27	(3,52)	3	5,54	(5,33)	4	11,09	(5,32)	4	7,05	(2,09)	3
Actions diversifiées	Indice de référence mixte[7)]	Oct. 2024	CAD	(0,42)	(1,10)	s.o.	8,49	(6,52)	s.o.	9,04	(9,67)	s.o.	—	—	s.o.	12,37	(7,88)	s.o.
Actions de sociétés à grande capitalisation																		
Actions canadiennes	S&P/TSX	Janv. 2013	CAD	(2,62)	(4,24)	4	5,04	(7,93)	4	7,71	(12,31)	4	15,70	(9,37)	4	11,69	(3,49)	4
Actions canadiennes « Core »	S&P/TSX	Janv. 1992	CAD	1,45	(0,16)	2	13,94	0,98	1	17,02	(3,00)	2	18,37	(6,70)	4	13,14	(2,05)	3
Actions américaines « Core »	S&P 500	Déc. 2015	USD	1,14	(1,17)	3	4,67	(8,08)	4	4,30	(11,44)	4	16,26	(6,63)	4	10,57	(3,22)	3
Actions américaines de croissance	S&P 500	Janv. 1990	USD	4,42	2,12	1	10,38	(2,36)	2	9,92	(5,82)	2	22,82	(0,07)	3	15,11	1,32	1
Actions américaines	S&P 500	Avr. 2009	CAD	(1,70)	(4,07)	4	4,58	(12,20)	4	2,25	(15,85)	4	12,22	(12,69)	4	10,16	(6,26)	4
Actions internationales « ADR »	MSCI EAFE[8)]	Sept. 2011	USD	0,35	(0,46)	3	8,54	(1,79)	3	9,95	(5,74)	4	16,82	(1,58)	3	9,24	(0,08)	3
Actions internationales	MSCI EAFE	Janv. 2010	CAD	(3,36)	(4,25)	4	6,67	(7,61)	4	9,07	(8,98)	4	13,13	(7,21)	4	7,50	(4,34)	4
Atlas sociétés mondiales	MSCI Monde	Avr. 2017	CAD	2,88	0,93	1	4,35	(11,40)	3	2,37	(15,22)	3	10,45	(12,95)	4	4,40	(10,07)	4
Actions mondiales	MSCI Monde	Oct. 2009	CAD	(2,09)	(4,04)	4	9,05	(6,70)	4	10,35	(7,23)	3	16,56	(6,83)	4	10,85	(3,62)	3
Petite capitalisation, moyenne capitalisation, marchés émergents et marchés frontières																		
Actions américaines à petite et moyenne capitalisation	Russell 2500 Growth	Avr. 2000	USD	(6,28)	4,07	2	0,48	(6,80)	4	4,08	(3,55)	3	9,22	(5,70)	4	3,83	0,38	3
Marchés émergents	MSCI Marchés émergents	Juill. 2010	USD	(3,64)	(3,26)	4	27,67	4,13	2	36,02	6,80	1	31,40	7,31	1	13,94	5,00	1
Marchés émergents sélects	MSCI Marchés émergents, sauf certains marchés[9)]	Janv. 2021	USD	0,12	(1,01)	1	6,54	0,34	4	8,88	(1,07)	4	15,77	3,73	4	12,24	5,14	1
Marchés frontières	MSCI Marchés frontaliers	Mars 2010	USD	1,54	1,85	2	4,97	(4,86)	3	6,62	(10,42)	3	16,59	(5,83)	3	11,70	3,81	2

Revue des marchés, de la conjoncture économique et de la stratégie de placement

Stratégies de placement – Marchés publics	Indice de référence	Date de création	Devise	T3 2026			Cumul annuel			1 an			3 ans			5 ans ou depuis la création* (si cette date se situe à l'intérieur des 5 dernières années)		
				Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile	Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile	Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile	Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile	Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile
Placements alternatifs liquides																		
Opportunités des marchés émergents et frontières	Sans indice de référence	Sept. 2013	USD	0,97	s.o.	s.o.	7,77	s.o.	s.o.	11,77	s.o.	s.o.	17,07	s.o.	s.o.	12,11	s.o.	s.o.
Titres à revenu fixe canadiens																		
Gestion active « Core »	Indice des obligations universelles FTSE Canada	Janv. 2018	CAD	(3,08)	(0,12)	4	(0,54)	0,25	2	(0,71)	0,39	2	5,68	0,93	1	0,71	0,42	3
Gestion stratégique « Core »	Indice des obligations universelles FTSE Canada	Janv. 2018	CAD	(2,93)	0,03	3	(0,49)	0,29	2	(0,77)	0,34	3	5,90	1,15	1	0,83	0,53	2
Gestion intégrée « Core »	Indice des obligations universelles FTSE Canada	Janv. 1993	CAD	(3,03)	(0,07)	4	(0,70)	0,08	4	(0,97)	0,13	4	5,32	0,57	2	0,84	0,55	2
Gestion valeur relative	Indice des obligations gouvernementales FTSE Canada	Déc. 2017	CAD	(3,51)	(0,27)	s.o.	(0,95)	0,11	s.o.	(1,03)	0,56	s.o.	4,44	0,23	s.o.	(0,07)	0,21	s.o.
Universel de sociétés	Indice des obligations de sociétés FTSE Canada	Mars 2012	CAD	(2,14)	—	3	0,19	0,14	3	0,64	0,25	2	6,88	0,51	2	2,45	0,45	2
Dette d'infrastructure	Indice de référence mixte[10)]	Févr. 2015	CAD	(4,25)	0,30	s.o.	(1,39)	0,26	s.o.	(1,44)	0,77	s.o.	6,54	1,72	s.o.	0,65	1,37	s.o.
Stratégies fondées sur les titres à revenu fixe de sociétés étrangères																		
Revenu multisectoriel mondial	Bloomberg Global Agg. Bond Index CAD-Hedged	Déc. 2009	CAD	(4,56)	(1,61)	s.o.	(1,44)	1,20	s.o.	(0,81)	1,51	s.o.	4,65	1,88	s.o.	2,27	2,94	s.o.
US High Grade Core Intermediate	Bloomberg Intermediate US Aggregate	Janv. 2005	USD	(2,25)	0,30	4	(1,72)	0,27	4	(0,48)	0,19	4	4,48	0,06	3	0,61	0,17	4
US Tax Efficient Core Intermediate 1-10 Year	Bloomberg 1-10 Year Municipal Bond	Avr. 2007	USD	(4,34)	(0,22)	2	(3,40)	(0,35)	3	(2,49)	(0,38)	4	2,67	(0,07)	4	0,48	(0,03)	3
US Tax Efficient Core Plus	Bloomberg 1-10 Year Municipal Bond	Janv. 2012	USD	(5,13)	(1,01)	3	(4,12)	(1,06)	4	(2,85)	(0,73)	4	2,86	0,12	3	0,49	(0,02)	2

1) Indice de référence mixte : *5 % Indice des Bons du Trésor à 91 jours FTSE Canada; 25 % Indice des obligations universelles FTSE Canada; 20 % S&P TSX; 10 % S&P 500 en $ CA; 10 % MSCI EAFE en $ CA; 5 % MSCI Marchés émergents en $ CA; 25 % Actifs réels*

2) Indice de référence mixte : *50 % Indice des obligations universelles FTSE Canada; 13 % S&P/TSX; 24 % MSCI Monde en $ CA; 13 % MSCI Monde couvert en $ CA*

3) Indice de référence mixte : *40 % (60 % Indice des obligations globales à court terme FTSE Canada et 40 % Indice des obligations universelles FTSE Canada); 20 % S&P/TSX; 10 % S&P 500 en $ CA; 10 % MSCI EAFE net en $ CA; 10 % MSCI Monde (net) en $ CA; 10 % (50 % MSCI Monde [net] couvert en $ CA, 30 % FTSE à court terme et 20 % Indice des obligations universelles FTSE Canada)*

4) Indice de référence mixte : *30 % (50 % Indice des obligations à court terme + 50 % Indice des obligations à moyen terme FTSE Canada); 55 % (30 % indice composé S&P/TSX + 70 % MSCI Monde [net] en $ CA); 15 % (67 % MSCI Monde [net] couvert en $ CA; 16 % FTSE à court terme; 16 % FTSE à moyen terme)*

5) Indice de référence mixte : *40 % Indice des obligations universelles FTSE Canada; 20 % S&P TSX; 40 % MSCI Monde en $ CA*

6) Indice de référence mixte : *38 % Indice des obligations universelles FTSE Canada; 20 % S&P TSX; 42 % MSCI Monde en $ CA*

7) Indice de référence mixte : *27,5 % S&P/TSX; 25 % S&P 500 en $ CA; 12,5 % MSCI EAFE en $ CA; 7,5 % Russell 2500 Growth en $ CA; 7,5 % MSCI Marchés émergents en $ CA; 20 % MSCI Monde couvert en $ CA*

8) MSCI EAFE : *Avec prise d'effet le 1er janvier 2026, l'indice MSCI ACWI ex USA a été remplacé par l'indice MSCI EAFE, lequel fournit un meilleur point de comparaison et représente mieux la stratégie de placement du composite. La stratégie investit principalement dans des titres de marchés développés. L'indice MSCI ACWI ex USA présente une exposition notable aux marchés émergents (environ 30 % au 30 septembre 2025). En revanche, l'indice MSCI EAFE est composé uniquement de titres de marchés développés.*

9) Marchés sélects : *Chine, Corée du Sud, Taïwan, Inde, Brésil, Afrique du Sud*

10) Indice de référence mixte : *Indice des obligations provinciales à moyen terme FTSE Canada et Indice des obligations provinciales à long terme FTSE Canada interpolés*

Notes importantes :

Les rendements présentés ci-dessus sont annualisés pour les périodes de un an et plus.

Tous les rendements sont présentés avant déduction des honoraires de gestion, mais après déduction des coûts de transaction et des retenues fiscales.

Chaque stratégie présentée se rapporte à un portefeuille discrétionnaire unique ou à un groupe de portefeuilles discrétionnaires qui, collectivement, représentent une stratégie de placement unique ou un ensemble.

La date de création représente la date la plus ancienne à laquelle un portefeuille discrétionnaire d'une stratégie donnée est entré en activité.

Les fonds composés et les fonds en gestion commune ci-dessus ont été sélectionnés à partir des principales stratégies de placement de la Société.

Les classements par quartile sont fournis par eVestment.

Les rapports sur les composites conformes aux normes GIPS sont disponibles sur demande.

Tableau 2 – Taux de rendement au 30 septembre 2026 pour les Marchés privés

Stratégies de placement – Marchés privés	Devise	Date de création	Capital variable	Capital fixe	Rendement depuis la création		Valeur liquidative (en M$)	Total des engagements non utilisés (en M$)
					Rendement[1)]	TRI brut[2)]		
Immobilier								
Fonds CORE Fiera Immobilier, s.e.c.	CAD	Juin 2013	✓		8,20 %	—	3 627	108
Fonds industriel à petite capitalisation Fiera Immobilier s.e.c.	CAD	Mars 2015	✓		12,72 %	—	903	1
Fiera Real Estate Long Income Fund (UK)	GBP	Août 2009	✓		5,52 %	—	114	—
Infrastructure								
EagleCrest Infrastructure (pour les investisseurs canadiens seulement)[3)]	CAD	Janv. 2016	✓		—	4,75 %	1 756	80
EagleCrest Infrastructure (pour les investisseurs mondiaux)[4)]	USD	Juin 2018	✓		—	8,01 %	1 920	—
Crédit privé								
Fonds Fiera Financement immobilier Canada	CAD	Déc. 2006	✓		12,00 %	—	577	—
Fiera Infrastructure Debt Fund II LP	CAD	Nov. 2021		✓	—	10,20 %	268	44
Fiera Infrastructure High Yield Debt Fund LP	USD	Avr. 2022	✓		9,49 %	—	34	14
Clearwater Capital Partners Direct Lending Opportunities Fund, L.P.	USD	Août 2018	✓		—	11,95 %	565	4
Fiera Private Debt Fund VI	CAD	Févr. 2019		✓	5,35 %	—	353	—
Fiera Comox Private Credit Opportunities Open-End Fund L.P.[5)]	USD	Avr. 2020	✓		—	8,15 %	551	76
Agriculture mondiale								
Fonds d'Agriculture Mondial Ouvert Fiera Comox s.e.c.[5)]	USD	Juill. 2017	✓		—	7,82 %	1 922	86
Placements privés								
Fiera Comox Global Private Equity Fund I L.P.[5)]	USD	Sept. 2018	✓		—	10,34 %	634	15
Solutions axées sur les marchés privés diversifiés								
Fiera Diversified Lending Fund[6), 7)]	CAD	Avr. 2008	✓		8,96 %	—	1 587	—
Fiera Diversified Real Assets Fund[6), 7)]	CAD	Juin 2019	✓		5,33 %	—	619	—
Fiera Diversified Real Estate Fund[6), 7)]	CAD	Juill. 2013	✓		6,71 %	—	507	—

Notes importantes :

[1)] Tous les rendements pondérés en fonction du temps annualisés sont présentés avant déduction des honoraires de gestion, honoraires de performance et charges, à moins d'indications contraires.

[2)] Présenté avant déduction des honoraires de gestion, honoraires de performance et charges, à moins d'indications contraires.

[3)] Représente la performance d'EagleCrest Infrastructure Canada LP, le véhicule de placement parallèle pour les investisseurs canadiens seulement. Rendement présenté avant déduction des honoraires de gestion, des honoraires de performance et des charges d'exploitation du fonds, et ajusté pour tenir compte des fluctuations de change. La valeur liquidative et le total des engagements non utilisés comprennent les montants des placements des stratégies pertinentes pour EagleCrest Infrastructure Canada LP.

[4)] Représente la performance combinée des actifs disponibles pour les investisseurs mondiaux. Rendement présenté avant déduction des honoraires de gestion, des honoraires de performance et des charges d'exploitation du fonds, et ajusté pour tenir compte des fluctuations de change. La valeur liquidative et le total des engagements non utilisés comprennent les montants des actifs partagés de la stratégie EagleCrest combinée (actifs partagés entre EagleCrest Infrastructure Canada LP et EagleCrest Infrastructure SCSp).

[5)] Taux de rendement interne brut, déduction faite des charges d'exploitation.

[6)] Stratégies avec répartition diversifiée à divers fonds de financement privé (L.P.), y compris certaines stratégies mentionnées ci-dessus.

[7)] Les rendements bruts sont recalculés en fonction des honoraires et des charges réels engagés par les fonds dans lesquels le fonds en gestion commune a investi.

PERSPECTIVES

À l'approche de la fin de l'exercice, nous concentrons nos efforts sur le renforcement de notre situation financière. La hausse des rendements obligataires, la volatilité sur les marchés boursiers et l'incertitude géopolitique font en sorte que les clients demeurent prudents dans leurs décisions de répartition de l'actif. Notre planification s'appuie sur des hypothèses prudentes, et nous prenons des mesures décisives à l'égard des facteurs que nous pouvons contrôler. Nos priorités consistent à réduire notre endettement, à approfondir nos relations avec les clients en misant sur la fidélisation et à améliorer la rentabilité.

Notre mission n'a pas changé : être l'institution de choix pour les professionnels des placements; celle qui a la confiance des clients pour générer de l'alpha et gérer le risque de façon responsable. Nos priorités consistent à renforcer notre bilan, à conserver et à reconstituer l'actif de nos clients, et à renouer avec des résultats constants en matière de placement.

Priorités stratégiques orientant nos perspectives

Renforcer notre bilan : Nous sommes déterminés à maintenir une discipline stricte en matière de dépenses et une approche équilibrée en matière d'affectation des capitaux pour soutenir les réinvestissements, la résilience financière et le rendement pour les actionnaires. La réduction de la dette demeurera une priorité importante pour l'affectation des capitaux.

Conserver et reconstituer les actifs des clients grâce à une distribution ciblée : Les hauts dirigeants communiquent directement avec nos principaux clients, de concert avec les gestionnaires de portefeuille qui leur sont attitrés, de manière à favoriser la fidélisation. Les ressources liées à la distribution sont affectées vers les réseaux et les champs d'expertise où la demande est la plus forte, notamment pour notre clientèle composée d'intermédiaires financiers et de compagnies d'assurance.

Recentrer l'organisation sur les résultats : Le rétablissement d'un rendement relatif stable représente le moyen d'action le plus important de notre croissance à long terme. Une grande partie de notre plateforme de placements en titres de capitaux propres repose sur les titres de croissance de qualité, ce qui accroît notre sensibilité aux changements au sommet des classements sur les marchés. Nous élargissons l'éventail de nos facteurs de rendement, incluant les stratégies fondamentales et quantitatives, tout en préservant l'approche axée sur les rendements prometteurs qui définit nos équipes de placement. Notre Bureau de placement mondial continue de superviser le rendement, le risque et la dotation dans l'ensemble des équipes. Il faut généralement un certain temps pour que les améliorations du rendement se reflètent dans les flux des clients.

Nous appuyer davantage sur les stratégies sur les marchés privés : Les marchés privés demeurent un facteur de différenciation clé et maintiennent leur apport important à nos produits. Nous concentrons nos activités de financement sur des stratégies qui répondent à une demande claire des investisseurs, comme l'immobilier et le crédit privé, ainsi que sur de nouveaux réseaux de clientèle, tout en gérant prudemment les liquidités dans nos fonds à capital variable.

Harmoniser notre modèle d'exploitation :
Nous déployons d'importants efforts visant à moderniser nos systèmes, à simplifier les activités et à réduire les coûts d'exploitation pour que l'entreprise évolue de manière efficace.

Fiera Capital demeure l'un des plus importants gestionnaires d'actifs indépendants au Canada. Nous constatons d'importantes réserves de valeur non exploitées dans l'ensemble de nos activités, et notre responsabilité consiste à convertir ce potentiel en rendements accrus pour les actionnaires.

RÉSULTATS FINANCIERS

Tableau 3 – États consolidés résumés intermédiaires du résultat net pour les trimestres clos les 30 septembre 2026 et 2025 et le 30 juin 2026

ÉTATS DU RÉSULTAT NET (en milliers de dollars, sauf les données par action)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			VARIATION	
	30 septembre 2026	30 juin 2026	30 septembre 2025	D'un trimestre à l'autre POS/(NÉG)[2]	D'un exercice à l'autre POS/(NÉG)[2]
Produits					
Honoraires de gestion	**140 113**	145 180	152 793	(5 067)	(12 680)
Honoraires de performance	**629**	2 084	7 010	(1 455)	(6 381)
Commissions d'engagement et frais de transaction	**3 052**	3 689	2 032	(637)	1 020
Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées	**2 613**	166	1 387	2 447	1 226
Autres produits	**3 950**	4 020	3 868	(70)	82
Total des produits	**150 357**	155 139	167 090	(4 782)	(16 733)
Charges					
Frais de vente et charges générales et administratives	**106 597**	117 580	122 511	10 983	15 914
Amortissements	**11 537**	11 258	12 307	(279)	770
Coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts	**6 429**	5 676	3 405	(753)	(3 024)
Intérêts sur la dette à long terme et les débentures	**10 708**	10 630	12 519	(78)	1 811
Intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières	**1 500**	434	1 809	(1 066)	309
Profit sur les placements, montant net	**(211)**	(179)	(203)	32	8
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et autres	**(486)**	53	(377)	539	109
Autres charges (produits)	**1 465**	1 184	(241)	(281)	(1 706)
Total des charges	**137 539**	146 636	151 730	9 097	14 191
Résultat avant l'impôt sur le résultat	**12 818**	8 503	15 360	4 315	(2 542)
Charge d'impôt sur le résultat	**4 644**	2 504	5 395	(2 140)	751
Résultat net	**8 174**	5 999	9 965	2 175	(1 791)
Attribuable :					
Aux actionnaires de la Société	**6 731**	3 521	5 834	3 210	897
À la participation ne donnant pas le contrôle	**1 443**	2 478	4 131	(1 035)	(2 688)
Résultat net	**8 174**	5 999	9 965	2 175	(1 791)
PAR ACTION – DE BASE					
BAIIA ajusté[1]	**0,41**	0,40	0,47	0,01	(0,06)
Résultat net	**0,06**	0,03	0,05	0,03	0,01
Résultat net ajusté[1]	**0,23**	0,23	0,23	—	—
PAR ACTION – DILUÉ					
BAIIA ajusté[1]	**0,32**	0,38	0,45	(0,06)	(0,13)
Résultat net	**0,06**	0,03	0,05	0,03	0,01
Résultat net ajusté[1]	**0,19**	0,21	0,23	(0,02)	(0,04)

[1] *Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » qui commence à la page 59 et aux tableaux de rapprochement connexes aux pages 75 à 78.*

[2] *POS : positive – NÉG : négative*

Tableau 4 – États consolidés résumés intermédiaires du résultat net pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2026 et 2025

ÉTATS DU RÉSULTAT NET (en milliers de dollars, sauf les données par action)	POUR LES PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSES LES		VARIATION
	30 septembre 2026	30 septembre 2025	D'un exercice à l'autre POS/(NÉG)[2]
Produits			
Honoraires de gestion	**432 457**	455 202	(22 745)
Honoraires de performance	**2 713**	9 684	(6 971)
Commissions d'engagement et frais de transaction	**8 088**	9 718	(1 630)
Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées	**3 726**	6 017	(2 291)
Autres produits	**11 823**	12 314	(491)
Total des produits	**458 807**	492 935	(34 128)
Charges			
Frais de vente et charges générales et administratives	**338 312**	366 882	28 570
Amortissements	**33 973**	36 792	2 819
Coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts	**21 192**	16 335	(4 857)
Intérêts sur la dette à long terme et les débentures	**31 441**	35 965	4 524
Intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières	**2 816**	1 502	(1 314)
Profit sur les placements, montant net	**(612)**	(935)	(323)
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et autres	**(723)**	(1 316)	(593)
Réévaluation d'un placement lié à une acquisition	**—**	(12 730)	(12 730)
Autres charges (produits)	**2 778**	(260)	(3 038)
Total des charges	**429 177**	442 235	13 058
Résultat avant l'impôt sur le résultat	**29 630**	50 700	(21 070)
Charge d'impôt sur le résultat	**10 721**	10 873	152
Résultat net	**18 909**	39 827	(20 918)
Attribuable :			
Aux actionnaires de la Société	**13 085**	31 380	(18 295)
À la participation ne donnant pas le contrôle	**5 824**	8 447	(2 623)
Résultat net	**18 909**	39 827	(20 918)
PAR ACTION – DE BASE			
BAIIA ajusté[1]	**1,20**	1,30	(0,10)
Résultat net	**0,12**	0,29	(0,17)
Résultat net ajusté[1]	**0,67**	0,72	(0,05)
PAR ACTION – DILUÉ			
BAIIA ajusté[1]	**1,15**	1,09	0,06
Résultat net	**0,12**	0,27	(0,15)
Résultat net ajusté[1]	**0,64**	0,63	0,01

[1] Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » qui commence à la page 59 et aux tableaux de rapprochement connexes aux pages 75 à 78.

[2] POS : positive; NÉG : négative.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET PERFORMANCE GLOBALE – ACTIFS SOUS GESTION ET PRODUITS

Actifs sous gestion

Fiera Capital tire ses produits principalement des actifs sous gestion. Ses produits sont, pour la plupart, calculés en pourcentage des actifs sous gestion de la Société. La variation des actifs sous gestion de Fiera Capital est fonction i) du montant des nouveaux mandats pour les stratégies sur les marchés publics ainsi que des nouvelles souscriptions, y compris les nouveaux capitaux engagés non déployés liés aux stratégies sur les marchés privés (« nouveaux mandats »), ii) du montant des mandats perdus (« mandats perdus »), iii) du montant des dépôts et des retraits des clients existants, y compris les remboursements de capital sur les marchés privés (« contributions nettes »), iv) des distributions de revenus sur les marchés privés (« distributions de revenus »), v) de l'appréciation ou de la dépréciation de la valeur de marché des actifs détenus dans le portefeuille de placements et de l'incidence de la conversion des monnaies étrangères sur les ASG libellés en monnaie étrangère (« marché ») et vi) des dépôts et des retraits d'actifs sous gestion découlant d'acquisitions et de cessions d'entreprises (« transactions stratégiques »). La « croissance interne nette » correspond à la somme des nouveaux mandats, des mandats perdus et des contributions nettes.

Les actifs sous gestion comprennent des « capitaux engagés non déployés », qui désignent les capitaux engagés par les investisseurs à l'égard des stratégies de placement sur les marchés privés de la Société n'ayant pas encore été déployés. Le capital engagé qui a été déployé n'a pas d'incidence sur le montant global des actifs sous gestion. Les actifs sous gestion moyens d'une période donnée correspondent à la moyenne de la valeur de clôture des actifs sous gestion de chacun des mois compris dans la période.

Les tableaux 5 à 13 ci-après présentent l'évolution des actifs sous gestion de la Société par plateforme de placement, réseau de distribution et région, principalement en fonction de l'emplacement des clients.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Tableau 5 – Variation d'un trimestre à l'autre (en millions de dollars)

		MARCHÉS PUBLICS				MARCHÉS PRIVÉS				
		Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PUBLICS	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PRIVÉS	TOTAL
ASG – 30 juin 2026		**77 843**	**53 499**	**9 809**	**141 151**	**17 362**	**2 262**	**2 717**	**22 341**	**163 492**
Nouveaux mandats	*Canada*	20	—	8	28	158	—	1	159	187
	États-Unis	—	—	41	41	—	—	—	—	41
	EMOA	124	—	—	124	1	—	—	1	125
	Asie	—	—	—	—	7	—	—	7	7
		144	—	49	193	166	—	1	167	360
Mandats perdus	*Canada*	(1 267)	—	(9)	(1 276)	(84)	—	—	(84)	(1 360)
	États-Unis	(1 674)	(78)	(122)	(1 874)	—	—	—	—	(1 874)
	EMOA	—	—	—	—	(300)	—	—	(300)	(300)
	Asie	(560)	—	—	(560)	(3)	—	—	(3)	(563)
		(3 501)	(78)	(131)	(3 710)	(387)	—	—	(387)	(4 097)
Contributions nettes	*Canada*	(425)	(352)	(322)	(1 099)	(82)	(93)	(22)	(197)	(1 296)
	États-Unis	(964)	(1 461)	82	(2 343)	—	—	—	—	(2 343)
	EMOA	(235)	(179)	—	(414)	(94)	(41)	—	(135)	(549)
	Asie	—	(371)	—	(371)	(4)	—	—	(4)	(375)
		(1 624)	(2 363)	(240)	(4 227)	(180)	(134)	(22)	(336)	(4 563)
Croissance interne nette	*Canada*	(1 672)	(352)	(323)	(2 347)	(8)	(93)	(21)	(122)	(2 469)
	États-Unis	(2 638)	(1 539)	1	(4 176)	—	—	—	—	(4 176)
	EMOA	(111)	(179)	—	(290)	(393)	(41)	—	(434)	(724)
	Asie	(560)	(371)	—	(931)	—	—	—	—	(931)
Total de la croissance interne nette		**(4 981)**	**(2 441)**	**(322)**	**(7 744)**	**(401)**	**(134)**	**(21)**	**(556)**	**(8 300)**
Distributions de revenus		—	—	—	—	(23)	(6)	(10)	(39)	(39)
Marché		(2 500)	(1 292)	(174)	(3 966)	150	36	(13)	173	(3 793)
ASG – 30 septembre 2026		**70 362**	**49 766**	**9 313**	**129 441**	**17 088**	**2 158**	**2 673**	**21 919**	**151 360**

Tableau 6 – Actifs sous gestion par région : variation d'un trimestre à l'autre (en millions de dollars)

	30 juin 2026	Nouveaux mandats	Mandats perdus	Contributions nettes	Croissance interne nette	Distributions de revenus	Marché	30 septembre 2026
Canada	114 107	187	(1 360)	(1 296)	(2 469)	(37)	(2 975)	108 626
États-Unis	32 011	41	(1 874)	(2 343)	(4 176)	—	(768)	27 067
EMOA	15 407	125	(300)	(549)	(724)	—	(5)	14 678
Asie	1 967	7	(563)	(375)	(931)	(2)	(45)	989
Total	**163 492**	**360**	**(4 097)**	**(4 563)**	**(8 300)**	**(39)**	**(3 793)**	**151 360**

Au 30 septembre 2026, les actifs sous gestion consolidés se chiffraient à 151,4 milliards de dollars, comparativement à 163,5 milliards de dollars au 30 juin 2026, soit une baisse de 12,1 milliards de dollars, ou 7,4 %. La baisse des actifs sous gestion est attribuable aux contributions nettes négatives de 4,6 milliards de dollars et aux mandats perdus de 4,1 milliards de dollars qui, dans les deux cas, s'expliquent principalement par les actifs sous gestion sous-conseillés et par des retraits de 2,1 milliards de dollars relatifs à des mandats fondés sur les stratégies Actions canadiennes à grande capitalisation. Les actifs sous gestion ont subi l'incidence défavorable des marchés de 3,8 milliards de dollars, principalement dans les stratégies fondées sur les titres à revenu fixe, en raison de la hausse des taux d'intérêt enregistrée au cours du troisième trimestre. Ces baisses des actifs sous gestion ont été compensées en partie par les nouveaux mandats de 0,4 milliard de dollars. Les actifs sous gestion trimestriels moyens se sont chiffrés à 155,5 milliards de dollars, comparativement à 162,3 milliards de dollars au trimestre précédent, soit une baisse de 6,8 milliards de dollars, ou 4,2 %.

Tableau 7 – Ventilation des actifs sous gestion liés aux stratégies sur les marchés publics : variation d'un trimestre à l'autre (en millions de dollars)

	Gérés directement				Sous-conseillés				TOTAL MARCHÉS PUBLICS
	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL	
ASG – 30 juin 2026	**60 590**	**42 450**	**7 320**	**110 360**	**17 253**	**11 049**	**2 489**	**30 791**	**141 151**
Nouveaux mandats	144	—	49	193	—	—	—	—	193
Mandats perdus	(1 264)	(78)	(129)	(1 471)	(2 237)	—	(2)	(2 239)	(3 710)
Contributions nettes	(392)	(668)	(197)	(1 257)	(1 232)	(1 695)	(43)	(2 970)	(4 227)
Croissance interne nette	**(1 512)**	**(746)**	**(277)**	**(2 535)**	**(3 469)**	**(1 695)**	**(45)**	**(5 209)**	**(7 744)**
Marché	(2 079)	(1 018)	(20)	(3 117)	(421)	(274)	(154)	(849)	(3 966)
ASG – 30 septembre 2026	**56 999**	**40 686**	**7 023**	**104 708**	**13 363**	**9 080**	**2 290**	**24 733**	**129 441**

Marchés publics

Au 30 septembre 2026, les actifs sous gestion liés aux stratégies sur les marchés publics s'élevaient à 129,4 milliards de dollars, comparativement à 141,2 milliards de dollars au 30 juin 2026, ce qui représente une baisse de 11,8 milliards de dollars, ou 8,4 %. La baisse est principalement attribuable aux contributions nettes négatives de 4,2 milliards de dollars, à l'incidence défavorable des marchés de 4,0 milliards de dollars sur les stratégies fondées sur les actions et sur les stratégies fondées sur les titres à revenu fixe, ainsi qu'à des mandats perdus de 3,7 milliards de dollars. Ces baisses ont été partiellement contrebalancées par des nouveaux mandats de 0,2 milliard de dollars.

Les mandats perdus comprennent un montant de 2,2 milliards de dollars lié aux actifs sous gestion sous-conseillés, principalement pour des mandats du réseau de distribution Marchés institutionnels aux États-Unis et en Asie dont, à notre connaissance, un montant de 1,5 milliard de dollars a été transféré directement à PineStone. La tranche restante de 0,7 milliard de dollars qui n'a pas été transférée directement à PineStone concerne principalement un mandat du réseau de distribution Marchés institutionnels en Asie. Les mandats perdus de 1,5 milliard de dollars au sein des actifs sous gestion gérés directement se rapportaient principalement à des mandats fondés sur des actions pour des clients au Canada au sein du réseau de distribution Marchés institutionnels. Les contributions nettes négatives comprennent des actifs sous gestion sous-conseillés de 3,0 milliards de dollars pour des clients situés principalement aux États-Unis et au Canada. Les actifs sous gestion gérés directement, les contributions nettes négatives au sein des actifs sous gestion gérés directement comprenaient un montant de 0,4 milliard de dollars du réseau de distribution Marchés institutionnels, principalement lié à des mandats fondés sur des titres à revenu fixe pour des clients au Canada, un montant de 0,7 milliard de dollars du réseau de distribution Intermédiaires financiers principalement lié à des mandats fondés sur des actions pour des clients aux États-Unis et au Canada, ainsi qu'un montant de 0,2 milliard de dollars du réseau de distribution Gestion privée.

Les actifs sous gestion trimestriels moyens se sont chiffrés à 133,5 milliards de dollars, comparativement à 140,1 milliards de dollars au trimestre précédent, soit une baisse de 6,6 milliards de dollars, ou 4,7 %.

Marchés privés

Au 30 septembre 2026, les actifs sous gestion liés aux stratégies sur les marchés privés s'élevaient à 21,9 milliards de dollars, comparativement à 22,3 milliards de dollars au 30 juin 2026, ce qui représente une baisse de 0,4 milliard de dollars, ou 1,8 %. La diminution des actifs sous gestion est attribuable aux mandats perdus de 0,4 milliard de dollars ainsi qu'aux contributions négatives de 0,3 milliard de dollars. La croissance interne nette négative liée aux stratégies sur les marchés privés au troisième trimestre est principalement attribuable aux remboursements de capital et à la décision d'un client au Royaume-Uni d'internaliser la gestion d'un mandat axé sur l'immobilier. Ces diminutions des actifs sous gestion ont été compensées en partie par l'incidence favorable du marché et de la conversion des monnaies étrangères de 0,2 milliard de dollars ainsi que par les nouveaux mandats de 0,2 milliard de dollars. Les nouveaux mandats proviennent principalement de mandats axés sur l'immobilier.

Les actifs sous gestion consolidés au 30 septembre 2026 comprenaient des capitaux engagés non déployés liés aux stratégies sur les marchés privés se chiffrant à 1,6 milliard de dollars, soit un montant relativement comparable au montant enregistré au 30 juin 2026.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Tableau 8 – Actifs sous gestion par plateforme de placement, réseau de distribution et région : variation d'un exercice à l'autre (en millions de dollars)

		MARCHÉS PUBLICS				MARCHÉS PRIVÉS				
		Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PUBLICS	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PRIVÉS	TOTAL
ASG – 30 septembre 2025		**77 738**	**57 010**	**10 226**	**144 974**	**16 792**	**2 206**	**2 977**	**21 975**	**166 949**
Nouveaux mandats	*Canada*	1 120	—	158	1 278	457	—	9	466	1 744
	États-Unis	27	—	61	88	3	—	—	3	91
	EMOA	209	—	—	209	195	—	—	195	404
	Asie	—	—	—	—	18	—	—	18	18
		1 356	—	219	1 575	673	—	9	682	2 257
Mandats perdus	*Canada*	(2 360)	(86)	(117)	(2 563)	(113)	—	(20)	(133)	(2 696)
	États-Unis	(2 203)	(2 821)	(466)	(5 490)	(2)	—	—	(2)	(5 492)
	EMOA	(973)	5	—	(968)	(409)	—	—	(409)	(1 377)
	Asie	(560)	(149)	—	(709)	(16)	—	—	(16)	(725)
		(6 096)	(3 051)	(583)	(9 730)	(540)	—	(20)	(560)	(10 290)
Contributions nettes	*Canada*	(1 563)	(620)	(1 275)	(3 458)	(136)	(244)	(58)	(438)	(3 896)
	États-Unis	(2 145)	(4 109)	167	(6 087)	(20)	—	—	(20)	(6 107)
	EMOA	7	(597)	—	(590)	(184)	90	—	(94)	(684)
	Asie	(1 251)	(617)	—	(1 868)	(22)	—	—	(22)	(1 890)
		(4 952)	(5 943)	(1 108)	(12 003)	(362)	(154)	(58)	(574)	(12 577)
Croissance interne nette	*Canada*	(2 803)	(706)	(1 234)	(4 743)	208	(244)	(69)	(105)	(4 848)
	États-Unis	(4 321)	(6 930)	(238)	(11 489)	(19)	—	—	(19)	(11 508)
	EMOA	(757)	(592)	—	(1 349)	(398)	90	—	(308)	(1 657)
	Asie	(1 811)	(766)	—	(2 577)	(20)	—	—	(20)	(2 597)
Total de la croissance interne nette		**(9 692)**	**(8 994)**	**(1 472)**	**(20 158)**	**(229)**	**(154)**	**(69)**	**(452)**	**(20 610)**
Distributions de revenus		—	—	—	—	(142)	(40)	(71)	(253)	(253)
Marché		2 321	2 394	560	5 275	667	146	(164)	649	5 924
Transactions stratégiques[1)]		(5)	(644)	(1)	(650)	—	—	—	—	(650)
ASG – 30 septembre 2026		**70 362**	**49 766**	**9 313**	**129 441**	**17 088**	**2 158**	**2 673**	**21 919**	**151 360**

[1)] Se rapporte à la clôture de la stratégie Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core » au cours du premier trimestre de 2026.

Tableau 9 – Actifs sous gestion par région : variation d'un exercice à l'autre (en millions de dollars)

	30 septembre 2025	Nouveaux mandats	Mandats perdus	Contributions nettes	Croissance interne nette	Distributions de revenus	Marché	Transactions stratégiques[1)]	30 septembre 2026
Canada	111 291	1 744	(2 696)	(3 896)	(4 848)	(224)	3 057	(650)	108 626
États-Unis	36 774	91	(5 492)	(6 107)	(11 508)	(13)	1 814	—	27 067
EMOA	15 475	404	(1 377)	(684)	(1 657)	(10)	870	—	14 678
Asie	3 409	18	(725)	(1 890)	(2 597)	(6)	183	—	989
Total	**166 949**	**2 257**	**(10 290)**	**(12 577)**	**(20 610)**	**(253)**	**5 924**	**(650)**	**151 360**

[1)] Se rapporte à la clôture de la stratégie Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core » au cours du premier trimestre de 2026.

Au 30 septembre 2026, les actifs sous gestion consolidés se chiffraient à 151,4 milliards de dollars, comparativement à 166,9 milliards de dollars au 30 septembre 2025, soit une baisse de 15,5 milliards de dollars, ou 9,3 %. La baisse des actifs sous gestion est principalement attribuable aux contributions nettes négatives de 12,6 milliards de dollars, aux mandats perdus de 10,3 milliards de dollars et à la réduction de 0,7 milliard de dollars à la clôture de la stratégie Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core ». Ces diminutions ont été compensées en partie par l'incidence favorable du marché de 5,9 milliards de dollars et par des nouveaux mandats de 2,3 milliards de dollars. Les actifs sous gestion trimestriels moyens se sont élevés à 155,5 milliards de dollars, comparativement à 163,7 milliards de dollars pour le troisième trimestre de 2025, soit une baisse de 8,2 milliards de dollars, ou 5,0 %.

Tableau 10 – Ventilation des actifs sous gestion liés aux stratégies sur les marchés publics : variation d'un exercice à l'autre (en millions de dollars)

	Gérés directement				Sous-conseillés				TOTAL MARCHÉS PUBLICS
	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL	
ASG – 30 septembre 2025	**57 772**	**42 158**	**7 699**	**107 629**	**19 966**	**14 852**	**2 527**	**37 345**	**144 974**
Nouveaux mandats	1 354	—	215	1 569	2	—	4	6	1 575
Mandats perdus	(2 876)	(337)	(556)	(3 769)	(3 220)	(2 714)	(27)	(5 961)	(9 730)
Contributions nettes	(671)	(2 181)	(974)	(3 826)	(4 281)	(3 762)	(134)	(8 177)	(12 003)
Croissance interne nette	**(2 193)**	**(2 518)**	**(1 315)**	**(6 026)**	**(7 499)**	**(6 476)**	**(157)**	**(14 132)**	**(20 158)**
Marché	1 093	1 481	640	3 214	1 228	913	(80)	2 061	5 275
Transactions stratégiques[1)]	327	(435)	(1)	(109)	(332)	(209)	—	(541)	(650)
ASG – 30 septembre 2026	**56 999**	**40 686**	**7 023**	**104 708**	**13 363**	**9 080**	**2 290**	**24 733**	**129 441**

[1)] Se rapporte à la clôture de la stratégie Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core » au cours du premier trimestre de 2026.

Marchés publics

Au 30 septembre 2026, les actifs sous gestion liés aux stratégies sur les marchés publics s'élevaient à 129,4 milliards de dollars, comparativement à 145,0 milliards de dollars au 30 septembre 2025, ce qui représente une baisse de 15,6 milliards de dollars, ou 10,8 %. La baisse est principalement attribuable aux contributions nettes négatives de 12,0 milliards de dollars, aux mandats perdus de 9,7 milliards de dollars et à la réduction de 0,7 milliard de dollars à la clôture de la stratégie Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core ».

Ces diminutions des actifs sous gestion ont été compensées en partie par l'incidence favorable du marché de 5,3 milliards de dollars ainsi que par les nouveaux mandats de 1,6 milliard de dollars. Les nouveaux mandats comprenaient un montant de 1,4 milliard de dollars du réseau de distribution Marchés institutionnels provenant de divers mandats fondés sur des actions pour des clients situés principalement au Canada et un montant de 0,2 milliard de dollars du réseau de distribution Gestion privée.

Les contributions nettes négatives de 8,2 milliards de dollars sont liées à des mandats sous-conseillés fondés sur des actions. Les actifs sous gestion gérés directement comprenaient des contributions nettes négatives de 3,8 milliards de dollars pour l'ensemble des réseaux de distribution qui sont principalement liées à des mandats fondés sur des actions pour des clients au Canada et aux États-Unis. Les mandats perdus comprennent un montant de 6,0 milliards de dollars lié aux actifs sous gestion sous-conseillés, dont une tranche de 4,2 milliards de dollars qui, à notre connaissance, a été transférée directement à PineStone. La tranche restante de 1,8 milliard de dollars qui n'a pas été transférée directement à PineStone concerne principalement des mandats des réseaux de distribution Marchés institutionnels et Intermédiaires financiers dans la région EMOA et en Asie. Les mandats perdus de 3,8 milliards de dollars au sein des actifs sous gestion gérés directement se rapportaient essentiellement à des mandats fondés sur des actions pour des clients au Canada et aux États-Unis au sein du réseau de distribution Marchés institutionnels.

Les actifs sous gestion trimestriels moyens se sont chiffrés à 133,5 milliards de dollars, comparativement à 142,4 milliards de dollars au troisième trimestre de 2025, soit une baisse de 8,9 milliards de dollars, ou 6,3 %.

Marchés privés

Au 30 septembre 2026, les actifs sous gestion liés aux stratégies sur les marchés privés s'élevaient à 21,9 milliards de dollars, comparativement à 22,0 milliards de dollars au 30 septembre 2025, ce qui représente une baisse de 0,1 milliard de dollars, ou 0,5 %. La baisse des actifs sous gestion est attribuable aux mandats perdus de 0,6 milliard de dollars, aux contributions nettes négatives de 0,6 milliard de dollars et aux distributions de revenus de 0,3 milliard de dollars principalement attribuables aux remboursements de capital et à la décision d'un client au Royaume-Uni d'internaliser la gestion d'un mandat axé sur l'immobilier. Ces diminutions ont été partiellement contrebalancées par des nouveaux mandats de 0,7 milliard de dollars et l'incidence favorable du marché de 0,6 milliard de dollars. Les contributions nettes négatives se rapportent à diverses stratégies pour des clients au Canada. Les nouveaux mandats comprennent des mandats de 0,7 milliard de dollars axés sur l'immobilier, l'agriculture et le crédit privé pour des clients au Canada et de la région EMOA.

Les actifs sous gestion consolidés au 30 septembre 2026 comprenaient des capitaux engagés non déployés sur les marchés privés se chiffrant à 1,6 milliard de dollars, contre 2,1 milliards de dollars au 30 septembre 2025.

Variations depuis le début de l'exercice

Tableau 11 – Actifs sous gestion par plateforme de placement, réseau de distribution et région : variation depuis le début de l'exercice (en millions de dollars)

		MARCHÉS PUBLICS				MARCHÉS PRIVÉS				
		Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PUBLICS	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PRIVÉS	TOTAL
ASG – 31 décembre 2025		**76 712**	**55 366**	**10 031**	**142 109**	**16 929**	**2 140**	**2 902**	**21 971**	**164 080**
Nouveaux mandats	*Canada*	657	—	116	773	368	—	5	373	1 146
	États-Unis	27	—	56	83	3	—	—	3	86
	EMOA	209	—	—	209	4	—	—	4	213
	Asie	—	—	—	—	17	—	—	17	17
		893	—	172	1 065	392	—	5	397	1 462
Mandats perdus	*Canada*	(2 279)	(86)	(93)	(2 458)	(108)	—	(20)	(128)	(2 586)
	États-Unis	(1 802)	(2 821)	(408)	(5 031)	(2)	—	—	(2)	(5 033)
	EMOA	(950)	—	—	(950)	(409)	—	—	(409)	(1 359)
	Asie	(560)	—	—	(560)	(4)	—	—	(4)	(564)
		(5 591)	(2 907)	(501)	(8 999)	(523)	—	(20)	(543)	(9 542)
Contributions nettes	*Canada*	(1 786)	(851)	(1 022)	(3 659)	(103)	(125)	(54)	(282)	(3 941)
	États-Unis	(1 452)	(2 382)	187	(3 647)	(17)	—	—	(17)	(3 664)
	EMOA	17	(494)	—	(477)	(155)	90	—	(65)	(542)
	Asie	(415)	(495)	—	(910)	(18)	—	—	(18)	(928)
		(3 636)	(4 222)	(835)	(8 693)	(293)	(35)	(54)	(382)	(9 075)
Croissance interne nette	*Canada*	(3 408)	(937)	(999)	(5 344)	157	(125)	(69)	(37)	(5 381)
	États-Unis	(3 227)	(5 203)	(165)	(8 595)	(16)	—	—	(16)	(8 611)
	EMOA	(724)	(494)	—	(1 218)	(560)	90	—	(470)	(1 688)
	Asie	(975)	(495)	—	(1 470)	(5)	—	—	(5)	(1 475)
Total de la croissance interne nette		**(8 334)**	**(7 129)**	**(1 164)**	**(16 627)**	**(424)**	**(35)**	**(69)**	**(528)**	**(17 155)**
Distributions de revenus		—	—	—	—	(105)	(22)	(39)	(166)	(166)
Marché		1 989	2 173	447	4 609	688	75	(121)	642	5 251
Transactions stratégiques[1)]		(5)	(644)	(1)	(650)	—	—	—	—	(650)
ASG – 30 septembre 2026		**70 362**	**49 766**	**9 313**	**129 441**	**17 088**	**2 158**	**2 673**	**21 919**	**151 360**

[1)] Se rapporte à la clôture de la stratégie Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core » au cours du premier trimestre de 2026.

Tableau 12 – Actifs sous gestion par région : variation depuis le début de l'exercice (en millions de dollars)

	31 décembre 2025	Nouveaux mandats	Mandats perdus	Contributions nettes	Croissance interne nette	Distributions de revenus	Marché	Transactions stratégiques[1)]	30 septembre 2026
Canada	112 123	1 146	(2 586)	(3 941)	(5 381)	(140)	2 674	(650)	108 626
États-Unis	34 076	86	(5 033)	(3 664)	(8 611)	(12)	1 614	—	27 067
EMOA	15 563	213	(1 359)	(542)	(1 688)	(9)	812	—	14 678
Asie	2 318	17	(564)	(928)	(1 475)	(5)	151	—	989
Total	**164 080**	**1 462**	**(9 542)**	**(9 075)**	**(17 155)**	**(166)**	**5 251**	**(650)**	**151 360**

[1)] Se rapporte à la clôture de la stratégie Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core » au cours du premier trimestre de 2026.

Au 30 septembre 2026, les actifs sous gestion consolidés s'élevaient à 151,4 milliards de dollars, comparativement à 164,1 milliards de dollars au 31 décembre 2025, soit une baisse de 12,7 milliards de dollars, ou 7,7 %. La baisse des actifs sous gestion est principalement attribuable aux mandats perdus de 9,5 milliards de dollars, aux contributions nettes négatives de 9,1 milliards de dollars et à la clôture de la stratégie Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core », laquelle a donné lieu à une réduction des actifs sous gestion de 0,7 milliard de dollars. Ces baisses ont été compensées en partie par l'incidence favorable du marché et de la conversion des monnaies étrangères de 5,3 milliards de dollars pour les stratégies fondées sur les actions, ainsi que par les nouveaux mandats de 1,5 milliard de dollars.

Tableau 13 – Ventilation des actifs sous gestion liés aux stratégies sur les marchés publics : variation depuis le début de l'exercice (en millions de dollars)

	Gérés directement				Sous-conseillés				TOTAL MARCHÉS PUBLICS
	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL	
ASG – 31 décembre 2025	**58 797**	**41 751**	**7 624**	**108 172**	**17 915**	**13 615**	**2 407**	**33 937**	**142 109**
Nouveaux mandats	893	—	168	1 061	—	—	4	4	1 065
Mandats perdus	(2 371)	(199)	(485)	(3 055)	(3 220)	(2 708)	(16)	(5 944)	(8 999)
Contributions nettes	(1 142)	(1 675)	(766)	(3 583)	(2 494)	(2 547)	(69)	(5 110)	(8 693)
Croissance interne nette	**(2 620)**	**(1 874)**	**(1 083)**	**(5 577)**	**(5 714)**	**(5 255)**	**(81)**	**(11 050)**	**(16 627)**
Marché	827	1 453	483	2 763	1 162	720	(36)	1 846	4 609
Transactions stratégiques[1)]	(5)	(644)	(1)	(650)	—	—	—	—	(650)
ASG – 30 septembre 2026	**56 999**	**40 686**	**7 023**	**104 708**	**13 363**	**9 080**	**2 290**	**24 733**	**129 441**

[1)] Se rapporte à la clôture de la stratégie Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core » au cours du premier trimestre de 2026.

Marchés publics

Au 30 septembre 2026, les actifs sous gestion liés aux stratégies sur les marchés publics s'élevaient à 129,4 milliards de dollars, comparativement à 142,1 milliards de dollars au 31 décembre 2025, ce qui représente une baisse de 12,7 milliards de dollars, ou 8,9 %. Cette baisse est principalement attribuable aux mandats perdus de 9,0 milliards de dollars, aux contributions nettes négatives de 8,7 milliards de dollars et à la clôture de la stratégie Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core », laquelle a donné lieu à une réduction des actifs sous gestion de 0,7 milliard de dollars. Les mandats perdus comprennent un montant de 5,9 milliards de dollars lié aux actifs sous gestion sous-conseillés, dont une tranche de 4,2 milliards de dollars pour des mandats des réseaux de distribution Intermédiaires financiers et Marchés institutionnels aux États-Unis qui, à notre connaissance, ont été transférés directement à PineStone. La tranche restante de 1,7 milliard de dollars qui n'a pas été transférée directement à PineStone concerne principalement un mandat du réseau de distribution Marchés institutionnels dans la région EMOA et en Asie. Les mandats perdus de 3,1 milliards de dollars au sein des actifs sous gestion gérés directement se rapportaient principalement à des mandats fondés sur des actions pour des clients au Canada au sein du réseau de distribution Marchés institutionnels et à des mandats pour des clients aux États-Unis au sein du réseau de distribution Gestion privée. Les contributions nettes négatives de 5,1 milliards de dollars sont liées à des mandats de PineStone fondés sur des actions. Les actifs sous gestion gérés directement comprennent des contributions nettes négatives de 3,6 milliards de dollars pour l'ensemble des réseaux de distribution qui sont principalement liées à des mandats fondés sur des actions pour des clients au Canada et aux États-Unis.

Ces baisses des actifs sous gestion ont été compensées en partie par les nouveaux mandats de 1,1 milliard de dollars et par l'incidence favorable du marché et de la conversion des monnaies étrangères pour les mandats fondés sur des actions. Les nouveaux mandats étaient essentiellement fondés sur des actions au sein du réseau de distribution Marchés institutionnels pour des clients au Canada.

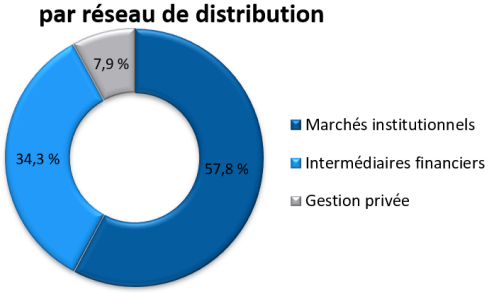
Marchés privés

Au 30 septembre 2026, les actifs sous gestion liés aux stratégies sur les marchés privés s'élevaient à 21,9 milliards de dollars, comparativement à 22,0 milliards de dollars au 31 décembre 2025, ce qui représente une baisse de 0,1 milliard de dollars, ou 0,5 %. La baisse des actifs sous gestion est attribuable aux mandats perdus de 0,5 milliard de dollars, aux contributions nettes négatives de 0,4 milliard de dollars et aux distributions de revenus de 0,2 milliard de dollars. La croissance interne nette négative liée aux stratégies sur les marchés privés au troisième trimestre est principalement attribuable aux remboursements de capital et à la décision d'un client au Royaume-Uni d'internaliser la gestion d'un mandat axé sur l'immobilier. Ces diminutions des actifs sous gestion ont été compensées en partie par l'incidence favorable du marché et de la conversion des monnaies étrangères de 0,6 milliard de dollars ainsi que par les nouveaux mandats de 0,4 milliard de dollars. Les nouveaux mandats proviennent principalement de mandats axés sur l'immobilier et sur l'agriculture pour des clients au Canada.

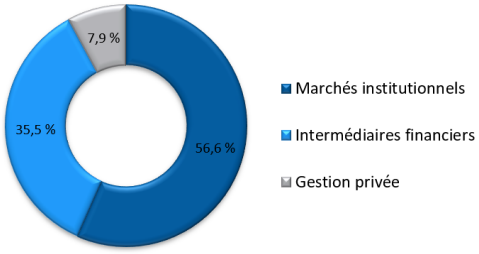
Les actifs sous gestion consolidés au 30 septembre 2026 comprenaient des capitaux engagés non déployés sur les marchés privés se chiffrant à 1,6 milliard de dollars, contre 2,0 milliards de dollars au 31 décembre 2025.

Les graphiques qui suivent illustrent la ventilation des actifs sous gestion de la Société par réseau de distribution, par catégorie d'actifs et par région au 30 septembre 2026 et au 30 septembre 2025, respectivement.

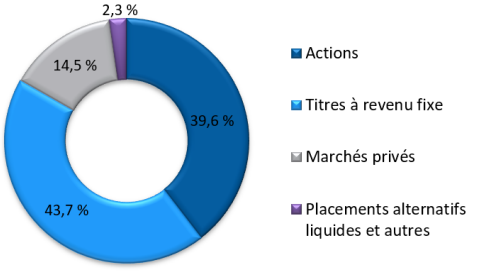
Actifs sous gestion au 30 septembre 2026 par réseau de distribution



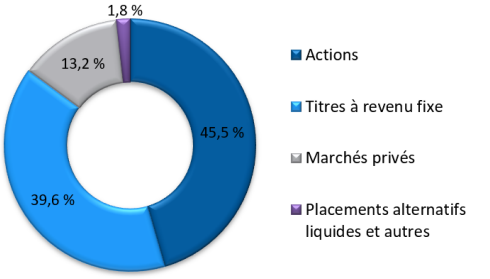
Actifs sous gestion au 30 septembre 2025 par réseau de distribution



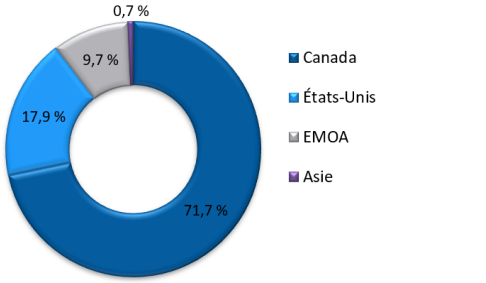
Actifs sous gestion au 30 septembre 2026 par catégorie d'actifs



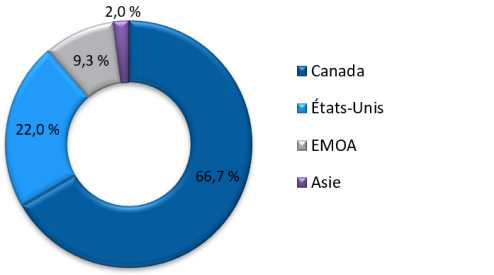
Actifs sous gestion au 30 septembre 2025 par catégorie d'actifs



Actifs sous gestion au 30 septembre 2026 par région



Actifs sous gestion au 30 septembre 2025 par région



Produits

Les produits de la Société sont formés i) des honoraires de gestion, ii) des honoraires de performance, iii) des commissions d'engagement et frais de transaction, iv) de la quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées et v) des autres produits. La Société classe ses produits tirés des honoraires de gestion et des honoraires de performance dans deux plateformes de placement, à savoir celles liées aux plateformes de placement sur les marchés publics ou sur les marchés privés, et trois réseaux de distribution, à savoir Marchés institutionnels, Intermédiaires financiers et Gestion privée. Les produits sont ventilés par région principalement en fonction de l'emplacement des clients. Le calcul des honoraires de gestion est fondé sur les actifs sous gestion et, pour chaque réseau de distribution, le calcul des produits est essentiellement basé sur la valeur moyenne des actifs sous gestion à la clôture de chaque jour, mois ou trimestre civil, conformément aux dispositions contractuelles. La Société perçoit aussi des honoraires de performance dans le cadre de certains mandats. Les produits comprennent également les commissions d'engagement et frais de transaction liés aux stratégies de placements sur les marchés privés et la quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées dans lesquelles la Société possède des participations. Les autres produits, qui ne sont pas ventilés par réseau de distribution ou région, se composent principalement des frais administratifs, des produits d'intérêts, des produits provenant de fonds, des frais de courtage et des honoraires de consultation dont le montant n'est pas fonction des actifs sous gestion, ainsi que des profits ou des pertes réalisés sur les contrats de change à terme.

Tableaux 14 – Produits trimestriels par plateforme de placement, réseau de distribution et région (en milliers de dollars)

		POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 30 septembre 2026								
		MARCHÉS PUBLICS				MARCHÉS PRIVÉS				
		Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PUBLICS	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PRIVÉS	TOTAL
Honoraires de gestion	*Canada*	33 305	12 138	10 775	**56 218**	21 605	4 805	11 094	**37 504**	**93 722**
	États-Unis	9 414	13 221	1 403	**24 038**	3 035	3	3	**3 041**	**27 079**
	EMOA	2 333	7 537	—	**9 870**	6 694	1 058	—	**7 752**	**17 622**
	Asie	127	897	—	**1 024**	666	—	—	**666**	**1 690**
	Total	45 179	33 793	12 178	**91 150**	32 000	5 866	11 097	**48 963**	**140 113**
Honoraires de performance	*Canada*	2	—	—	**2**	183	13	347	**543**	**545**
	États-Unis	—	—	—	**—**	—	1	2	**3**	**3**
	EMOA	—	39	—	**39**	3	—	—	**3**	**42**
	Asie	—	—	—	**—**	13	—	26	**39**	**39**
	Total	2	39	—	**41**	199	14	375	**588**	**629**
Commissions d'engagement et frais de transaction	*Canada*	—	—	—	**—**	1 995	255	540	**2 790**	**2 790**
	États-Unis	—	—	—	**—**	33	1	1	**35**	**35**
	EMOA	—	—	—	**—**	196	5	—	**201**	**201**
	Asie	—	—	—	**—**	11	—	15	**26**	**26**
	Total	—	—	—	**—**	2 235	261	556	**3 052**	**3 052**
Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées[1)]	*Canada*								**—**	**—**
	États-Unis								**—**	**—**
	EMOA								**2 613**	**2 613**
	Asie								**—**	**—**
	Total								**2 613**	**2 613**
Autres produits[2)]	Total				**1 798**				**1 931**	**3 950**
Total des produits		45 181	33 832	12 178	**92 989**	34 434	6 141	12 028	**57 147**	**150 357**

[1)] *La quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées n'est pas ventilée par réseau de distribution.*

[2)] *Les autres produits comprennent des produits de 221 $ liés au siège social qui ne sont pas ventilés par plateforme de placement. Les autres produits ne sont pas ventilés par réseau de distribution ou région.*

		POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 30 juin 2026								
		MARCHÉS PUBLICS				MARCHÉS PRIVÉS				
		Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	**TOTAL MARCHÉS PUBLICS**	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	**TOTAL MARCHÉS PRIVÉS**	**TOTAL**
Honoraires de gestion	*Canada*	33 361	12 445	11 191	**56 997**	21 516	4 493	11 351	**37 360**	**94 357**
	États-Unis	10 279	15 219	1 150	**26 648**	3 029	5	3	**3 037**	**29 685**
	EMOA	2 858	7 307	—	**10 165**	7 275	956	—	**8 231**	**18 396**
	Asie	915	1 193	—	**2 108**	634	—	—	**634**	**2 742**
	Total	47 413	36 164	12 341	**95 918**	32 454	5 454	11 354	**49 262**	**145 180**
Honoraires de performance	*Canada*	76	—	—	**76**	606	67	936	**1 609**	**1 685**
	États-Unis	—	—	—	**—**	61	3	7	**71**	**71**
	EMOA	—	12	—	**12**	187	9	2	**198**	**210**
	Asie	—	—	—	**—**	56	—	62	**118**	**118**
	Total	76	12	—	**88**	910	79	1 007	**1 996**	**2 084**
Commissions d'engagement et frais de transaction	*Canada*	—	—	—	**—**	2 162	222	320	**2 704**	**2 704**
	États-Unis	—	—	—	**—**	57	—	—	**57**	**57**
	EMOA	—	—	—	**—**	909	9	—	**918**	**918**
	Asie	—	—	—	**—**	10	—	—	**10**	**10**
	Total	—	—	—	**—**	3 138	231	320	**3 689**	**3 689**
Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées[1)]	*Canada*								**—**	**—**
	États-Unis								**—**	**—**
	EMOA								**166**	**166**
	Asie								**—**	**—**
	Total								**166**	**166**
Autres produits[2)]	Total				**1 866**				**1 641**	**4 020**
Total des produits		47 489	36 176	12 341	**97 872**	36 502	5 764	12 681	**56 754**	**155 139**

1) *La quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées n'est pas ventilée par réseau de distribution.*

2) *Les autres produits comprennent des produits de 513 $ liés au siège social qui ne sont pas ventilés par plateforme de placement. Les autres produits ne sont pas ventilés par réseau de distribution ou région.*

		POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 30 septembre 2025								
		MARCHÉS PUBLICS				MARCHÉS PRIVÉS				
		Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PUBLICS	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PRIVÉS	TOTAL
Honoraires de gestion	*Canada*	33 038	12 225	12 042	**57 305**	21 628	3 932	12 796	**38 356**	**95 661**
	États-Unis	12 513	17 412	1 549	**31 474**	3 029	6	—	**3 035**	**34 509**
	EMOA	3 191	6 935	—	**10 126**	7 168	856	—	**8 024**	**18 150**
	Asie	2 313	1 515	—	**3 828**	645	—	—	**645**	**4 473**
	Total	51 055	38 087	13 591	**102 733**	32 470	4 794	12 796	**50 060**	**152 793**
Honoraires de performance	*Canada*	16	—	—	**16**	2 274	1 072	1 778	**5 124**	**5 140**
	États-Unis	—	—	—	**—**	871	1	2	**874**	**874**
	EMOA	—	154	—	**154**	626	187	—	**813**	**967**
	Asie	—	—	—	**—**	5	—	24	**29**	**29**
	Total	16	154	—	**170**	3 776	1 260	1 804	**6 840**	**7 010**
Commissions d'engagement et frais de transaction	*Canada*	—	—	—	**—**	1 025	89	224	**1 338**	**1 338**
	États-Unis	—	—	—	**—**	24	—	—	**24**	**24**
	EMOA	—	—	—	**—**	37	627	—	**664**	**664**
	Asie	—	—	—	**—**	3	—	3	**6**	**6**
	Total	—	—	—	**—**	1 089	716	227	**2 032**	**2 032**
Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées[1)]	*Canada*								**—**	**—**
	États-Unis								**—**	**—**
	EMOA								**1 387**	**1 387**
	Asie								**—**	**—**
	Total								**1 387**	**1 387**
Autres produits[2)]	Total				**1 570**				**2 052**	**3 868**
Total des produits		51 071	38 241	13 591	**104 473**	37 335	6 770	14 827	**62 371**	**167 090**

[1)] *La quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées n'est pas ventilée par réseau de distribution.*

[2)] *Les autres produits comprennent des produits de 246 $ liés au siège social qui ne sont pas ventilés par plateforme de placement. Les autres produits ne sont pas ventilés par réseau de distribution ou région.*

Tableau 15 – Total des produits par région : variation d'un trimestre à l'autre (en milliers de dollars)

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		
	30 septembre 2026	30 juin 2026	30 septembre 2025
Canada	**100 393**	101 976	105 183
États-Unis	**27 139**	29 829	35 421
EMOA	**21 070**	20 307	21 809
Asie	**1 755**	3 027	4 677
	150 357	**155 139**	**167 090**

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les produits consolidés pour le trimestre clos le 30 septembre 2026 se sont chiffrés à 150,4 millions de dollars, comparativement à 155,1 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2026, en baisse de 4,7 millions de dollars, ou 3,0 %.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, les produits tirés des stratégies sur les marchés publics se sont chiffrés à 93,0 millions de dollars, comparativement à 97,9 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2026, en baisse de 4,9 millions de dollars, ou 5,0 %. Pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, les produits tirés des stratégies sur les marchés privés se sont chiffrés à 57,1 millions de dollars, comparativement à 56,8 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2026, en hausse de 0,3 million de dollars, ou 0,5 %.

Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion consolidés se sont chiffrés à 140,1 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, contre 145,2 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2026, en baisse de 5,1 millions de dollars, ou 3,5 %.

Les honoraires de gestion liés aux stratégies sur les marchés publics pour le trimestre clos le 30 septembre 2026 se sont chiffrés à 91,2 millions de dollars, comparativement à 95,9 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2026, soit une baisse de 4,7 millions de dollars, ou 4,9 %. La baisse est principalement attribuable aux sorties liées aux actifs sous gestion sous-conseillés pour des mandats fondés sur des actions pour des clients aux États-Unis et en Asie, surtout au sein des réseaux de distribution Intermédiaires financiers et Marchés institutionnels. Les honoraires de gestion provenant des clients au Canada ont diminué de 0,8 million de dollars en raison de la croissance interne nette négative et de l'incidence défavorable du marché.

Les honoraires de gestion liés aux stratégies sur les marchés privés pour le trimestre clos le 30 septembre 2026 se sont chiffrés à 49,0 millions de dollars, comparativement à 49,3 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2026, soit une baisse de 0,3 million de dollars, ou 0,6 %. La baisse est attribuable à la diminution des actifs sous gestion moyens déployés dans diverses stratégies.

Honoraires de performance

Les honoraires de performance consolidés se sont établis à 0,6 million de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, comparativement à 2,1 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2026. La diminution pour le trimestre considéré est attribuable à la baisse des honoraires de performance liés aux stratégies axées sur le crédit privé et l'infrastructure pour les marchés privés.

Commissions d'engagement et frais de transaction

Les commissions d'engagement et frais de transaction consolidés se sont établis à 3,1 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, contre 3,7 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2026, en baisse de 0,6 million de dollars, ou 16,2 %. La baisse est principalement imputable à la diminution des frais de transaction au sein des stratégies axées sur le crédit privé et des stratégies axées sur l'immobilier au Royaume-Uni pour les clients dans la région EMOA, partiellement contrebalancée par l'augmentation des frais de transaction au sein des stratégies axées sur l'immobilier au Canada.

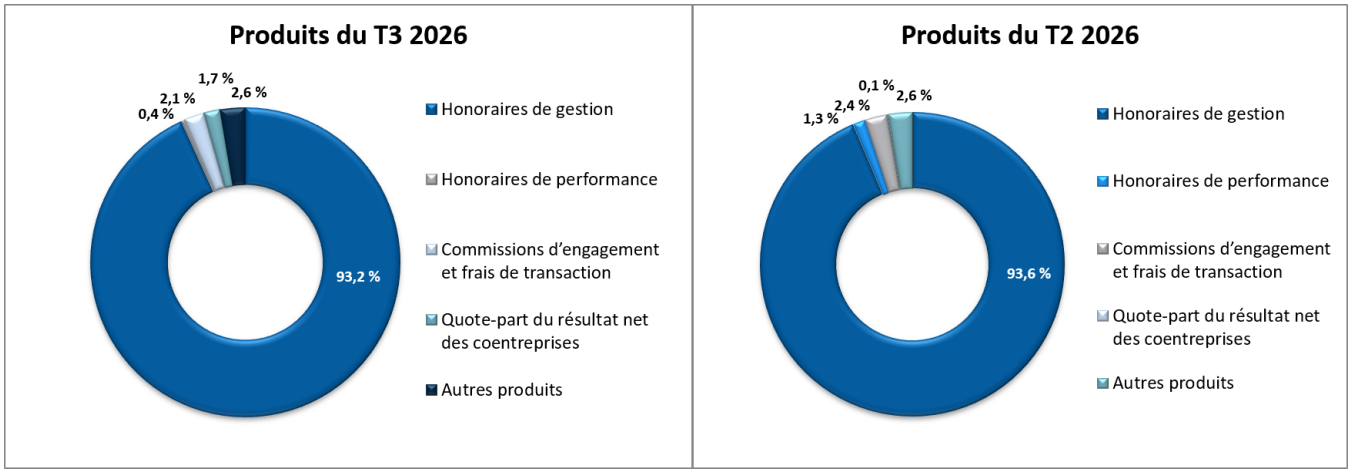
Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées

La quote-part consolidée du résultat net des coentreprises et entreprises associées s'est établie à 2,6 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, contre 0,2 million de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2026, en hausse de 2,4 millions de dollars. La Société détient des participations dans un certain nombre de coentreprises et d'entreprises associées négligeables individuellement dans la plateforme de placement sur les marchés privés qui sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. La quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées peut sensiblement varier d'un trimestre à l'autre en raison de la nature à long terme des projets de coentreprises sous-jacents au sein de Fiera Real Estate UK.

Autres produits

Les autres produits consolidés pour le trimestre clos le 30 septembre 2026 se sont établis à 4,0 millions de dollars, soit un montant relativement inchangé comparativement au trimestre clos le 30 juin 2026.

Les graphiques qui suivent illustrent la ventilation des produits de la Société pour les trimestres clos le 30 septembre 2026 et le 30 juin 2026, respectivement.



Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les produits consolidés se sont chiffrés à 150,4 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, contre 167,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, en baisse de 16,7 millions de dollars, ou 10,0 %.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, les produits tirés des stratégies sur les marchés publics se sont chiffrés à 93,0 millions de dollars, comparativement à 104,5 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, en baisse de 11,5 millions de dollars, ou 11,0 %. Pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, les produits tirés des stratégies sur les marchés privés se sont chiffrés à 57,1 millions de dollars, comparativement à 62,4 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, en baisse de 5,3 millions de dollars, ou 8,5 %. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse des honoraires de performance comptabilisés au cours du trimestre considéré par rapport à l'exercice précédent.

Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion consolidés se sont chiffrés à 140,1 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, contre 152,8 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, en baisse de 12,7 millions de dollars, ou 8,3 %.

Les honoraires de gestion liés aux stratégies sur les marchés publics pour le trimestre clos le 30 septembre 2026 se sont chiffrés à 91,2 millions de dollars, comparativement à 102,7 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, soit une baisse de 11,5 millions de dollars, ou 11,2 %. La baisse des honoraires de gestion est principalement attribuable à des sorties liées aux actifs sous gestion sous-conseillés pour des mandats fondés sur des actions pour des clients aux États-Unis et en Asie.

Les honoraires de gestion liés aux stratégies sur les marchés privés pour le trimestre clos le 30 septembre 2026 se sont chiffrés à 49,0 millions de dollars, comparativement à 50,1 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, soit une baisse de 1,1 million de dollars, ou 2,2 %. La baisse découle principalement d'un changement dans la composition des stratégies.

Honoraires de performance

Les honoraires de performance consolidés se sont chiffrés à 0,6 million de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, contre 7,0 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, en baisse de 6,4 millions de dollars, ou 91,4 %. Cette baisse est attribuable aux marchés privés, principalement en raison de la baisse des honoraires de performance comptabilisés au titre du Fonds d'Agriculture Mondial Ouvert Fiera Comox pour le trimestre de l'exercice considéré.

Commissions d'engagement et frais de transaction

Les commissions d'engagement et frais de transaction consolidés se sont établis à 3,1 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, contre 2,0 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, en hausse de 1,1 million de dollars, ou 55,0 %. La hausse est principalement imputable à l'augmentation des frais de transaction gagnés pour les stratégies axées sur l'immobilier à l'égard des clients au Canada.

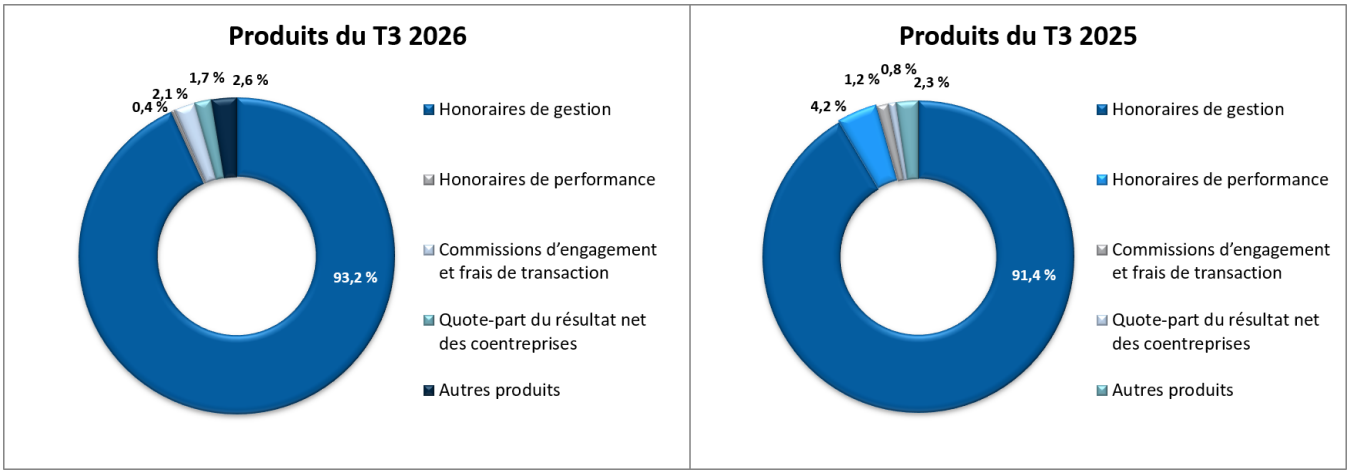
Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées

La quote-part consolidée du résultat net des coentreprises et entreprises associées s'est établie à 2,6 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, contre 1,4 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une hausse de 1,2 million de dollars, ou 85,7 %. La Société détient des participations dans un certain nombre de coentreprises et d'entreprises associées négligeables individuellement dans la plateforme de placement sur les marchés privés qui sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. La quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées peut sensiblement varier d'un trimestre à l'autre en raison de la nature à long terme des projets de coentreprises sous-jacents au sein de Fiera Real Estate UK.

Autres produits

Les autres produits consolidés pour le trimestre clos le 30 septembre 2026 sont demeurés inchangés par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, se chiffrant à 4,0 millions de dollars.

Les graphiques qui suivent illustrent la ventilation des produits de la Société pour les trimestres clos le 30 septembre 2026 et le 30 septembre 2025, respectivement.



Tableaux 16 – Produits depuis le début de l'exercice par plateforme de placement, réseau de distribution et région (en milliers de dollars)

		POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOSE LE 30 septembre 2026								
		MARCHÉS PUBLICS				MARCHÉS PRIVÉS				
		Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	**TOTAL MARCHÉS PUBLICS**	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	**TOTAL MARCHÉS PRIVÉS**	**TOTAL**
Honoraires de gestion	*Canada*	99 888	36 775	33 063	**169 726**	64 265	13 591	34 231	**112 087**	**281 813**
	États-Unis	30 410	45 057	4 141	**79 608**	9 010	13	10	**9 033**	**88 641**
	EMOA	8 433	21 976	—	**30 409**	21 341	2 858	—	**24 199**	**54 608**
	Asie	2 168	3 341	—	**5 509**	1 886	—	—	**1 886**	**7 395**
	Total	140 899	107 149	37 204	**285 252**	96 502	16 462	34 241	**147 205**	**432 457**
Honoraires de performance	*Canada*	78	—	—	**78**	789	80	1 283	**2 152**	**2 230**
	États-Unis	—	—	—	**—**	61	4	9	**74**	**74**
	EMOA	—	51	—	**51**	190	9	2	**201**	**252**
	Asie	—	—	—	**—**	69	—	88	**157**	**157**
	Total	78	51	—	**129**	1 109	93	1 382	**2 584**	**2 713**
Commissions d'engagement et frais de transaction	*Canada*	—	—	—	**—**	5 107	590	1 013	**6 710**	**6 710**
	États-Unis	—	—	—	**—**	135	1	1	**137**	**137**
	EMOA	—	—	—	**—**	1 179	23	—	**1 202**	**1 202**
	Asie	—	—	—	**—**	24	—	15	**39**	**39**
	Total	—	—	—	**—**	6 445	614	1 029	**8 088**	**8 088**
Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées[1)]	*Canada*				**—**				**—**	**—**
	États-Unis				**—**				**—**	**—**
	EMOA				**—**				**3 726**	**3 726**
	Asie				**—**				**—**	**—**
	Total				**—**				**3 726**	**3 726**
Autres produits[2)]	Total				**5 578**				**5 209**	**11 823**
Total des produits		140 977	107 200	37 204	**290 959**	104 056	17 169	36 652	**166 812**	**458 807**

1) *La quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées n'est pas ventilée par réseau de distribution.*

2) *Les autres produits comprennent des produits de 1 036 $ liés au siège social qui ne sont pas ventilés par plateforme de placement. Les autres produits ne sont pas ventilés par réseau de distribution ou région.*

		POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOSE LE 30 septembre 2025								
		MARCHÉS PUBLICS				MARCHÉS PRIVÉS				
		Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PUBLICS	Marchés institutionnels	Intermédiaires financiers	Gestion privée	TOTAL MARCHÉS PRIVÉS	TOTAL
Honoraires de gestion	*Canada*	99 495	36 812	36 160	**172 467**	62 635	13 309	38 970	**114 914**	**287 381**
	États-Unis	36 618	51 229	4 804	**92 651**	8 853	17	11	**8 881**	**101 532**
	EMOA	9 347	20 125	—	**29 472**	20 803	2 419	—	**23 222**	**52 694**
	Asie	6 817	4 856	—	**11 673**	1 920	—	2	**1 922**	**13 595**
	Total	152 277	113 022	40 964	**306 263**	94 211	15 745	38 983	**148 939**	**455 202**
Honoraires de performance	*Canada*	16	—	—	**16**	3 598	1 184	2 831	**7 613**	**7 629**
	États-Unis	—	—	—	**—**	871	4	7	**882**	**882**
	EMOA	—	170	—	**170**	635	273	1	**909**	**1 079**
	Asie	—	—	—	**—**	7	—	87	**94**	**94**
	Total	16	170	—	**186**	5 111	1 461	2 926	**9 498**	**9 684**
Commissions d'engagement et frais de transaction	*Canada*	—	—	—	**—**	3 430	379	954	**4 763**	**4 763**
	États-Unis	—	—	—	**—**	102	—	1	**103**	**103**
	EMOA	—	—	—	**—**	1 201	3 617	—	**4 818**	**4 818**
	Asie	—	—	—	**—**	19	—	15	**34**	**34**
	Total	—	—	—	**—**	4 752	3 996	970	**9 718**	**9 718**
Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées[1)]	*Canada*				**—**				**—**	**—**
	États-Unis				**—**				**—**	**—**
	EMOA				**—**				**6 017**	**6 017**
	Asie				**—**				**—**	**—**
	Total				**—**				**6 017**	**6 017**
Autres produits[2)]	Total				**4 698**				**7 012**	**12 314**
Total des produits		152 293	113 192	40 964	**311 147**	104 074	21 202	42 879	**181 184**	**492 935**

1) La quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées n'est pas ventilée par réseau de distribution.

2) Les autres produits comprennent des produits de 604 $ liés au siège social qui ne sont pas ventilés par plateforme de placement. Les autres produits ne sont pas ventilés par réseau de distribution ou région.

Tableau 17 – Total des produits par région : variation depuis le début de l'exercice (en milliers de dollars)

	POUR LES PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSES LES	
	30 septembre 2026	30 septembre 2025
Canada	**300 350**	310 036
États-Unis	**88 833**	102 555
EMOA	**61 708**	66 150
Asie	**7 916**	14 194
	458 807	**492 935**

Comparaison du cumul annuel au 30 septembre 2026 et du cumul annuel au 30 septembre 2025

Les produits consolidés pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2026 se sont chiffrés à 458,8 millions de dollars, comparativement à 492,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une baisse de 34,1 millions de dollars, ou 6,9 %.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2026, les produits tirés des stratégies sur les marchés publics se sont établis à 291,0 millions de dollars, contre 311,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, en baisse de 20,1 millions de dollars, ou 6,5 %. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2026, les produits tirés des stratégies sur les marchés privés se sont établis à 166,8 millions de dollars, contre 181,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, en baisse de 14,4 millions de dollars, ou 7,9 %.

Honoraires de gestion

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2026, les honoraires de gestion consolidés se sont établis à 432,5 millions de dollars, comparativement à 455,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, en baisse de 22,7 millions de dollars, ou 5,0 %.

Les honoraires de gestion liés aux stratégies sur les marchés publics se sont chiffrés à 285,3 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2026, contre 306,3 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2025, en baisse de 21,0 millions de dollars, ou 6,9 %. La baisse des honoraires de gestion comprend un montant de 11,4 millions de dollars au sein du réseau de distribution Marchés institutionnels et un montant de 5,9 millions de dollars au sein du réseau de distribution Intermédiaires financiers, principalement attribuables aux sorties liées aux actifs sous gestion sous-conseillés pour des mandats fondés sur des actions pour des clients aux États-Unis et en Asie. De plus, il y a eu une diminution de 3,8 millions de dollars au sein du réseau de distribution Gestion privée en raison de contributions nettes négatives principalement liées à des clients au Canada. Compte non tenu des actifs sous gestion sous-conseillés, les honoraires de gestion liés aux stratégies sur les marchés publics ont augmenté grâce à l'augmentation des actifs sous gestion moyens découlant de l'incidence favorable du marché.

Les honoraires de gestion liés aux stratégies sur les marchés privés se sont chiffrés à 147,2 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2026, contre 148,9 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2025, en baisse de 1,7 million de dollars, ou 1,1 %. La baisse est principalement attribuable aux solutions diversifiées de marchés privés et aux stratégies de crédit privé et elle a été partiellement contrebalancée par la hausse des honoraires de gestion pour les stratégies axées sur l'immobilier au Royaume-Uni.

Honoraires de performance

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2026, les honoraires de performance consolidés se sont établis à 2,7 millions de dollars, comparativement à 9,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, en baisse de 7,0 millions de dollars, ou 72,2 %, en raison des honoraires de performance sur les marchés privés. Cette baisse est principalement attribuable à la baisse des honoraires de performance comptabilisés dans les stratégies axées sur l'immobilier au Canada et au titre du Fonds d'Agriculture Mondial Ouvert Fiera Comox, facteur partiellement contrebalancé par les honoraires de performance comptabilisés pour l'exercice considéré dans les stratégies axées sur l'infrastructure.

Commissions d'engagement et frais de transaction

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2026, les commissions d'engagement et frais de transaction consolidés se sont chiffrés à 8,1 millions de dollars, comparativement à 9,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une baisse de 1,6 million de dollars, ou 16,5 %. La baisse est principalement imputable à la diminution des frais de transaction au sein des stratégies axées sur l'immobilier au Royaume-Uni pour les clients dans la région EMOA, partiellement contrebalancée par l'augmentation des frais de transaction au sein des stratégies axées sur l'immobilier et le crédit privé pour des clients au Canada.

Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées

La quote-part consolidée du résultat net des coentreprises et entreprises associées s'est établie à 3,7 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2026, contre 6,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une baisse de 2,3 millions de dollars, ou 38,3 %. La Société détient des participations dans un certain nombre de coentreprises et d'entreprises associées négligeables individuellement dans la plateforme de placement sur les marchés privés qui sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. La quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées peut sensiblement varier d'un trimestre à l'autre en raison de la nature à long terme des projets de coentreprises sous-jacents au sein de Fiera Real Estate UK.

Autres produits

Les autres produits consolidés pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2026 se sont chiffrés à 11,8 millions de dollars, comparativement à 12,3 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une baisse de 0,5 million de dollars, ou 4,1 %. Cette baisse est principalement attribuable à des frais de remboursement anticipé reçus au sein des Marchés privés au cours de l'exercice précédent, partiellement contrebalancée par la hausse des produits provenant de fonds pour l'exercice considéré.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET PERFORMANCE GLOBALE – CHARGES

Frais de vente et charges générales et administratives

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les frais de vente et charges générales et administratives se sont établis à 106,6 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, comparativement à 117,6 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2026, soit une diminution de 11,0 millions de dollars, ou 9,4 %. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse de la charge de rémunération du personnel, laquelle reflète la diminution de la rémunération fixe découlant des initiatives continues en matière d'optimisation des coûts, la diminution des frais de déplacement et de marketing et la baisse des honoraires de sous-conseiller. Au cours du troisième trimestre de 2026, une charge de rémunération fondée sur des actions de 3,3 millions de dollars et des charges de rémunération variable de 2,8 millions de dollars qui avaient été comptabilisées auparavant ont fait l'objet de reprises. Ces reprises sont attribuables aux changements précédemment annoncés au sein de l'équipe Actions canadiennes à grande capitalisation et au départ de certains employés.

Les frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la charge de rémunération fondée sur des actions, se sont établis à 107,4 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, comparativement à 113,1 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2026, soit une diminution de 5,7 millions de dollars, ou 5,0 %.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les frais de vente et charges générales et administratives se sont établis à 106,6 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, contre 122,5 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une diminution de 15,9 millions de dollars, ou 13,0 %. La diminution est essentiellement attribuable à la baisse de la charge de rémunération du personnel dans le cadre des initiatives continues en matière d'optimisation des coûts et à la baisse des honoraires de sous-conseiller. Au cours du troisième trimestre de 2026, une charge de rémunération fondée sur des actions de 3,3 millions de dollars et des charges de rémunération variable de 2,8 millions de dollars qui avaient été comptabilisées auparavant ont fait l'objet de reprises. Ces reprises sont attribuables aux changements précédemment annoncés au sein de l'équipe Actions canadiennes à grande capitalisation et au départ de certains employés.

Les frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la charge de rémunération fondée sur des actions, se sont établis à 107,4 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, comparativement à 116,8 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, soit une diminution de 9,4 millions de dollars, ou 8,1 %.

Comparaison du cumul annuel au 30 septembre 2026 et du cumul annuel au 30 septembre 2025

Les frais de vente et charges générales et administratives se sont établis à 338,3 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2026, contre 366,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une diminution de 28,6 millions de dollars, ou 7,8 %. La diminution est principalement attribuable à la baisse de la charge de rémunération du personnel découlant des initiatives continues en matière d'optimisation des coûts ainsi qu'à la baisse des honoraires de sous-conseiller. Au cours du troisième trimestre de 2026, une charge de rémunération fondée sur des actions de 3,3 millions de dollars et des charges de rémunération variable de 2,8 millions de dollars qui avaient été comptabilisées auparavant ont fait l'objet de reprises. Ces reprises sont attribuables aux changements précédemment annoncés au sein de l'équipe Actions canadiennes à grande capitalisation et au départ de certains employés.

Les frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la charge de rémunération fondée sur des actions, se sont établis à 331,1 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2026, comparativement à 353,5 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2025, soit une diminution de 22,4 millions de dollars, ou 6,3 %.

Amortissements

Tableau 18 – Charge d'amortissement : variation d'un trimestre à l'autre (en milliers de dollars)

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			VARIATION	
	30 septembre 2026	30 juin 2026	30 septembre 2025	D'un trimestre à l'autre	D'un exercice à l'autre
Amortissement des immobilisations incorporelles	**8 818**	8 627	8 825	191	(7)
Amortissement des immobilisations corporelles	**723**	747	931	(24)	(208)
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	**1 996**	1 884	2 551	112	(555)
Total de la charge d'amortissement	**11 537**	11 258	12 307	279	(770)

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

La charge d'amortissement pour le trimestre clos le 30 septembre 2026 s'est établie à 11,5 millions de dollars, comparativement à 11,3 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2026, soit une augmentation de 0,2 million de dollars, ou 1,8 %. L'augmentation est principalement attribuable à la hausse de l'amortissement des logiciels développés à l'interne et à la hausse de l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation à la suite de la modification de certains contrats de location au trimestre précédent.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

La charge d'amortissement s'est établie à 11,5 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, contre 12,3 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une diminution de 0,8 million de dollars, ou 6,5 %. La diminution est principalement attribuable à la baisse de l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation découlant de la modification de certains contrats de location au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent et à la baisse de l'amortissement des immobilisations corporelles, qui s'explique principalement par l'amortissement complet d'améliorations locatives et d'une partie du matériel de bureau.

Comparaison du cumul annuel au 30 septembre 2026 et du cumul annuel au 30 septembre 2025

Tableau 19 – Charge d'amortissement : variation depuis le début de l'exercice (en milliers de dollars)

	POUR LES PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSES LES		VARIATION
	30 septembre 2026	30 septembre 2025	D'un exercice à l'autre
Amortissement des immobilisations incorporelles	**25 828**	26 199	(371)
Amortissement des immobilisations corporelles	**2 286**	2 804	(518)
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	**5 859**	7 789	(1 930)
Total de la charge d'amortissement	**33 973**	36 792	(2 819)

La charge d'amortissement s'est établie à 34,0 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2026, contre 36,8 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une diminution de 2,8 millions de dollars, ou 7,6 %. La diminution est principalement attribuable à la baisse de l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation découlant de la modification de certains contrats de location. La diminution reflète également la baisse de l'amortissement des immobilisations corporelles, qui s'explique principalement par l'amortissement complet d'améliorations locatives et d'une partie du matériel de bureau, ainsi que par la baisse de l'amortissement des immobilisations incorporelles.

Intérêts sur la dette à long terme et les débentures

Tableau 20 – Intérêts sur la dette à long terme et les débentures : variation d'un trimestre à l'autre (en milliers de dollars)

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			VARIATION	
	30 septembre 2026	30 juin 2026	30 septembre 2025	D'un trimestre à l'autre	D'un exercice à l'autre
Intérêts sur la dette à long terme	**8 906**	9 143	8 743	(237)	163
Intérêts sur les swaps de taux d'intérêt et les swaps de devises croisées	**(1 790)**	(2 012)	(1 067)	222	(723)
Intérêts sur les débentures	**3 592**	3 499	4 843	93	(1 251)
Total des intérêts sur la dette à long terme et les débentures	**10 708**	10 630	12 519	78	(1 811)

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les intérêts sur la dette à long terme et les débentures se sont chiffrés à 10,7 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, comparativement à 10,6 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2026, soit une augmentation de 0,1 million de dollars, ou 0,9 %. L'augmentation tient principalement à la hausse de la charge d'intérêts sur les débentures, laquelle reflète les intérêts courus sur un trimestre complet pour la débenture hybride à 7,40 %. Les intérêts sur la dette à long terme, incluant les swaps de devises croisées, sont demeurés relativement stables par rapport au trimestre précédent.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les intérêts sur la dette à long terme et les débentures se sont établis à 10,7 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, comparativement à 12,5 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une diminution de 1,8 million de dollars, ou 14,4 %. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse des intérêts sur les débentures à la suite du rachat des débentures hybrides à 8,25 % le 31 décembre 2025, contrebalancée en partie par l'émission de la débenture hybride à 7,40 % conjointement au rachat de la débenture hybride à 6,0 %. La diminution s'explique également par l'arrivée à échéance des swaps de taux d'intérêt le 26 février 2026.

Comparaison du cumul annuel au 30 septembre 2026 et du cumul annuel au 30 septembre 2025

Tableau 21 – Intérêts sur la dette à long terme et les débentures : variation depuis le début de l'exercice (en milliers de dollars)

	POUR LES PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSES LES		VARIATION
	30 septembre 2026	30 septembre 2025	D'un exercice à l'autre
Intérêts sur la dette à long terme	**25 887**	27 197	(1 310)
Intérêts sur les swaps de taux d'intérêt et les swaps de devises croisées	**(4 748)**	(2 888)	(1 860)
Intérêts sur les débentures	**10 302**	11 656	(1 354)
Total des intérêts sur la dette à long terme et les débentures	**31 441**	35 965	(4 524)

Les intérêts sur la dette à long terme et les débentures se sont chiffrés à 31,4 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2026, comparativement à 36,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une diminution de 4,6 millions de dollars, ou 12,8 %. La diminution est principalement attribuable à la baisse des intérêts sur la dette à long terme découlant des baisses de taux d'intérêt et de la diminution de la charge d'intérêts liée aux swaps de taux d'intérêt qui sont venus à échéance le 26 février 2026. La diminution reflète aussi la baisse des intérêts sur les débentures à la suite du rachat des débentures hybrides à 8,25 % le 31 décembre 2025. Ces diminutions ont été partiellement contrebalancées par l'augmentation de l'encours moyen de la dette à long terme par rapport à la période comparative.

Intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières

Tableau 22 – Intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières : variation d'un trimestre à l'autre (en milliers de dollars)

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			VARIATION	
	30 septembre 2026	30 juin 2026	30 septembre 2025	D'un trimestre à l'autre	D'un exercice à l'autre
Intérêts sur les obligations locatives	**556**	559	526	(3)	30
Conversion des monnaies étrangères et variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	**917**	(408)	1 346	1 325	(429)
Autres intérêts et charges financières	**27**	283	(63)	(256)	90
Total des intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières	**1 500**	434	1 809	1 066	(309)

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières se sont élevés à 1,5 million de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, comparativement à 0,4 million de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2026, soit une hausse de 1,1 million de dollars. Cette hausse découle principalement de la réévaluation défavorable d'éléments monétaires libellés en monnaies étrangères au sein du bilan, comparativement à une réévaluation favorable pour le trimestre précédent, et des pertes sur les contrats de change à terme au cours du trimestre considéré.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières se sont élevés à 1,5 million de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, comparativement à 1,8 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une baisse de 0,3 million de dollars. Cette baisse découle principalement de la réévaluation défavorable d'éléments monétaires libellés en monnaies étrangères au sein du bilan au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison du raffermissement du dollar américain au cours de cette période. Ce facteur a été partiellement contrebalancé par une augmentation de la variation de la juste valeur des produits dérivés de change.

Comparaison du cumul annuel au 30 septembre 2026 et du cumul annuel au 30 septembre 2025

Tableau 23 – Intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières : variation depuis le début de l'exercice (en milliers de dollars)

	POUR LES PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSES LES		VARIATION
	30 septembre 2026	30 septembre 2025	D'un exercice à l'autre
Intérêts sur les obligations locatives	**1 679**	1 677	2
Conversion des monnaies étrangères et variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	**684**	(1 347)	2 031
Autres intérêts et charges financières	**453**	1 172	(719)
Total des intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières	**2 816**	1 502	1 314

Les intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières se sont chiffrés à 2,8 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2026, comparativement à 1,5 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une hausse de 1,3 million de dollars. L'augmentation est principalement attribuable à la réévaluation défavorable d'éléments monétaires libellés en monnaies étrangères au sein du bilan et aux variations de la juste valeur des produits dérivés de change comparativement à l'exercice précédent. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la diminution des autres charges financières, notamment un ajustement de réévaluation de 1,0 million de dollars en lien avec le règlement anticipé des débentures hybrides à 8,25 % qui avait été comptabilisé à l'exercice précédent.

Coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts se sont chiffrés à 6,4 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, contre 5,7 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2026, en hausse de 0,7 million de dollars, ou 12,3 %. Cette hausse est principalement attribuable aux changements précédemment annoncés au sein de l'équipe Actions canadiennes à grande capitalisation. En outre, les montants pour le trimestre précédent comprenaient des recouvrements d'assurance de 2,6 millions de dollars.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts se sont établis à 6,4 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, contre 3,4 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, en hausse de 3,0 millions de dollars, ou 88,2 %. Cette hausse est principalement attribuable aux changements précédemment annoncés au sein de l'équipe Actions canadiennes à grande capitalisation ainsi qu'à l'augmentation des coûts de restructuration liés aux indemnités de départ comparativement à l'exercice précédent.

Comparaison du cumul annuel au 30 septembre 2026 et du cumul annuel au 30 septembre 2025

Les coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts se sont établis à 21,2 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2026, contre 16,3 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une hausse de 4,9 millions de dollars, ou 30,1 %. La hausse est principalement attribuable à l'augmentation des charges à l'égard d'une transaction portant sur les capitaux propres avec un actionnaire minoritaire effectuée au cours du deuxième trimestre de 2026 et aux changements précédemment annoncés au sein de l'équipe Actions canadiennes à grande capitalisation. De plus, une charge sans effet sur la trésorerie de 2,2 millions de dollars a été comptabilisée à l'exercice considéré à l'égard d'une convention entre actionnaires membres de la direction relativement à l'acquisition d'actions additionnelles d'une plateforme de placement immobilier au cours de l'exercice précédent, en plus d'une hausse des charges de restructuration au titre des indemnités de départ. Ces charges ont été partiellement contrebalancées par des recouvrements d'assurance de 6,0 millions de dollars comptabilisés pour l'exercice considéré en lien avec certaines réclamations.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET PERFORMANCE GLOBALE – RÉSULTAT NET

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, la Société a présenté un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société correspondant à un bénéfice de 6,7 millions de dollars, soit 0,06 $ par action (de base et dilué), contre un résultat net correspondant à un bénéfice de 3,5 millions de dollars, soit 0,03 $ par action (de base et dilué), pour le trimestre clos le 30 juin 2026, soit une augmentation de 3,2 millions de dollars, ou 91,4 %. L'augmentation est attribuable aux facteurs suivants :

- une diminution de 11,0 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives découlant principalement de la baisse de la charge de rémunération fondée sur des actions, de la charge de rémunération du personnel, des frais de déplacement et de marketing et des honoraires de sous-conseiller. Au cours du troisième trimestre de 2026, une charge de rémunération fondée sur des actions de 3,3 millions de dollars et des charges de rémunération variable de 2,8 millions de dollars qui avaient été comptabilisées auparavant ont fait l'objet de reprises. Ces reprises sont attribuables aux changements précédemment annoncés au sein de l'équipe Actions canadiennes à grande capitalisation et au départ de certains employés.

Cette augmentation du résultat net a été partiellement contrebalancée par :

- une diminution de 4,7 millions de dollars des produits, principalement attribuable à la baisse des honoraires de gestion sur les marchés publics, surtout pour les mandats sous-conseillés, à la baisse des honoraires de performance et des commissions d'engagement et frais de transaction sur les marchés privés;
- une augmentation de 2,1 millions de dollars de la charge d'impôt sur le résultat, principalement en raison de l'augmentation du résultat avant impôt sur le résultat;
- une augmentation de 1,1 million de dollars des intérêts sur les obligations locatives, de la conversion des monnaies étrangères et des autres charges financières, découlant principalement de la réévaluation défavorable d'éléments monétaires libellés en monnaies étrangères au sein du bilan par rapport au trimestre précédent.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, la Société a présenté un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société correspondant à un bénéfice de 6,7 millions de dollars, soit 0,06 $ par action (de base et dilué), contre un résultat net correspondant à un bénéfice de 5,8 millions de dollars, soit 0,05 $ par action (de base et dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une augmentation de 0,9 million de dollars, ou 15,5 %, du résultat net attribuable aux actionnaires de la Société. L'augmentation est attribuable aux facteurs suivants :

- une diminution de 15,9 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives découlant principalement de la baisse de la charge de rémunération du personnel attribuable aux initiatives continues en matière d'optimisation des coûts, de la baisse de la rémunération fondée sur des actions et de la baisse des honoraires de sous-conseiller. Au cours du troisième trimestre de 2026, une charge de rémunération fondée sur des actions de 3,3 millions de dollars et des charges de rémunération variable de 2,8 millions de dollars qui avaient été comptabilisées auparavant ont fait l'objet de reprises. Ces reprises sont attribuables aux changements précédemment annoncés au sein de l'équipe Actions canadiennes à grande capitalisation et au départ de certains employés;

- une diminution de 1,8 million de dollars des intérêts sur la dette à long terme et les débentures principalement attribuable à la baisse des intérêts sur les débentures et à la diminution de la charge d'intérêts liée aux swaps de taux d'intérêt.

Ces facteurs ayant contribué à la diminution du résultat net ont été partiellement contrebalancés par :

- une diminution de 16,7 millions de dollars des produits, principalement attribuable à la baisse des honoraires de gestion sur les marchés publics pour les mandats sous-conseillés et à la baisse des honoraires de performance comptabilisés au titre des stratégies sur les marchés privés.

Comparaison du cumul annuel au 30 septembre 2026 et du cumul annuel au 30 septembre 2025

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2026, la Société a présenté un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société correspondant à un bénéfice de 13,1 millions de dollars, soit 0,12 $ par action (de base et dilué), contre un résultat net correspondant à un bénéfice de 31,4 millions de dollars, soit 0,29 $ par action (de base) et 0,27 $ par action (dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une diminution de 18,3 millions de dollars, ou 58,3 %, du résultat net attribuable aux actionnaires de la Société. Cette diminution est attribuable aux facteurs suivants :

- une réévaluation de 12,7 millions de dollars d'un placement lié à l'acquisition d'une participation donnant le contrôle dans une plateforme de placement immobilier dont la comptabilisation a eu lieu à l'exercice précédent;
- une diminution de 34,1 millions de dollars des produits, principalement attribuable à la baisse des honoraires de gestion sur les marchés publics pour des mandats sous-conseillés, à la baisse des honoraires de performance sur les marchés privés, à la baisse de la quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées, ainsi qu'à la baisse des commissions d'engagement et frais de transaction;

Ces facteurs ayant contribué à la diminution du résultat net ont été partiellement contrebalancés par :

- une diminution de 28,6 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives découlant principalement de la baisse de la charge de rémunération du personnel attribuable aux initiatives continues en matière d'optimisation des coûts, de la baisse de la rémunération fondée sur des actions et de la baisse des honoraires de sous-conseiller. Au cours du troisième trimestre de 2026, une charge de rémunération fondée sur des actions de 3,3 millions de dollars et des charges de rémunération variable de 2,8 millions de dollars qui avaient été comptabilisées auparavant ont fait l'objet de reprises. Ces reprises sont attribuables aux changements précédemment annoncés au sein de l'équipe Actions canadiennes à grande capitalisation et au départ de certains employés.

MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Nous avons inclus des mesures qui ne sont pas conformes aux IFRS afin de fournir aux investisseurs un complément d'information sur nos résultats d'exploitation et notre performance financière. Nous estimons que ces mesures non conformes aux IFRS constituent d'importants indicateurs complémentaires de nos résultats d'exploitation et de notre performance financière, car elles font ressortir des tendances de nos activités de base que les seules mesures conformes aux IFRS ne permettraient pas nécessairement de mettre en évidence. Les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et les autres parties intéressées ont aussi fréquemment recours à des mesures non conformes aux IFRS pour évaluer les sociétés émettrices, dont bon nombre utilisent des mesures non conformes aux IFRS aux fins de la présentation de leurs résultats. La direction fait par ailleurs appel à des mesures non conformes aux IFRS pour faciliter la comparaison des résultats d'exploitation et de la performance financière d'une période à l'autre, pour établir les budgets annuels et pour évaluer sa capacité à assurer le service de la dette, à financer les dépenses d'investissement et à satisfaire aux besoins en fonds de roulement.

Les mesures non conformes aux IFRS ne sont pas des mesures définies par les IFRS. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et elles pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Par exemple, certaines ou la totalité d'entre elles ne tiennent pas compte a) de nos dépenses en trésorerie ou de nos besoins futurs au titre des dépenses d'investissement ou des engagements contractuels, b) des variations de nos besoins en fonds de roulement ou de nos besoins de liquidités à cet égard, c) de la charge d'intérêts ou des besoins de liquidités liés aux paiements d'intérêts et du principal sur notre dette, et d) des versements d'impôt, qui viennent réduire notre trésorerie disponible. Ces mesures non conformes aux IFRS comportent des limitations importantes en tant qu'outils d'analyse, les lecteurs ne doivent pas les considérer isolément ni les substituer à l'analyse de nos résultats présentés selon les IFRS. En raison de ces limitations, nous nous appuyons principalement sur nos résultats présentés selon les IFRS et nous n'utilisons les mesures non conformes aux IFRS qu'à des fins complémentaires.

Nous définissons le ***BAIIA*** comme étant le résultat net avant intérêts, impôts sur le résultat et amortissements (le « BAIIA »). Le ***BAIIA ajusté*** correspond au BAIIA, ajusté pour tenir compte des coûts de restructuration, des frais liés aux acquisitions et autres coûts, de la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et autres, de la perte (du profit) sur les placements, de la réévaluation d'un placement lié à une acquisition, des autres charges (produits), et des charges de rémunération fondée sur des actions.

Le ***BAIIA ajusté par action (de base)*** est calculé comme le BAIIA ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions de base en circulation au cours de la période. Le ***BAIIA ajusté par action (dilué)*** est calculé comme le BAIIA ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions dilué en circulation au cours de la période. Le BAIIA ajusté par action de base et le BAIIA ajusté par action dilué sont calculés au moyen du même nombre moyen pondéré d'actions en circulation que, respectivement, le résultat net par action de base et dilué calculés conformément aux IFRS, que le résultat net corresponde à un bénéfice ou à une perte.

Nous estimons que le BAIIA, le BAIIA ajusté et le BAIIA ajusté par action (de base et dilué) sont des mesures utiles en ce qu'elles permettent d'évaluer la performance de nos activités de base et les tendances du secteur d'une période à l'autre sans les variations causées par l'incidence des éléments décrits ci-dessus, que nous ne considérons pas comme représentatifs de la performance de nos activités de base courante. La direction utilise également ces mesures clés de la performance pour établir les budgets et les prévisions internes, pour évaluer les programmes de rémunération de la direction, pour lesquels ces mesures constituent des facteurs importants, pour évaluer les acquisitions éventuelles et pour comparer les résultats des activités de base de la période considérée avec ceux des périodes historiques correspondantes et avec la performance des activités de base d'autres sociétés de notre secteur. La Société considère que ses activités de base sont la gestion d'actifs, les conseils en placement et les services connexes. Les coûts liés aux initiatives stratégiques comme la restructuration et les acquisitions et les autres charges (produits) ne sont pas considérés comme des coûts de

base. La charge d'amortissement et les variations de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat connexes sont, de par leur nature, sans effet sur la trésorerie. La charge de rémunération fondée sur des actions est également exclue, puisqu'elle entraîne une volatilité découlant de l'évaluation du cours de l'action de la Société, qu'elle n'est pas directement liée à la performance des activités de base, qu'elle peut être réglée en actions et qu'elle est par conséquent sans effet sur la trésorerie dans certains cas. La Société exclut ces éléments parce qu'ils peuvent toucher la comparabilité de ses résultats financiers entre les périodes et qu'ils pourraient éventuellement déformer l'analyse des tendances de la performance de ses activités de base. L'exclusion de ces éléments ne signifie pas nécessairement qu'ils ne sont pas récurrents.

Nous définissons la ***marge du BAIIA ajusté*** comme étant le ratio du BAIIA ajusté aux produits. Il s'agit là d'une importante mesure de la performance d'exploitation globale, car elle est indicatrice de la rentabilité de la Société du point de vue de l'exploitation.

Le ***résultat net ajusté*** est le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté afin de tenir compte de la charge d'amortissement, de la rémunération fondée sur des actions, ainsi que des coûts de restructuration, des frais liés aux acquisitions et autres coûts après impôt, de la désactualisation après impôt et la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et autres, de la désactualisation de l'intérêt effectif sur les débentures après impôt, de la réévaluation après impôt d'un placement lié à une acquisition, ainsi que des autres charges (produits) après impôt.

Le ***résultat net ajusté par action (de base)*** est calculé comme le résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions de base en circulation au cours de la période. Le ***résultat net ajusté par action (dilué)*** est calculé comme le résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions dilué en circulation au cours de la période. Le résultat net ajusté par action de base et le résultat net ajusté par action dilué sont calculés au moyen du même nombre moyen pondéré d'actions en circulation que, respectivement, le résultat net par action de base et dilué calculés conformément aux IFRS, que le résultat net corresponde à un bénéfice ou à une perte.

Nous estimons que le résultat net ajusté et le résultat net ajusté par action (de base et dilué) sont des mesures utiles en ce qu'elles permettent d'évaluer la performance globale de la Société d'une période à l'autre sans la variation causée par l'incidence des éléments décrits ci-dessus. La Société exclut ces éléments parce qu'ils peuvent toucher la comparabilité de ses résultats financiers d'une période à l'autre et qu'ils pourraient éventuellement déformer l'analyse des tendances de la performance de ses activités. L'exclusion de ces éléments ne signifie pas nécessairement qu'ils ne sont pas récurrents.

Les ***flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois*** correspondent aux 12 derniers mois de trésorerie disponible aux fins de distribution aux actionnaires ou de réinvestissement. Nous définissons les flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois comme étant les entrées ou sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation ajustées pour comprendre : la trésorerie versée aux fins du règlement d'obligations au titre du prix d'achat; le produit tiré du billet à ordre; les distributions reçues des coentreprises et entreprises associées (déduction faite des investissements); les dividendes et autres distributions versés aux détenteurs de la participation ne donnant pas le contrôle et autres; les paiements de loyers; et les intérêts versés sur la dette à long terme et les débentures. Les flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois excluent les frais liés aux acquisitions et autres coûts et les autres coûts de restructuration. Les flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois sont présentés pour les 12 derniers mois consécutifs, étant donné qu'une mesure calculée en fonction des 12 derniers mois réduit l'incidence de la fluctuation du fonds de roulement en raison du moment où le calcul est effectué au cours de l'exercice. Les ***flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois par action*** sont calculés comme les flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois divisés par le nombre moyen pondéré d'actions de base en circulation au cours de la période.

Nous estimons que les flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois et les flux de trésorerie disponibles par action des 12 derniers mois sont des mesures utiles, car elles offrent des renseignements additionnels sur la trésorerie disponible que la Société pourrait affecter au remboursement du capital aux actionnaires, au déploiement du capital à des fins de réinvestissement dans l'entreprise ou à une réduction de l'endettement.

La ***dette nette*** correspond à la valeur comptable de la dette à long terme et des débentures, majorée de la juste valeur des swaps de devises croisées, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, telle qu'elle est présentée dans l'état de la situation financière des états financiers consolidés.

Nous définissons le ***ratio de la dette nette*** comme étant le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté des 12 derniers mois.

La dette nette et le ratio de la dette nette sont couramment utilisés pour évaluer le levier financier. Nous sommes d'avis qu'il s'agit de mesures utiles, car elles permettent de mieux comprendre la capacité de la Société à respecter ses obligations financières courantes.

Les tableaux 29, 30, 31 et 32 présentent un rapprochement des mesures non conformes aux IFRS et des mesures du résultat conformes aux IFRS les plus comparables.

BAIIA ajusté

Le tableau suivant présente respectivement le BAIIA, le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté et le BAIIA ajusté par action de la Société.

Tableau 24 – BAIIA ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSES LES	
	30 septembre 2026	30 juin 2026	30 septembre 2025	30 septembre 2026	30 septembre 2025
Résultat net	**8 174**	5 999	9 965	**18 909**	39 827
Charge d'impôt sur le résultat	**4 644**	2 504	5 395	**10 721**	10 873
Amortissements	**11 537**	11 258	12 307	**33 973**	36 792
Intérêts sur la dette à long terme et les débentures	**10 708**	10 630	12 519	**31 441**	35 965
Intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières	**1 500**	434	1 809	**2 816**	1 502
BAIIA	**36 563**	30 825	41 995	**97 860**	124 959
Coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts	**6 429**	5 676	3 405	**21 192**	16 335
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et autres	**(486)**	53	(377)	**(723)**	(1 316)
Rémunération fondée sur des actions	**(848)**	4 483	5 746	**7 166**	13 367
Profit sur les placements, montant net	**(211)**	(179)	(203)	**(612)**	(935)
Réévaluation d'un placement lié à une acquisition	**—**	—	—	**—**	(12 730)
Autres charges (produits)	**1 465**	1 184	(241)	**2 778**	(260)
BAIIA ajusté	**42 912**	42 042	50 325	**127 661**	139 420
Marge du BAIIA ajusté	**28,5 %**	27,1 %	30,1 %	**27,8 %**	28,3 %
Par action (de base)	**0,41**	0,40	0,47	**1,20**	1,30
Par action (dilué)	**0,32**	0,38	0,45	**1,15**	1,09
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – de base (en milliers)	**105 931**	106 011	106 742	**106 138**	107 596
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – dilué (en milliers)	**135 683**	111 235	110 709	**110 886**	127 707

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, le BAIIA ajusté s'est établi à 42,9 millions de dollars, soit 0,41 $ par action (de base) et 0,32 $ par action (dilué), contre 42,0 millions de dollars, soit 0,40 $ par action (de base) et 0,38 $ par action (dilué), pour le trimestre clos le 30 juin 2026, ce qui représente une augmentation de 0,9 million de dollars, ou 2,1 %. L'augmentation du BAIIA ajusté est principalement attribuable à la baisse de 5,7 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la charge de rémunération fondée sur des actions, en raison principalement de la baisse de la charge de rémunération du personnel et des frais de déplacement et de marketing. Cette augmentation du BAIIA ajusté a été partiellement contrebalancée par la baisse de 4,7 millions de dollars des produits, qui s'explique principalement par la diminution des honoraires de gestion sur les marchés publics liés surtout à des mandats sous-conseillés, et par la diminution des honoraires de performance et des commissions d'engagement et frais de transaction sur les marchés privés.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, le BAIIA ajusté s'est établi à 42,9 millions de dollars, soit 0,41 $ par action (de base) et 0,32 $ par action (dilué), contre 50,3 millions de dollars, soit 0,47 $ par action (de base) et 0,45 $ par action (dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une diminution de 7,4 millions de dollars, ou 14,7 %. Cette diminution du BAIIA ajusté est principalement attribuable à la diminution des honoraires de performance sur les marchés privés. La diminution des honoraires de gestion sur les marchés publics liés à des mandats sous-conseillés a été largement contrebalancée par la baisse des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la charge de rémunération fondée sur des actions.

Comparaison du cumul annuel au 30 septembre 2026 et du cumul annuel au 30 septembre 2025

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2026, le BAIIA ajusté s'est établi à 127,7 millions de dollars, soit 1,20 $ par action (de base) et 1,15 $ par action (dilué), contre 139,4 millions de dollars, soit 1,30 $ par action (de base) et 1,09 $ par action (dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une diminution de 11,7 millions de dollars, ou 8,4 %. La diminution est principalement attribuable à la baisse de 7,0 millions de dollars des honoraires de performance sur les marchés privés, à la diminution de 2,3 millions de dollars du bénéfice reçu des coentreprises et entreprises associées et à la baisse de 1,6 million de dollars des commissions d'engagement et frais de transaction. La diminution de 22,7 millions de dollars des honoraires de gestion a été contrebalancée par la baisse des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la charge de rémunération fondée sur des actions.

Résultat net ajusté

Le tableau suivant présente respectivement le résultat net et le résultat net ajusté de la Société.

Tableau 25 – Résultat net et résultat net ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSES LES	
	30 septembre 2026	30 juin 2026	30 septembre 2025	30 septembre 2026	30 septembre 2025
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	**6 731**	3 521	5 834	**13 085**	31 380
Amortissements	**11 537**	11 258	12 307	**33 973**	36 792
Coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts	**6 429**	5 676	3 405	**21 192**	16 335
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et autres, et intérêt effectif sur les débentures	**(295)**	273	30	**(151)**	(353)
Rémunération fondée sur des actions	**(848)**	4 483	5 746	**7 166**	13 367
Réévaluation d'un placement lié à une acquisition	**—**	—	—	**—**	(12 730)
Autres charges (produits)	**1 465**	1 184	(241)	**2 778**	(260)
Incidence fiscale des éléments ci-dessus	**(1 078)**	(2 519)	(2 047)	**(6 694)**	(6 873)
Résultat net ajusté	**23 941**	23 876	25 034	**71 349**	77 658
Par action (de base)					
Résultat net	**0,06**	0,03	0,05	**0,12**	0,29
Résultat net ajusté	**0,23**	0,23	0,23	**0,67**	0,72
Par action (dilué)					
Résultat net	**0,06**	0,03	0,05	**0,12**	0,27
Résultat net ajusté	**0,19**	0,21	0,23	**0,64**	0,63
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – de base (en milliers)	**105 931**	106 011	106 742	**106 138**	107 596
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – dilué (en milliers)	**135 683**	111 235	110 709	**110 886**	127 707

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Le résultat net ajusté pour le trimestre clos le 30 septembre 2026 s'est établi à 23,9 millions de dollars, soit 0,23 $ par action (de base) et 0,19 $ par action (dilué), comparativement à 23,9 millions de dollars, soit 0,23 $ par action (de base) et 0,21 $ par action (dilué), pour le trimestre clos le 30 juin 2026. Le résultat net ajusté est demeuré relativement inchangé, puisque la baisse de 5,7 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la charge de rémunération fondée sur des actions, a été contrebalancée par la baisse de 4,7 millions de dollars des produits, par la hausse des intérêts sur les obligations locatives, de la conversion des monnaies étrangères et des autres charges financières de 1,0 million de dollars.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Le résultat net ajusté pour le trimestre clos le 30 septembre 2026 s'est établi à 23,9 millions de dollars, soit 0,23 $ par action (de base) et 0,19 $ par action (dilué), comparativement à un résultat net ajusté de 25,0 millions de dollars, soit 0,23 $ par action (de base) et 0,23 $ par action (dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une baisse de 1,1 million de dollars, ou 4,4 %. La diminution du résultat net ajusté est principalement attribuable à la baisse des honoraires de performance sur les marchés privés, partiellement contrebalancée par la hausse de 1,2 million de dollars de la quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées, l'augmentation de 1,0 million de dollars des commissions d'engagement et frais de transaction, la baisse de 1,7 million de dollars de la charge d'impôt sur le résultat net ajusté et la baisse de 1,6 million de dollars des intérêts sur la dette à long terme et les débentures, compte non tenu de l'intérêt effectif sur les débentures. La diminution des honoraires de gestion sur les marchés publics liés à des mandats sous-conseillés a été partiellement contrebalancée par la baisse des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la charge de rémunération fondée sur des actions.

Comparaison du cumul annuel au 30 septembre 2026 et du cumul annuel au 30 septembre 2025

Le résultat net ajusté s'est établi à 71,3 millions de dollars, soit 0,67 $ par action (de base) et 0,64 $ par action (dilué), pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2026, comparativement à un résultat net ajusté de 77,7 millions de dollars, soit 0,72 $ par action (de base) et 0,63 $ par action (dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une diminution de 6,4 millions de dollars, ou 8,2 %. La diminution est principalement attribuable à la baisse de 7,0 millions de dollars des honoraires de performance comptabilisés sur les marchés privés, à la diminution de 2,3 millions de dollars du bénéfice reçu des coentreprises et entreprises associées et à la hausse de 1,3 million de dollars des intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières, facteurs partiellement contrebalancés par la baisse de 4,2 millions de dollars des intérêts sur la dette à long terme et les débentures, compte non tenu de l'intérêt effectif sur les débentures. La diminution de 22,7 millions de dollars des honoraires de gestion, attribuable principalement aux mandats sous-conseillés, a été contrebalancée par la baisse des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la charge de rémunération fondée sur des actions.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Risque de liquidité

La Société cherche à disposer de liquidités suffisantes pour régler ses passifs à mesure qu'ils viennent à échéance. Elle surveille le solde de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie ainsi que ses flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation afin de pouvoir s'acquitter de ses obligations.

La Société génère suffisamment de trésorerie à partir de ses activités d'exploitation et, grâce à sa dette à long terme, dispose de financement suffisant pour lui permettre de financer ses activités et d'honorer ses obligations à leur échéance.

Flux de trésorerie

En plus des frais de vente et charges générales et administratives, la Société affecte sa trésorerie notamment aux versements de dividendes, aux rachats d'actions, au service de la dette, aux dépenses d'investissement et aux acquisitions d'entreprises.

Tableau 26 – Sommaire des tableaux consolidés résumés intermédiaires des flux de trésorerie (en milliers de dollars)

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSES LES		
	30 septembre 2026	30 septembre 2025	VARIATION	30 septembre 2026	30 septembre 2025	VARIATION
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation avant l'incidence du fonds de roulement	**34 390**	45 533	(11 143)	**104 799**	116 838	(12 039)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation	**24 628**	17 462	7 166	**(17 756)**	(29 890)	12 134
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation	**59 018**	62 995	(3 977)	**87 043**	86 948	95
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités d'investissement	**2 790**	(176)	2 966	**(3 159)**	(4 349)	1 190
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement	**(63 489)**	(54 236)	(9 253)	**(97 270)**	(86 662)	(10 608)
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	**(1 681)**	8 583	(10 264)	**(13 386)**	(4 063)	(9 323)
Incidence des fluctuations des cours du change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères	**(3)**	337	(340)	**671**	551	120
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	**30 648**	22 924	7 724	**41 679**	35 356	6 323
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	**28 964**	31 844	(2 880)	**28 964**	31 844	(2 880)
Flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois[1)]	**90 170**	87 059	3 111	**90 170**	87 059	3 111

[1)] *Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » qui commence à la page 59 et aux tableaux de rapprochement connexes aux pages 75 à 78.*

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation

Les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation se sont chiffrées à 59,0 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, comparativement à 63,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une diminution de 4,0 millions de dollars, ou 6,3 %. La diminution est attribuable à la baisse des entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation avant l'incidence du fonds de roulement de 11,1 millions de dollars, principalement attribuable à la diminution des produits. Cette diminution a été partiellement contrebalancée par les variations du fonds de roulement de 7,1 millions de dollars, principalement en raison du calendrier de recouvrement des débiteurs, incluant les honoraires de performance comptabilisés à l'exercice précédent. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par le calendrier des charges payées d'avance, des règlements de créditeurs et des règlements liés aux paiements fondés sur des actions.

Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités d'investissement

Les entrées de trésorerie liées aux activités d'investissement se sont élevées à 2,8 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, contre des sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement de 0,2 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une augmentation de 3,0 millions de dollars des entrées de trésorerie. L'augmentation est principalement attribuable à la baisse de 2,9 millions de dollars des participations dans des coentreprises et des entreprises associées et à la baisse de 2,4 millions de dollars des placements, facteurs partiellement contrebalancés par la trésorerie et les équivalents de trésorerie soumis à des restrictions de 0,8 million de dollars, l'acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles de 0,8 million de dollars et les distributions reçues des coentreprises et entreprises associées de 0,6 million de dollars.

Sorties de trésorerie liées aux activités de financement

Les sorties de trésorerie liées aux activités de financement se sont élevées à 63,5 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, comparativement à des sorties de trésorerie liées aux activités de financement de 54,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une augmentation de 9,3 millions de dollars, ou 17,2 %. L'augmentation des sorties de trésorerie liées aux activités de financement est principalement attribuable à l'augmentation de 9,1 millions de dollars du remboursement de la dette à long terme, à la hausse de 2,5 millions de dollars des intérêts payés sur la dette à long terme et les débentures découlant du calendrier de paiement des intérêts sur la dette à long terme et à la hausse de 2,4 millions de dollars des dividendes versés aux détenteurs de la participation ne donnant pas le contrôle. Ces hausses ont été contrebalancées par la baisse de 3,6 millions de dollars des rachats et annulations d'actions dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités et par la baisse de 0,9 million de dollars des paiements de loyers.

Flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois

Pour la période close le 30 septembre 2026, les flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois se sont chiffrés à 90,2 millions de dollars, contre 87,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une hausse de 3,1 millions de dollars, ou 3,6 %. L'augmentation est principalement attribuable à la baisse de 4,3 millions de dollars des paiements de loyers, à la baisse de 1,3 million de dollars des intérêts versés sur la dette à long terme et les débentures et à la baisse de 0,9 million de dollars du règlement des obligations au titre du prix d'achat, facteurs partiellement contrebalancés par la hausse de 3,9 millions de dollars des dividendes versés aux détenteurs de la participation ne donnant pas le contrôle.

Comparaison du cumul annuel au 30 septembre 2026 et du cumul annuel au 30 septembre 2025

Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation

Les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation se sont chiffrées à 87,0 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2026, comparativement à 86,9 millions de dollars à l'exercice précédent, ce qui représente une augmentation de 0,1 million de dollars, ou 0,1 %. Cette augmentation des entrées de trésorerie est attribuable aux variations du fonds de roulement de 12,1 millions de dollars, principalement en raison du calendrier de recouvrement des débiteurs et du règlement de passifs fondés sur des actions réglés en trésorerie. Cette augmentation a été largement contrebalancée par la baisse des entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation avant l'incidence du fonds de roulement de 12,0 millions de dollars, principalement attribuable à la baisse des produits, elle-même contrebalancée en partie par la diminution des frais de vente et charges générales et administratives.

Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités d'investissement

Les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement se sont chiffrées à 3,2 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2026, comparativement à 4,3 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une diminution de 1,1 million de dollars. La diminution des sorties de trésorerie est principalement attribuable à l'acquisition d'une participation donnant le contrôle dans une plateforme de placement immobilier au cours de l'exercice précédent pour une contrepartie de 7,7 millions de dollars, facteur partiellement contrebalancé par la baisse de 3,7 millions de dollars des distributions reçues des coentreprises et entreprises associées, la hausse de 1,6 million de dollars des placements et la hausse de 0,9 million de dollars des acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles.

Sorties de trésorerie liées aux activités de financement

Les sorties de trésorerie liées aux activités de financement se sont chiffrées à 97,3 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2026, comparativement à 86,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une augmentation de 10,6 millions de dollars, ou 12,2 %. L'augmentation est principalement attribuable à un paiement de 17,5 millions de dollars effectué dans le cadre d'une transaction portant sur les capitaux propres avec un actionnaire minoritaire et à la diminution nette de 19,9 millions de dollars de la dette à long terme, des émissions de débentures hybrides et des rachats de débentures par rapport à l'exercice précédent. Ces augmentations ont été partiellement contrebalancées par la baisse de 13,9 millions de dollars des dividendes versés aux actionnaires de la Société et aux détenteurs de la participation ne donnant pas le contrôle, la baisse de 5,9 millions de dollars des rachats et annulations d'actions dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société, la baisse de 4,1 millions de dollars des intérêts payés sur la dette à long terme et les débentures et la baisse de 3,1 millions de dollars des paiements de loyers.

Composantes du total de la dette

Facilité de crédit

Le 20 avril 2022, la Société a conclu la septième entente de crédit modifiée et mise à jour (l'« entente de crédit ») qui comprend une facilité renouvelable non garantie de premier rang de 700,0 millions de dollars (la « facilité ») pouvant être utilisée au gré de la Société pour des retraits en dollars canadiens ou en dollars américains.

En décembre 2024, la date d'échéance de la facilité a été reportée du 20 avril 2026 au 20 décembre 2028. Chaque année, il est possible de demander une prorogation de un an de la facilité, mais celle-ci ne peut être prorogée au-delà de quatre ans après la date d'entrée en vigueur de la prorogation. La Société peut demander une augmentation de la limite maximale disponible aux termes de la facilité pouvant aller jusqu'à 200,0 millions de dollars, sous réserve de l'acceptation des prêteurs.

La facilité porte intérêt à taux variable en fonction de la monnaie dans laquelle la somme est prélevée. Les taux d'intérêt sont fondés sur le taux préférentiel canadien, sur le taux composé quotidien ajusté ou taux CORRA à terme, sur le taux de base des États-Unis ou sur le SOFR à terme ajusté qui, dans tous les cas, est majoré d'un écart établi en fonction du ratio trimestriel de la dette à long terme sur le BAIIA défini dans l'entente de crédit.

Au 30 septembre 2026, le montant total prélevé sur la facilité se chiffrait à 544,8 millions de dollars, dont une tranche de 539,9 millions de dollars (380,3 millions de dollars américains) prélevée en dollars américains et une tranche de 4,9 millions de dollars prélevée en dollars canadiens. Du montant de 380,3 millions de dollars américains prélevé en dollars américains, une tranche de 303,3 millions de dollars américains était couverte au moyen d'un swap de devises croisées au 30 septembre 2026. Au 31 décembre 2025, le montant total prélevé sur la facilité se chiffrait à 523,8 millions de dollars, dont une tranche de 519,0 millions de dollars (378,6 millions de dollars américains) prélevée en dollars américains et une tranche de 4,8 millions de dollars prélevée en dollars canadiens. Du montant de 378,6 millions de dollars américains prélevé en dollars américains, une tranche de 298,6 millions de dollars américains était couverte au moyen d'un swap de devises croisées au 31 décembre 2025. Les pertes (profits) sur règlement des swaps de devises croisées ont été contrebalancés par des profits (pertes) équivalents sur la dette à long terme et sont portés en réduction de la dette à long terme dans les tableaux consolidés résumés intermédiaires des flux de trésorerie.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2026, la Société a remboursé 46,3 millions de dollars et emprunté 0,7 million de dollars (remboursé 30,5 millions de dollars et 53,5 millions de dollars au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2025) sur sa dette à long terme. La Société a comptabilisé un profit net sur règlement de ses swaps de devises croisées de 10,4 millions de dollars et un profit net sur règlement de 8,2 millions de dollars au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2026, respectivement (profit net sur règlement de 3,6 millions de dollars et de 5,1 millions de dollars au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2025, respectivement).

Débenture hybride à 6,0 % rachetée le 1er mai 2026

Le 23 juin 2022, la Société a conclu un placement privé visant une débenture hybride subordonnée non garantie de premier rang échéant le 30 juin 2027, pour un montant en capital de 100,0 millions de dollars (la « débenture hybride à 6,0 % »), émise au pair en faveur du Fonds de solidarité FTQ.

Le 1er mai 2026, la Société a racheté la débenture hybride à 6,0 % émise et en circulation à un prix de rachat équivalant à 100 % du capital, et le dernier versement d'intérêt a été effectué le 1er mai 2026. Un ajustement de réévaluation de 0,2 million de dollars, représentant des charges de financement différées non amorties, a été comptabilisé au titre des intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières dans l'état consolidé résumé intermédiaire du résultat net pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2026.

Débentures hybrides à 7,75 % échéant le 30 juin 2030

Le 3 juin 2025, la Société a émis des débentures hybrides subordonnées non garanties de premier rang échéant le 30 juin 2030 (les « débentures hybrides à 7,75 % ») pour un montant en capital de 70,0 millions de dollars au pair. Les débentures hybrides à 7,75 % portent intérêt à un taux de 7,75 % par année, et les intérêts sont payables semestriellement, à terme échu, les 30 juin et 31 décembre de chaque année, le premier versement d'intérêt étant à payer le 31 décembre 2025.

Le 6 juin 2025, la Société a émis des débentures hybrides subordonnées non garanties de premier rang additionnelles pour un montant en capital de 10,0 millions de dollars à la suite de l'exercice de l'option de surallocation.

Débenture hybride à 7,40 % échéant le 30 avril 2031

Le 1er mai 2026, la Société a conclu un placement privé visant une débenture hybride subordonnée non garantie de premier rang de 100 millions de dollars venant à échéance le 30 avril 2031 (la « débenture hybride à 7,40 % ») auprès du Fonds de solidarité FTQ. La débenture hybride à 7,40 % porte intérêt à un taux de 7,40 % par année, et les intérêts sont payables semestriellement, à terme échu, le 30 avril et le 31 octobre de chaque année, à compter du 31 octobre 2026.

Obligations locatives

Les contrats de location de la Société concernent surtout des bureaux. Les contrats de location sont généralement conclus pour des périodes fixes; cependant, ils peuvent comporter des options de prolongation. Les modalités des contrats de location sont négociées individuellement et sont très variées. Les contrats de location n'imposent aucune clause restrictive, mais les actifs au titre de droits d'utilisation ne peuvent servir de garanties aux fins d'emprunt. La diminution du total des obligations locatives est principalement attribuable aux paiements de loyers, déduction faite des intérêts.

Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés de la Société sont composés de swaps de devises croisées, de swaps de devises et de swaps de taux d'intérêt ainsi que de contrats de change à terme, qui sont présentés à la juste valeur.

En février et en mars 2023, la Société a conclu des swaps de taux d'intérêt afin de gérer son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt de référence sur les emprunts à taux variable prélevés sur la facilité. Pour gérer ce risque, les swaps de taux d'intérêt consistent à échanger le taux composé quotidien ajusté CORRA contre un taux fixe appliqué au notionnel de chaque contrat. Les contrats de swap de taux d'intérêt sont venus à échéance le 26 février 2026. Avant leur échéance, les swaps de taux d'intérêt étaient désignés comme couvertures de flux de trésorerie et répondaient aux exigences de la comptabilité de couverture. Par conséquent, la partie efficace des variations de la juste valeur de ces contrats était comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, et le montant du cumul était porté dans une réserve de couverture. Se reporter aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2026 et 2025 pour en savoir davantage sur les couvertures de flux de trésorerie.

Capital social

Tableau 27 – Le tableau qui suit présente le détail des actions ordinaires émises, entièrement réglées et en circulation (en milliers de dollars, sauf les données sur les actions)

	Actions de catégorie A		Actions de catégorie B		Total	
	Nombre	$	Nombre	$	Nombre	$
Au 31 décembre 2025	**87 210 436**	**802 167**	**19 412 401**	**30 891**	**106 622 837**	**833 058**
Rachat et annulation d'actions	**(691 605)**	**(6 362)**	**—**	**—**	**(691 605)**	**(6 362)**
Au 30 septembre 2026	**86 518 831**	**795 805**	**19 412 401**	**30 891**	**105 931 232**	**826 696**
Au 31 décembre 2024	88 399 954	814 180	19 412 401	30 891	107 812 355	845 071
Émission d'actions						
Unités d'actions liées au rendement, unités d'actions assujetties à des restrictions et unités assorties de droits à la plus-value réglées	296 316	2 046	—	—	296 316	2 046
Actions ordinaires émises en vertu du régime de réinvestissement des dividendes	116 182	677	—	—	116 182	677
Rachat et annulation d'actions	(1 602 016)	(14 736)	—	—	(1 602 016)	(14 736)
Au 30 septembre 2025	87 210 436	802 167	19 412 401	30 891	106 622 837	833 058

Rachat et annulation d'actions

Le 7 août 2026, la Société a annoncé que la Bourse de Toronto avait approuvé le renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (l'« offre publique de rachat ») visant le rachat à des fins d'annulation d'un nombre maximal de 4 000 000 d'actions de catégorie A, soit environ 4,6 % de ses actions de catégorie A émises et en circulation au 3 août 2026, sur une période de 12 mois débutant le 16 août 2026 et se terminant au plus tard le 15 août 2027 (l'« offre publique de rachat renouvelée »). La précédente offre publique de rachat a débuté le 16 août 2025 et a pris fin le 15 août 2026 (la « précédente offre publique de rachat »). En vertu de la précédente offre publique de rachat, la Société était aussi autorisée à racheter à des fins d'annulation un nombre maximal de 4 000 000 d'actions de catégorie A.

Il n'y a eu aucun rachat ni aucune annulation d'actions au cours du trimestre clos le 30 septembre 2026. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2026, la Société a racheté et annulé 691 605 actions de catégorie A dans le cadre de la précédente offre publique de rachat de la Société pour une contrepartie totale de 3,9 millions de dollars. La différence entre la valeur comptable de 6,4 millions de dollars des actions rachetées et la contrepartie payée de 3,9 millions de dollars a été comptabilisée dans le surplus d'apport.

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2025, la Société a racheté et annulé 536 048 actions de catégorie A dans le cadre de la précédente offre publique de rachat de la Société pour une contrepartie totale de 3,6 millions de dollars. La différence entre la valeur comptable de 4,9 millions de dollars des actions rachetées et la contrepartie payée de 3,6 millions de dollars a été comptabilisée dans le surplus d'apport.

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2025, la Société a racheté et annulé 1 602 016 actions de catégorie A dans le cadre de la précédente offre publique de rachat et de l'offre publique de rachat ayant débuté le 16 août 2024 et pris fin le 15 août 2025, pour une contrepartie totale de 9,8 millions de dollars. La différence entre la valeur comptable de 14,7 millions de dollars des actions rachetées et la contrepartie payée de 9,8 millions de dollars a été comptabilisée dans le surplus d'apport.

Dividendes

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2026, la Société a déclaré des dividendes totalisant 11,4 millions de dollars (0,108 $ par action) et 34,4 millions de dollars (0,324 $ par action au total), respectivement, sur les actions de catégorie A et les actions de catégorie B avec droit de vote spécial (les « actions de catégorie B »). Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2025, la Société a déclaré des dividendes totalisant 11,5 millions de dollars (0,108 $ par action) et 46,6 millions de dollars (0,432 $ par action au total), respectivement, sur les actions de catégorie A et les actions de catégorie B.

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2026, 218 587 actions de catégorie A ont été rachetées sur le marché libre pour un montant de 1,1 million de dollars en vue de régler les dividendes aux termes du régime de réinvestissement des dividendes. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2025, 114 553 actions de catégorie A ont été rachetées sur le marché libre pour un montant de 0,7 million de dollars en vue de régler les dividendes aux termes du régime de réinvestissement des dividendes. De plus, au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2025, 116 182 actions de catégorie A ont été émises lors d'un réinvestissement des dividendes de 0,7 million de dollars aux termes du régime de réinvestissement des dividendes. Ces nouvelles actions ont été émises sur le capital moyennant un escompte de néant.

Gestion du capital

Le capital de la Société se compose du capital social, des résultats non distribués (du déficit), de la dette à long terme et des débentures hybrides, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. La Société gère son capital de manière à disposer de sources de financement suffisantes tout en maximisant le rendement pour ses actionnaires en optimisant l'équilibre entre la dette et les capitaux propres, et de manière à se conformer aux exigences réglementaires et à certaines clauses restrictives exigées par les prêteurs. La Société est tenue de maintenir un fonds de roulement minimal, calculé conformément au Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites, sur une base non consolidée. Au 30 septembre 2026 et au 31 décembre 2025, elle se conformait à ces exigences. La Société se conformait également aux clauses restrictives liées à l'endettement auxquelles elle était assujettie aux termes de la facilité.

Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure du capital, la Société peut émettre des actions, racheter et annuler des actions aux termes de l'offre publique de rachat, procéder à l'émission ou au remboursement de titres de créance, ou émettre des actions pour satisfaire aux obligations de paiement au titre des débentures hybrides à 7,75 % et des débentures hybrides à 7,40 %.

Obligations contractuelles

Au 30 septembre 2026, la Société n'avait aucune obligation contractuelle significative autre que celles décrites à la rubrique « Obligations contractuelles » de son rapport de gestion annuel de 2025. Se reporter à la rubrique « Composantes du total de la dette » à la page 68 du présent rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements.

Passifs éventuels et provisions pour réclamations

Dans le cours normal de ses activités, la Société est assujettie à des réclamations et est impliquée dans des poursuites ainsi que des enquêtes d'ordre juridique, réglementaire et fiscal. Comme il existe un certain nombre d'incertitudes concernant ces sujets, individuellement ou collectivement, il est actuellement impossible d'en prévoir l'issue définitive avec certitude. Compte tenu de l'information dont elle dispose actuellement, la direction estime que la défense ou la résolution de ces sujets, pris individuellement ou collectivement, n'aura pas d'incidence défavorable significative sur la situation financière de la Société. La direction évalue régulièrement si les charges à payer ou les provisions constituées à l'égard de ces sujets sont adéquates. La Société souscrit des polices d'assurance susceptibles de fournir une protection contre ces réclamations. Au 30 septembre 2026, le total du passif relatif à ces sujets s'élevait à 10,4 millions de dollars (31 décembre 2025 – 9,8 millions de dollars), et il a été réglé après le 30 septembre 2026.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le tableau qui suit présente, sur une base consolidée, les actifs sous gestion, le total des produits, le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté, le résultat net et le résultat net ajusté de la Société, y compris les montants par action, pour chacun des huit derniers trimestres clos de la Société, ainsi que pour la période correspondant aux 12 derniers mois close le 30 septembre 2026.

Tableau 28 – Résultats trimestriels (en milliers de dollars, sauf les actifs sous gestion qui sont en millions de dollars et sauf les données par action)

	12 derniers mois[1)]	T3 30 sept. 2026	T2 30 juin 2026	T1 31 mars 2026	T4 31 déc. 2025	T3 30 sept. 2025	T2 30 juin 2025	T1 31 mars 2025	T4 31 déc. 2024
ASG[2)]	**159 774**	**151 360**	163 492	160 165	164 080	166 949	160 474	161 594	167 111
Total des produits	**638 869**	**150 357**	155 139	153 311	180 062	167 090	162 974	162 871	184 011
BAIIA ajusté[3)]	**182 333**	**42 912**	42 042	42 707	54 672	50 325	45 692	43 403	53 400
Marge du BAIIA ajusté[3)]	**28,5 %**	**28,5 %**	27,1 %	27,9 %	30,4 %	30,1 %	28,0 %	26,6 %	29,0 %
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	**20 752**	**6 731**	3 521	2 833	7 667	5 834	3 757	21 789	(192)
Résultat net ajusté[3)]	**101 241**	**23 941**	23 876	23 532	29 892	25 034	27 198	25 426	22 849
PAR ACTION – DE BASE									
BAIIA ajusté[3)]	**1,72**	**0,41**	0,40	0,40	0,51	0,47	0,42	0,40	0,50
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	**0,19**	**0,06**	0,03	0,03	0,07	0,05	0,03	0,20	—
Résultat net ajusté[3)]	**0,96**	**0,23**	0,23	0,22	0,28	0,23	0,25	0,24	0,21
PAR ACTION – DILUÉ									
BAIIA ajusté[3)]	**1,51**	**0,32**	0,38	0,38	0,43	0,45	0,41	0,31	0,50
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	**0,19**	**0,06**	0,03	0,03	0,07	0,05	0,03	0,17	—
Résultat net ajusté[3)]	**0,85**	**0,19**	0,21	0,21	0,24	0,23	0,24	0,20	0,21

1) Certains sous-totaux peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.
2) Les actifs sous gestion des 12 derniers mois représentent la moyenne des actifs sous gestion de clôture pour les quatre derniers trimestres.
3) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » qui commence à la page 59 et aux tableaux de rapprochement connexes aux pages 75 à 78.

Le tableau qui suit présente un rapprochement du BAIIA, du BAIIA ajusté, de la marge du BAIIA ajusté et du BAIIA ajusté par action avec les mesures du résultat conformes aux IFRS les plus comparables pour chacun des huit derniers trimestres de la Société.

Tableau 29 – Rapprochement du BAIIA et du BAIIA ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	T3 2026	T2 2026	T1 2026	T4 2025	T3 2025	T2 2025	T1 2025	T4 2024
Résultat net	**8 174**	5 999	4 736	11 730	9 965	5 960	23 902	2 858
Charge d'impôt sur le résultat	**4 644**	2 504	3 573	6 291	5 395	1 799	3 679	4 733
Amortissements	**11 537**	11 258	11 178	10 803	12 307	12 215	12 270	11 921
Intérêts sur la dette à long terme et les débentures	**10 708**	10 630	10 103	12 075	12 519	12 057	11 389	12 036
Intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières	**1 500**	434	882	512	1 809	(740)	433	7 596
BAIIA	**36 563**	30 825	30 472	41 411	41 995	31 291	51 673	39 144
Coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts	**6 429**	5 676	9 087	8 790	3 405	10 112	2 818	3 816
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et autres	**(486)**	53	(290)	(107)	(377)	(7)	(932)	320
Rémunération fondée sur des actions	**(848)**	4 483	3 531	5 170	5 746	5 022	2 599	9 522
Perte (profit) sur les placements, montant net	**(211)**	(179)	(222)	(680)	(203)	(190)	(542)	(115)
Réévaluation d'un placement lié à une acquisition	**—**	—	—	—	—	—	(12 730)	—
Autres charges (produits)	**1 465**	1 184	129	88	(241)	(536)	517	713
BAIIA ajusté	**42 912**	42 042	42 707	54 672	50 325	45 692	43 403	53 400
Produits	**150 357**	155 139	153 311	180 062	167 090	162 974	162 871	184 011
Marge du BAIIA ajusté	**28,5 %**	27,1 %	27,9 %	30,4 %	30,1 %	28,0 %	26,6 %	29,0 %
BAIIA ajusté par action								
De base	**0,41**	0,40	0,40	0,51	0,47	0,42	0,40	0,50
Dilué	**0,32**	0,38	0,38	0,43	0,45	0,41	0,31	0,50

Le tableau qui suit présente un rapprochement du résultat net ajusté et du résultat net ajusté par action avec les mesures du résultat conformes aux IFRS les plus comparables pour chacun des huit derniers trimestres de la Société.

Tableau 30 – Rapprochement du résultat net ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	T3 2026	T2 2026	T1 2026	T4 2025	T3 2025	T2 2025	T1 2025	T4 2024
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	**6 731**	3 521	2 833	7 667	5 834	3 757	21 789	(192)
Amortissements	**11 537**	11 258	11 178	10 803	12 307	12 215	12 270	11 921
Coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts	**6 429**	5 676	9 087	8 790	3 405	10 112	2 818	3 816
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et autres, et intérêt effectif sur les débentures	**(295)**	273	(129)	403	30	320	(703)	599
Rémunération fondée sur des actions	**(848)**	4 483	3 531	5 170	5 746	5 022	2 599	9 522
Réévaluation d'un placement lié à une acquisition	**—**	—	—	—	—	—	(12 730)	—
Autres charges (produits)	**1 465**	1 184	129	88	(241)	(536)	517	713
Incidence fiscale des éléments ci-dessus	**(1 078)**	(2 519)	(3 097)	(3 029)	(2 047)	(3 692)	(1 134)	(3 530)
Résultat net ajusté	**23 941**	23 876	23 532	29 892	25 034	27 198	25 426	22 849
Par action (de base)								
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	**0,06**	0,03	0,03	0,07	0,05	0,03	0,20	—
Résultat net ajusté	**0,23**	0,23	0,22	0,28	0,23	0,25	0,24	0,21
Par action (dilué)								
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	**0,06**	0,03	0,03	0,07	0,05	0,03	0,17	—
Résultat net ajusté	**0,19**	0,21	0,21	0,24	0,23	0,24	0,20	0,21

Le tableau qui suit présente un rapprochement des flux de trésorerie disponibles avec les mesures conformes aux IFRS les plus comparables pour chacun des huit derniers trimestres de la Société.

Tableau 31 – Rapprochement des flux de trésorerie disponibles (en milliers de dollars)

	T3 2026	T2 2026	T1 2026	T4 2025	T3 2025	T2 2025	T1 2025	T4 2024
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation avant l'incidence du fonds de roulement	**34 390**	36 086	34 323	49 126	45 533	33 647	37 658	47 487
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation	**24 628**	5 752	(48 136)	(2 487)	17 462	8 287	(55 639)	4 464
Entrées (sorties) de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation	**59 018**	41 838	(13 813)	46 639	62 995	41 934	(17 981)	51 951
Règlement d'obligations au titre du prix d'achat	**—**	—	—	—	—	—	—	(937)
Produit tiré du billet à ordre	**1 235**	1 285	1 281	1 348	1 395	1 406	1 509	1 538
Distributions reçues des coentreprises et entreprises associées, déduction faite des investissements	**2 633**	(1 140)	705	2 682	321	4 061	531	(321)
Dividendes versés aux détenteurs de la participation ne donnant pas le contrôle et autres	**(2 374)**	(3 649)	(1 933)	(6 284)	—	(1 191)	(9 110)	—
Paiements de loyers	**(3 040)**	(2 965)	(2 567)	(2 607)	(3 900)	(3 851)	(3 913)	(3 862)
Intérêts payés sur la dette à long terme et les débentures	**(10 232)**	(9 189)	(10 302)	(13 313)	(7 769)	(14 213)	(11 814)	(10 519)
Autres coûts de restructuration	**3 889**	2 631	2 448	4 787	928	2 329	1 873	3 333
Frais liés aux acquisitions et autres coûts[1)]	**144**	(1 051)	2 066	—	—	27	129	180
Flux de trésorerie disponibles	**51 273**	27 760	(22 115)	33 252	53 970	30 502	(38 776)	41 363
Flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois	**90 170**	92 867	95 609	78 948	87 059	75 336	86 674	87 417

[1)] Exclut les charges liées aux acquisitions sans effet sur la trésorerie résultant d'un regroupement d'entreprises (se reporter à la note 5 des états financiers consolidés).

Le tableau qui suit présente un rapprochement de la dette nette avec les mesures conformes aux IFRS les plus comparables pour chacun des huit derniers trimestres de la Société.

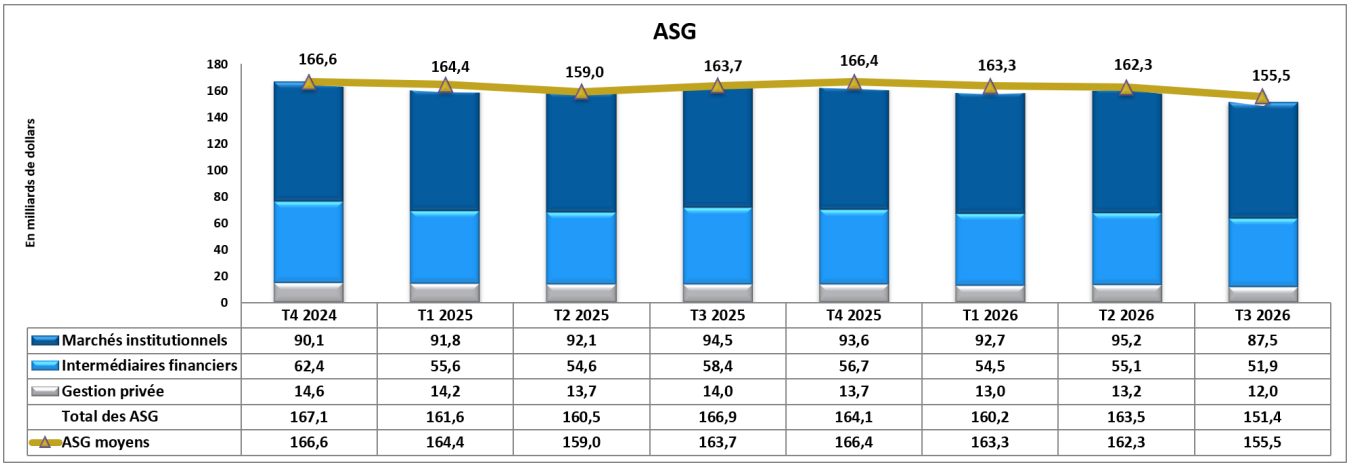
Tableau 32 – Rapprochement de la dette nette et du ratio de la dette nette (en milliers de dollars)

	T3 2026	T2 2026	T1 2026	T4 2025	T3 2025	T2 2025	T1 2025	T4 2024
Dette à long terme	543 749	589 605	578 183	522 423	469 204	488 667	577 158	534 447
Débentures	176 201	176 078	176 605	176 443	243 172	242 763	165 168	164 939
Juste valeur des swaps de devises croisées[1)]	(1 539)	(11 690)	(5 532)	6 633	(788)	3 622	(2 859)	(12 732)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(28 964)	(30 648)	(49 225)	(41 679)	(31 844)	(22 924)	(36 526)	(35 356)
Dette nette	**689 447**	**723 345**	**700 031**	**663 820**	**679 744**	**712 128**	**702 941**	**651 298**
BAIIA ajusté des 12 derniers mois	182 333	189 746	193 396	194 092	192 820	194 180	193 772	195 764
Ratio de la dette nette	**3,78 x**	**3,81 x**	**3,62 x**	**3,42 x**	**3,53 x**	**3,67 x**	**3,63 x**	**3,33 x**

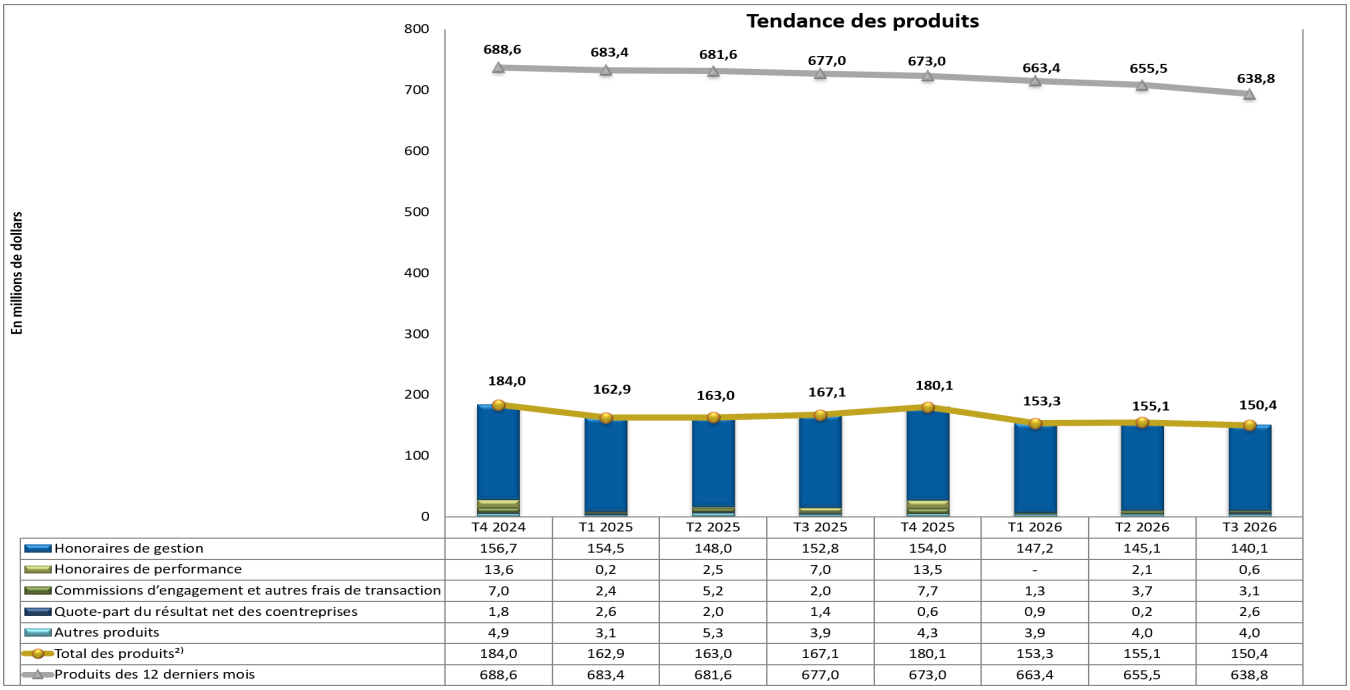
1) Se reporter à la rubrique « Instruments financiers » des notes complémentaires aux états financiers consolidés.

Tendances des ASG, des produits, du résultat net et des flux de trésorerie

Les diagrammes qui suivent illustrent les tendances en ce qui concerne les ASG, les produits trimestriels, les produits des 12 derniers mois, le résultat net par action des 12 derniers mois, le résultat ajusté par action des 12 derniers mois[1)], le BAIIA ajusté par action des 12 derniers mois[1)], le dividende par action des 12 derniers mois, les flux de trésorerie disponibles par action des 12 derniers mois[1)], le résultat net des 12 derniers mois, le BAIIA ajusté des 12 derniers mois[1)] ainsi que la marge du BAIIA ajusté des 12 derniers mois[1)]. Les diagrammes illustrent aussi les tendances en ce qui concerne les flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois[1)] et les dividendes versés des 12 derniers mois, ainsi que le ratio de la dette nette[1)] et le ratio de la dette à long terme de la Société.



	T4 2024	T1 2025	T2 2025	T3 2025	T4 2025	T1 2026	T2 2026	T3 2026
Marchés institutionnels	90,1	91,8	92,1	94,5	93,6	92,7	95,2	87,5
Intermédiaires financiers	62,4	55,6	54,6	58,4	56,7	54,5	55,1	51,9
Gestion privée	14,6	14,2	13,7	14,0	13,7	13,0	13,2	12,0
Total des ASG	167,1	161,6	160,5	166,9	164,1	160,2	163,5	151,4
ASG moyens	166,6	164,4	159,0	163,7	166,4	163,3	162,3	155,5

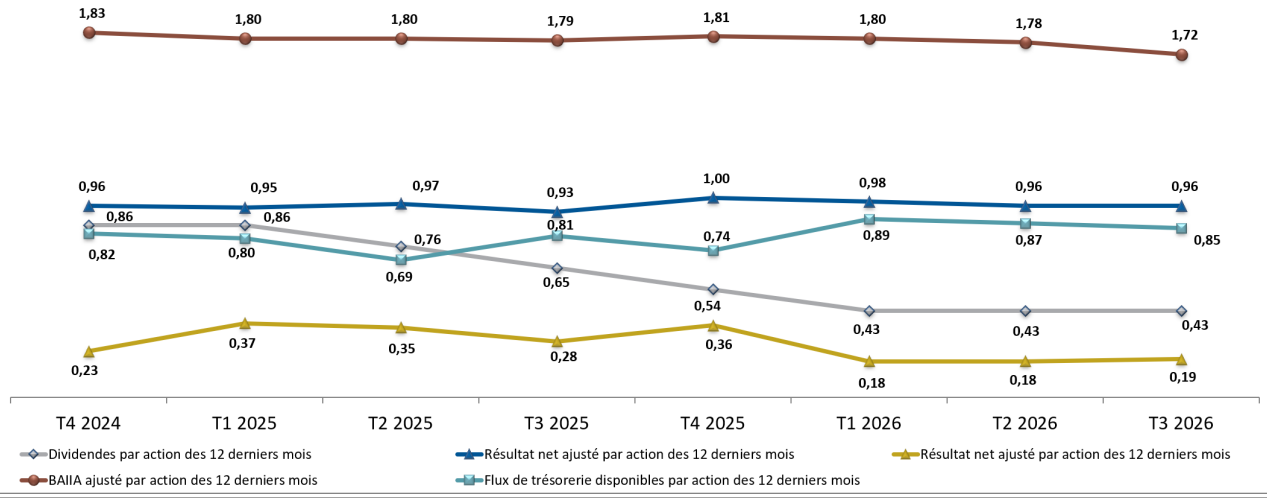


	T4 2024	T1 2025	T2 2025	T3 2025	T4 2025	T1 2026	T2 2026	T3 2026
Honoraires de gestion	156,7	154,5	148,0	152,8	154,0	147,2	145,1	140,1
Honoraires de performance	13,6	0,2	2,5	7,0	13,5	-	2,1	0,6
Commissions d'engagement et autres frais de transaction	7,0	2,4	5,2	2,0	7,7	1,3	3,7	3,1
Quote-part du résultat net des coentreprises	1,8	2,6	2,0	1,4	0,6	0,9	0,2	2,6
Autres produits	4,9	3,1	5,3	3,9	4,3	3,9	4,0	4,0
Total des produits[2)]	184,0	162,9	163,0	167,1	180,1	153,3	155,1	150,4
Produits des 12 derniers mois	688,6	683,4	681,6	677,0	673,0	663,4	655,5	638,8

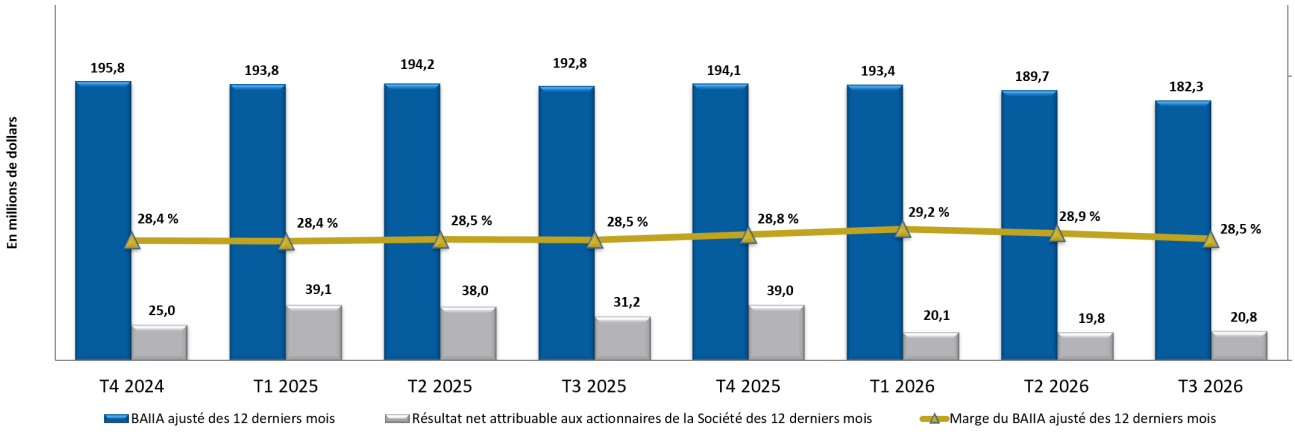
1) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » qui commence à la page 59 et aux tableaux de rapprochement connexes aux pages 75 à 78.

2) Les totaux partiels peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

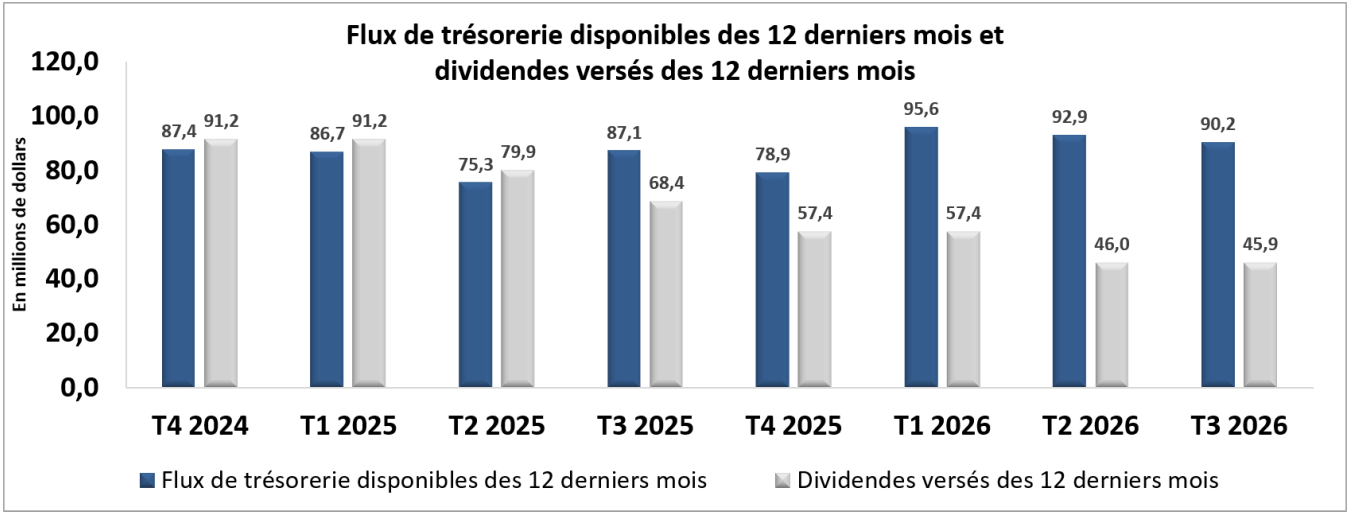
Résultat net des 12 derniers mois, résultat net ajusté des 12 derniers mois, BAIIA ajusté des 12 derniers mois, dividendes des 12 derniers mois et flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois par action[1)]

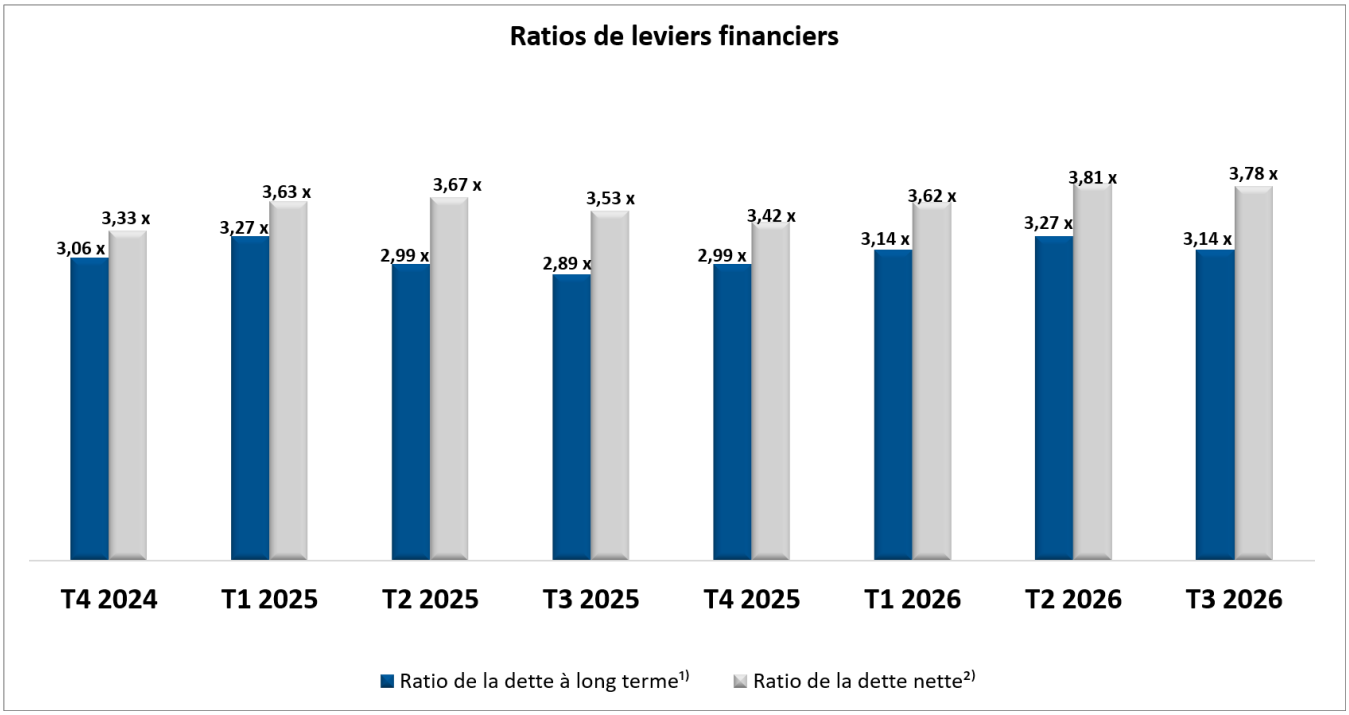


Résultat net des 12 derniers mois, BAIIA ajusté des 12 derniers mois et marge du BAIIA ajusté des 12 derniers mois



[1)] Les montants par action des 12 derniers mois du T4 2025 et du T4 2024 sont fondés sur le nombre moyen pondéré annuel d'actions en circulation.





1) Représente le montant brut de la dette à long terme et des autres obligations, déduction faite de la trésorerie, divisé par le BAIIA des 12 derniers mois calculé conformément à l'entente de crédit.

2) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » qui commence à la page 59 et aux tableaux de rapprochement connexes aux pages 75 à 78.

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Transactions entre parties liées

Après le 30 septembre 2026, le cours de l'action de la Société est descendu sous un seuil établi dans la convention de prêt entre ExecCo et une banque canadienne, ce qui a déclenché une défaillance de nature technique pour ExecCo. La banque a exigé le remboursement du prêt et s'est prévalue de la caution de la Société. Il importe de noter qu'ExecCo a effectué à ce jour tous les paiements de capital et d'intérêts prévus, conformément aux modalités de l'emprunt d'ExecCo. La Société entend régler le capital impayé et les intérêts courus totalisant 16,0 millions de dollars au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2026.

Le 11 novembre 2026, sur la recommandation favorable de son comité d'audit et de gestion des risques et de son comité des candidatures et de la gouvernance, formulée après consultation de conseillers juridiques externes indépendants, le conseil d'administration de la Société a approuvé les modalités d'un prêt portant intérêt qui devrait être conclu entre la Société (ou une filiale), à titre de prêteur, et ExecCo, à titre d'emprunteur, dans le cadre du règlement de la caution de la Société. Le montant en capital du prêt devrait être établi de manière définitive au cours du quatrième trimestre de 2026. L'entente de prêt sera garantie par une hypothèque sur les biens meubles d'ExecCo et d'Exec Investments L.P., une entité contrôlée par ExecCo, y compris la mise en garantie des titres liés aux 2 758 616 actions de la Société détenues indirectement par ExecCo.

Dividende

Le 11 novembre 2026, le conseil d'administration de la Société a décidé de mettre fin au dividende trimestriel. Cette décision reflète les priorités actuelles de la Société en matière d'affectation des capitaux et l'importance qu'elle accorde au maintien de sa souplesse financière, notamment à la réduction de son endettement. Le conseil d'administration continuera d'évaluer régulièrement les priorités de la Société en matière d'affectation des capitaux.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Le président mondial et chef de la direction ainsi que le directeur exécutif, chef de la direction financière mondiale et chef de la stratégie corporative, de concert avec la direction, sont responsables de l'établissement et du maintien de contrôles et procédures de communication de l'information et d'un contrôle interne à l'égard de l'information financière adéquats, selon la définition que donne à ces termes le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Les contrôles et procédures de communication de l'information sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information significative est enregistrée et présentée à la direction en temps opportun de sorte que l'information devant être présentée par la Société dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports déposés ou transmis par la Société en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par la législation sur les valeurs mobilières.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière est conçu de manière à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers pour diffusion externe conformément aux IFRS.

Tous les systèmes de contrôle interne, peu importe l'efficacité de leur conception, comportent des limites inhérentes. Par conséquent, même les systèmes réputés efficaces peuvent fournir seulement une assurance raisonnable en ce qui a trait à la préparation et à la présentation des états financiers.

Modifications du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre ouvert le 1er juillet 2026 et clos le 30 septembre 2026, aucun changement n'a été apporté au contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société qui a eu ou est susceptible d'avoir une incidence significative sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

RENSEIGNEMENTS IMPORTANTS

Corporation Fiera Capital est une société de gestion de placement mondiale qui compte des filiales dans différents territoires (collectivement, dans la présente rubrique, « Fiera Capital »). Les renseignements et opinions exprimés dans le présent document sont fournis à titre indicatif seulement. Ils peuvent être modifiés et ils ne doivent pas servir de fondement à une décision de placement ou de vente. Même s'ils ne sont pas exhaustifs, les présents renseignements importants au sujet de Fiera Capital et de ses services doivent être lus et compris conjointement avec tout le contenu accessible sur les sites Web de Fiera Capital.

Le rendement passé n'est pas garant du rendement futur. Tous les placements présentent un risque de perte, et rien ne garantit que les avantages exposés ici seront réalisés. Sauf indication contraire, les évaluations et les rendements sont calculés et libellés en dollars canadiens.

Les renseignements qui se trouvent dans le présent document ne constituent pas des conseils en placement, et l'investisseur ne doit pas s'y fier pour prendre des décisions de placement. Ils ne doivent pas non plus être considérés comme une sollicitation d'achat ou une offre de vente de titres ou d'autres instruments financiers. Le présent document ne tient pas compte des objectifs et stratégies de placement d'un investisseur en particulier, de sa situation fiscale ni de son horizon de placement. Aucune déclaration n'est faite et aucune garantie n'est donnée à l'égard de l'exactitude de ces renseignements, et aucune responsabilité n'est assumée quant aux décisions fondées sur ceux-ci. Toutes les opinions exprimées dans les présentes sont le fruit de jugements portés à la date de leur publication et peuvent changer. Bien que les faits et données contenus dans le présent document proviennent de sources que Fiera Capital estime fiables, nous n'en garantissons pas l'exactitude, et ces renseignements peuvent être incomplets ou résumés. Nous nous dégageons de toute responsabilité, quelle qu'en soit la nature, à l'égard de toute perte et de tout dommage directs, indirects ou consécutifs qui pourraient résulter de l'utilisation de l'information contenue dans ce document. Les tableaux, les graphiques et les descriptions de l'historique ou du rendement d'un placement ou d'un marché contenus dans le présent document ne constituent aucunement une déclaration indiquant que cet historique ou ce rendement se poursuivra ou que le scénario ou le rendement d'un placement sera similaire à celui qui figure dans les tableaux, graphiques ou descriptions.

Les tableaux et graphiques contenus dans le présent document sont fournis à titre illustratif seulement et ils n'ont pas pour but d'aider le lecteur à déterminer quels titres acheter ou vendre ou à quel moment acheter ou vendre des titres. Tout placement décrit dans le présent document y figure à titre d'exemple seulement et il ne constitue pas une déclaration que le même scénario de placement ou un scénario de placement similaire se reproduira dans l'avenir ou qu'un placement futur sera aussi rentable que l'exemple ou qu'il n'entraînera pas de perte. Tous les rendements sont purement historiques, ils ne constituent pas une indication des performances futures et ils sont sujets à ajustement.

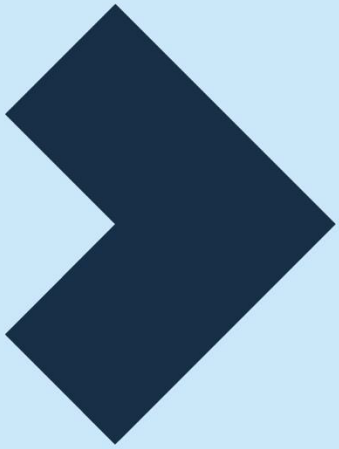
Chaque entité membre du groupe de sociétés Fiera Capital ne fournit des services de conseils en placement ou n'offre des fonds de placement que dans les territoires où cette entité ou le produit pertinent est inscrit, ou autorisé à fournir ces services en vertu d'une dispense d'inscription applicable. Par conséquent, certains produits, services et renseignements connexes décrits dans le présent document pourraient ne pas être offerts aux résidents de certains territoires. Veuillez consulter les renseignements sur les produits ou les services en question pour en savoir plus sur les exigences légales (y compris les restrictions de placement) applicables à votre territoire. Pour des précisions sur l'inscription de tout membre du groupe de Fiera Capital ou sur la dispense d'inscription à laquelle il se fie, veuillez consulter le https://www.fieracapital.com/fr/inscriptions-et-autorites.

Vous trouverez des renseignements supplémentaires sur Corporation Fiera Capital ainsi que ses états financiers annuels audités et sa notice annuelle les plus récents sur le site de SEDAR+ à www.sedarplus.ca.

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

FIERA CAPITAL



Fiera.com